JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1982-1983
(45^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

Séance du Vendredi 29 Octobre 1982.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. ALAIN VIVIEN

1. — Loi de finances pour 1983 (première partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 6486).

Article 16 (suite) (p. 6486).

MM. Marette, Bourg-Broc, Frédéric-Dupont, Alain Madelin, Mercieca.

Amendement n° 168 de M. Gilbert Gantier : MM. Gilbert Gantier ; Pierret, rapporteur général de la commission des finances ; Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. — Rejet.

Amendement n° 167 de M. Gilbert Gantier : MM. Gilbert Gantier, le rapporteur général, le ministre, Jans. — Rejet.

Amendement n° 206 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur général. — Adoption.

Amendement n° 170 de M. Gilbert Gantier : MM. Gilbert Gantier, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 204 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur général, Gilbert Gantier. — Adoption.

Amendement n° 206 du Gouvernement : M. le ministre. — Adoption.

Amendement n° 133 rectifié de M. Gilbert Gantier : MM. Gilbert Gantier, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

Amendements n° 165 de M. Claude Wolff et 166 de M. Gilbert Gantier : l'amendement n° 165 n'est pas soutenu ; MM. Gilbert Gantier, le rapporteur général, le ministre. — Rejet de l'amendement n° 166.

Amendement n° 185 de M. Gilbert Mitterrand : MM. Gilbert Mitterrand, le rapporteur général, le ministre. — Adoption de l'amendement n° 185 rectifié.

Amendements n° 186 de M. Zeller et 207 rectifié du Gouvernement : MM. Zeller, le rapporteur général, le ministre, Toubon. — Retrait de l'amendement n° 188 ; adoption de l'amendement n° 207 rectifié.

Adoption de l'article 16 modifié.

Après l'article 16 (p. 6492).

Amendement n° 12 de M. Grussenmeyer : MM. Bourg-Broc, le rapporteur général, le ministre, Mercieca, Alain Bonnet. — Rejet.

Amendement n° 49 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 50 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre, Tranchant. — Adoption de l'amendement n° 50 rectifié.

M. le ministre.

Amendement n° 87 de M. Tranchant : MM. Tranchant, le rapporteur général, le ministre, Marette. — Rejet.

Amendement n° 192 de M. Claude Wolff : MM. Tranchant, le rapporteur général, le ministre, Douyère. — Rejet.

Article 17 (p. 6496).

M. Goulet.

Amendement n° 195 de M. Alphanéry : MM. Alphanéry, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 74 de M. Charles : MM. Marette, le rapporteur général, le ministre, Jans. — Rejet.

Amendement n° 28 de M. Gissingier : MM. Tranchant, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

L'amendement n° 187 de M. Gissingier n'a plus d'objet.

Adoption de l'article 17.

Article 18 (p. 6498).

MM. Toubon, le ministre.

Amendement n° 217 du Gouvernement : MM. le ministre, Toubon. — Adoption de l'amendement n° 217 rectifié.

Adoption de l'article 18 modifié.

Article 19. — Adoption (p. 6498).

Article 20 (p. 6499).

MM. Goulet, Toubon.

Adoption de l'article 20.

Articles 21 et 23. — Adoption (p. 6499).

Article 23 (p. 6499).

MM. Toubon, le président.

Adoption de l'article 23.

Après l'article 23 (p. 6500).

Amendement n° 51 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre. — Adoption.

Article 24 (p. 6500).

MM. Emmanuel Aubert, Alphanéry.

Amendement n° 215 de M. Plerrel : MM. le rapporteur général, Emmanuel Aubert, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 24 modifié.

Après l'article 24 (p. 6502).

Amendement n° 216 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur général. — Adoption.

Article 25. — Adoption (p. 6502).

Article 26 (p. 6502).

MM. Frédéric-Dupont, Marette.

Adoption de l'article 26.

Article 27 et état A (p. 6504).

MM. Gilbert Gantier, Marette.

PRESIDENCE DE M. GUY DUCOLONÉ

M. Robert-André Vivien.

L'article 27 est réservé jusqu'au vote sur l'état A.

Amendement n° 212 de M. François d'Aubert : MM. Alphanéry, le rapporteur général, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 213 de M. François d'Aubert. — Rejet.

Amendement n° 214 de M. Alphanéry. — Rejet.

Amendement n° 218 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur général. — Adoption.

Adoption de l'état A modifié.

Amendement n° 211 de M. Alphanéry. — Rejet.

MM. Jans, Alphanéry, Douyère, le ministre.

Adoption de l'article 27 modifié.

Seconde délibération de la première partie du projet de loi.

Article 6 bis (p. 6519).

Amendement n° 1 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur général. — Adoption.

Adoption de l'article 6 bis modifié.

Article 16 (p. 6520).

Amendement n° 3 du Gouvernement. — Adoption.
Adoption de l'article 16 modifié.

Article 16 ter (p. 6520).

Amendement n° 2 du Gouvernement. — Adoption.
Adoption de l'article 16 ter modifié.

Article 27 et état A (p. 6521).

Amendement n° 4 du Gouvernement. — Adoption
Adoption de l'article 27 et de l'état A modifiés.

Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

2. — Dépôt d'une proposition de loi constitutionnelle (p. 6523).

3. — Ordre du jour (p. 6523).

PRESIDENCE DE M. ALAIN VIVIEN,

vice-président.

La séance est ouverte à neuf heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1983 (PREMIERE PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1983 (n° 1083, 1165).

Hier soir, l'Assemblée a commencé d'entendre les orateurs inscrits sur l'article 16.

Article 16 (suite).

M. le président. Je rappelle les termes de l'article 16 :

« Art. 16. — I. A l'article 26-1-2 de la loi de finances pour 1982 (n° 81-1160 du 30 décembre 1981) les mots « jusqu'au 31 décembre 1982 » sont supprimés.

« II. Les dispositions des articles 39 *quinquies* FA, 131 *quater*, 209-II, 210-A1 deuxième al., 268 *ter*-II, 293 *quater*-I troisième et dernier al., 812-1-2°, 812-1-2° *bis*, 812 A-1, 816-1, 821-1° du code général des impôts sont reconduites pour cinq ans.

« III. Les dispositions des articles 39 *quinquies* E et 39 *quinquies* F du code général des impôts s'appliquent aux constructions achevées avant le 31 décembre 1986 à condition qu'elles s'incorporent à des installations de production existant au 31 décembre 1980.

« IV. Les dispositions de l'article 89-III de la loi de finances pour 1982 et de l'article 1655 *bis* du code général des impôts sont prorogées jusqu'au 31 décembre 1983.

« Les dispositions de l'article 833 du code général des impôts sont reconduites pour les actes de formation ou d'augmentation de capital des sociétés exerçant leur activité dans les secteurs industriel, hôtelier ou de la pêche, enregistrés avant le 1^{er} janvier 1984.

« Les dispositions des articles 238 *quater* et 823 du code général des impôts sont reconduites pour un an.

« Les dispositions prévues pour l'exercice 1982 en faveur des entreprises de presse par l'article 39 *bis* du code général des impôts sont reconduites pour l'exercice 1983.

« Les dispositions de l'article 1384-A du code général des impôts s'appliquent aux constructions neuves pour lesquelles une demande de prêt aidé par l'Etat est déposée avant le 31 décembre 1983 à condition que le prêt soit effectivement accordé.

« V. Pour 1983, le relèvement du tarif résultant du 4 de l'article 266 du code des douanes est reporté à la deuxième semaine de mai.

« VI. L'article 13 de la loi de finances pour 1982 est abrogé. »

La parole est à M. Marette.

M. Jacques Marette. Monsieur le président, monsieur le ministre chargé du budget, mes chers collègues, je suis un peu saisi, comme la truite au bleu (sourires) ; je serai donc bref.

Je veux interroger le Gouvernement sur l'opportunité de maintenir dans cet article les dispositions qui favorisent et encouragent l'émission d'emprunts à l'étranger par les grandes sociétés françaises, qui sont pour la plupart nationalisées. Il est vrai que cette technique ne date pas de mai ou de juin 1981 et que, depuis plusieurs années, Electricité de France, Gaz de France, la S.N.C.F., la Caisse nationale de l'énergie et même de grands établissements bancaires ont été encouragés à placer des emprunts sur les marchés de l'eurodollar, du dollar proprement dit, voire maintenant sur les marchés plus diversifiés de l'euro-yen, de la couronne norvégienne ou du dollar canadien.

Mais la situation de l'endettement extérieur de la France est préoccupante. J'en ai d'ailleurs traité hier dans une tribune libre du journal *Le Monde*. Or s'il semble techniquement souhaitable de maintenir ces avantages, je me demande s'il est opportun, politiquement, de les confirmer pour cinq ans dans cet article 16.

En effet, le grand problème de la France aujourd'hui, monsieur le ministre, est la crédibilité de votre virage politique à 180 degrés. Permettra-t-il de résorber le déficit de la sécurité sociale et des régimes d'indemnisation du chômage, de sortir du blocage sans un ressaut d'inflation, d'équilibrer notre balance du commerce extérieur et d'améliorer notre balance des paiements ?

En la matière, nous avons surtout besoin de la confiance internationale. Or, à cet égard, la politique d'encouragement aux emprunts étrangers à tout va est aussi néfaste que la précédente politique de dépense à tout va menée au cours de la première année de votre gouvernement. Il ne faudrait pas que cela dure.

Ainsi les emprunts émis il y a quelques années en dollars sont maintenant extrêmement lourds à supporter malgré les exemptions fiscales que l'Etat a accordées notamment aux émetteurs.

Vous avez évoqué, monsieur le ministre, la triste réalité de l'emprunt n° 100 1973. Permettez-moi de vous dire que j'ai été, à l'époque, le seul député à souligner les dangers de la clause d'indexation dont la direction du Trésor prétendait qu'elle ne devait pas s'appliquer et qu'elle n'avait été prévue que pour donner la couleur d'un emprunt gagé sur l'or, mais que, en fait, cet emprunt ne serait pas gagé sur l'or. Or patatras !, trois ans après la clause d'indexation a joué.

En matière d'emprunts à l'étranger, la lourde charge des intérêts et des remboursements demeure en permanence suspendue au-dessus de la tête des emprunteurs et, finalement, du Gouvernement de la République, quelle que soit l'euphorie momentanée procurée par les rentrées de devises qu'entraînent ces emprunts. Nous devons donc être particulièrement vigilants dans ce domaine et mettre cartes sur table.

Au-delà même des mesures techniques qui figurent dans l'article 16, sur la prorogation d'avantages fiscaux, je voudrais donc connaître votre opinion sur l'opportunité de continuer à multiplier ces émissions d'emprunts à l'étranger au bénéfice des grandes sociétés nationales françaises, au risque d'aggraver, dans l'avenir, la situation de la balance des paiements en dépit de l'euphorie momentanée que cela peut procurer dans l'immédiat quant à notre situation monétaire internationale.

M. le président. La parole est à M. Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc. Je m'exprimerai au nom de mon collègue Pierre Weisenhorn, qui n'a pu assister à cette séance pour traiter de l'actualisation de la taxe intermédiaire sur les produits pétroliers que prévoit cet article 16.

Pour cette taxe, qui doit progresser chaque année à un même rythme que celui de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu, la hausse normale de 12,3 p. 100 ne sera pas applicable au 1^{er} janvier 1983 afin d'éviter de contrebalancer les efforts de modération des prix à l'issue de la période de blocage. Cette mesure sera donc appliquée en mai 1983. Pourquoi à cette date ? Peut-être à cause des élections municipales.

Une fois de plus, souhaitait vous dire M. Weisenhorn, le Gouvernement triche. Il triche avec l'automobiliste et avec les transports publics, qui, malgré des prix et des salaires bloqués, se voient infliger des augmentations mensuelles des prix des carburants. Ils subiront ainsi une taxe parapétrolière hors budget de 1,4 centime par litre dès le mois de novembre, taxe qui passera à 2,7 centimes en 1983.

Il triche avec la recherche, la production, le raffinage et la distribution par les compagnies de pétrole, qui sont souvent dans une situation critique. Vous n'êtes pas sans savoir que la

Compagnie française des pétroles, par exemple, a enregistré une perte économique de 3,6 milliards de francs en 1981, et que cette perte est de 1 milliard de francs par mois à l'heure actuelle.

Nos compagnies ne seront plus en mesure de prospecter à l'étranger, où il faut payer en dollars le territoire de chasse et d'exploration du pétrole, le forage infructueux d'un puits s'élevant à environ 60 millions de dollars.

Par ailleurs on ferme des raffineries qui ne disposent pas d'unités de cracking pour transformer le fioul lourd en benzine. L'installation progressive de nos centrales nucléaires remplace en effet les anciennes centrales, qui consommaient ce fioul lourd pour fabriquer de l'électricité.

A la page 8 de l'exposé des motifs, le projet de loi de finances indique : « ... ce budget se situe délibérément dans une perspective à moyen terme. En liaison avec le Plan, il dessine une politique pour l'avenir autant qu'il exerce des choix immédiats ». Or, estime M. Weisenhorn, nous sommes dans un flou complet quant à nos prévisions énergétiques. Pour le charbon, M. Mauroy et M. Valbon, président des Charbonnages de France, avancent les chiffres d'une extraction de charbon national s'élevant à 30 millions de tonnes à l'horizon 1990. Le rapport Hugon ne se prononce pas. Le groupe de travail du IX^e Plan parle de 15 millions de tonnes.

Nous savons, de façon précise, que l'Etat ne paiera pas plus de 150 francs par tonne, soit 2,5 centimes la thermie, la limite du surcoût d'une tonne de charbon français extraite. En gros, notre production actuelle de 20 millions de tonnes comporte l'extraction de 5 millions de tonnes équilibrées financièrement, sans aide de l'Etat, 10 millions de tonnes avec la limite du surcoût et 5 millions de tonnes avec des pertes, parfois élevées.

Si l'on veut augmenter la production, il faut développer la consommation. Pour les cimenteries, cela est fait. Il reste à développer d'éventuels réseaux de chaleur, prévus modestement pour 340 millions de francs dans le chapitre des grands travaux.

Quant à notre programme nucléaire, envié par l'étranger, lancé par Pierre Messmer en 1973, vous essayez, depuis la campagne des présidentielles, de ménager la chèvre et le chou. Le chou, écologiste a été mangé, dans un premier temps, par la chèvre. A présent, vous envisagez de réduire à nouveau le programme nucléaire du pays et les experts parlent de surcapacité électrique pour 1990.

Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que nos voisins européens, notamment la République fédérale d'Allemagne et l'Italie, qui sont en panne de programme nucléaire, seraient des importateurs potentiels de courant électrique français, au moment où notre balance de devises penche si lourdement du côté négatif ?

Vos décisions concernant le pétrole, le charbon et le nucléaire s'apparentent plus à la danse de saint Guy qu'à la démarche la tête haute vers le troisième millénaire, préconisée par M. le Premier ministre.

M. le président. La parole est à M. Frédéric-Dupont.

M. Edouard Frédéric-Dupont. Je voudrais appeler l'attention de M. le ministre chargé du budget sur le problème de la mensualisation des pensions civiles et militaires en région Ile-de-France prévue par la loi du 4 septembre 1974.

J'avais déjà eu l'occasion de le faire l'an dernier. Je crois devoir lui rappeler que le Président de la République, lorsqu'il était candidat, a pris sur ce point des engagements précis. Dans l'une des lettres qu'il a écrites — je les ai sous les yeux — notamment au syndicat général de la police et à la fédération générale des retraités civils et militaires, je lis : « Enfin, je me suis toujours engagé à généraliser sans délai le paiement mensuel des pensions si je suis élu. »

Par ailleurs, monsieur le ministre, vous n'êtes pas sans vous souvenir de la position que vous aviez prise sous les gouvernements précédents, position à laquelle d'ailleurs je m'étais associé. C'est ainsi que, en 1979 et en 1980, MM. Franceschi, Fabius, Auroux ont déposé des amendements tendant à supprimer les crédits correspondants du projet de loi de finances pour protester contre ce retard. Vous me rendez cette justice que, m'opposant sur ce point à un Gouvernement que pourtant je soutenais, j'ai voté vos amendements. C'était d'ailleurs tout à fait naturel puisque la loi du 4 septembre 1974 prévoyait cette mensualisation sans délai. Or huit ans après la région parisienne n'en bénéficie toujours pas.

Mais ce qui est important, monsieur le ministre, c'est que votre prédécesseur, M. Papon, à la suite d'une intervention que j'avais faite, avait pris l'engagement, le 3 novembre 1980, que les pensions civiles et militaires en région Ile-de-France seraient mensualisées en 1982.

Par conséquent, vous ne respectez ni les engagements que vous avez pris, ni la promesse précise du Président de la République — qui est pourtant porté à respecter ses promesses, ainsi qu'il l'a montré récemment de manière courageuse — ni les engagements précis de votre prédécesseur, ni, enfin, la loi de 1974.

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Je renonce à la parole car tout a été dit.

M. le président. La parole est à M. Alain Madelin

M. Alain Madelin. Mon intervention portera sur le problème du régime fiscal des investissements des entreprises de presse.

L'an dernier, on nous annonçait, soit dans des explications orales, soit dans les rapports, que le Gouvernement avait préféré se donner le temps d'une réflexion supplémentaire concernant ce régime fiscal et que nous serions fixés à l'occasion de l'examen du projet de budget pour 1983.

Cette année, le Gouvernement se donne manifestement un nouveau délai pour examiner le problème de la fiscalité des entreprises de presse, et ce retard m'inquiète.

Monsieur le ministre, je vois que vous portez un grand intérêt à la presse puisque, depuis que les orateurs de l'opposition ont pris la parole ce matin, vous préférez, semble-t-il, lire votre journal que les écouter.

M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. Je les ai écoutés avec beaucoup d'intérêt, comme je vous écoute.

M. Alain Madelin. Je profiterai donc de votre intérêt pour la presse pour vous poser des questions très précises concernant le contexte général des réformes en cours du régime fiscal des investissements de presse.

En effet, à plusieurs reprises, le ministre de la communication a annoncé son intention de réformer le statut de la presse ou, plus exactement, à l'occasion d'une récente événementielle des ordonnances de 1982, d'instituer un statut de la presse comportant, je le cite, « obligation de service public ». Il a d'ailleurs précisé devant la commission des affaires culturelles que seuls les journaux ayant souscrit ce statut de la presse avec obligation de service public pourraient bénéficier des avantages fiscaux ou tarifaires privilégiés. Voilà pourquoi, dans un tel contexte, ce retard m'inquiète.

Je souhaiterais que vous me précisiez l'esprit dans lequel cette réforme de l'article 39 bis du code général des impôts est actuellement examinée, afin de dissiper tous nos doutes concernant le statut de la presse portant obligation de service public qui est en cours d'élaboration au ministère de la communication.

Ma crainte vient de l'observation des manœuvres faites par le Gouvernement. Par la concentration des pouvoirs entre les mains du Gouvernement, vous avez la possibilité effective de menacer cette indépendance économique de la presse, et donc son indépendance tout court.

M. Joseph Pinard. Et Hersant ?

M. Alain Madelin. J'entends par « concentration des pouvoirs », le contrôle des budgets publicitaires soit par Havas soit par les entreprises nationalisées, mais aussi l'intervention des banques nationalisées et le risque de conflits sociaux à l'intérieur des entreprises de presse pouvant porter atteinte à leur équilibre financier.

Voilà pourquoi nous sommes un certain nombre à craindre qu'après avoir normalisé le secteur public de l'audiovisuel en 1982, on ne s'attaque en 1983 à la presse en détruisant son indépendance économique.

M. Raymond Douyère. Vous pouvez nous donner des leçons à ce sujet ?

M. Alain Madelin. Je souhaiterais donc, monsieur le ministre, que vous répondiez à ces questions précises : la réforme de l'article 39 bis du code général des impôts est-elle liée, dans votre esprit, à l'institution d'un statut de la presse ? Partagez-vous les conceptions de M. Fillioud qui visaient à lier les avantages fiscaux ou tarifaires au fait de souscrire à ce statut de la presse comportant obligation de service public ?

M. Joseph Pinard. Quel est le pourcentage de la publicité dans des journaux tels que *Le Figaro*, *La Croix*, *L'Humanité* ?

M. Jacques Marette. Cherchez et vous trouverez !

M. Joseph Pinard. Il s'agit de 84 p. 100 pour *Le Figaro*, 8 p. 100 pour *La Croix* et 8 p. 100 pour *L'Humanité* !

M. Alain Madelin. J'avais donc des raisons d'être inquiet !

M. le président. La parole est à M. Mercieca.

M. Paul Mercieca. J'aborderai aussi le problème relatif à la reconduction de l'article 39 bis du code général des impôts pour les entreprises de presse.

Aux termes des dispositions de cet article, les entreprises exploitant un journal ou une revue mensuelle consacrés pour une large part à l'information politique ont la possibilité de constituer sur les bénéfices réalisés une provision pour acquisition d'immobilisations, en liaison avec leur activité.

Les chiffres de publicité insérés dans des journaux comme *Le Figaro* et dans d'autres organes de presse similaires et ceux de journaux comme *L'Humanité* ou *La Croix* font apparaître quels sont les bénéficiaires de la publicité des entreprises privées et contredisent les affirmations de M. Madelin.

Ainsi, cet avantage fiscal demeure réservé aux journaux qui réalisent des bénéfices. Il renforce de fait les positions dominantes existant dans la presse écrite.

Une telle situation n'est pas sans pénaliser une part importante de la presse d'opinion ainsi que la presse sociale. C'est pourquoi nous souhaitons vivement une modification du système existant pour laisser la place à de nouvelles formules d'aide à la presse plus favorables au pluralisme.

Si nous comprenons qu'une telle réforme ne peut s'improviser et qu'en conséquence l'article 39 bis restera applicable en 1983, nous estimons qu'il convient de s'orienter rapidement dans une voie plus conforme au développement d'une presse écrite diversifiée. C'est pourquoi, monsieur le ministre, je vous serai reconnaissant de bien vouloir nous faire connaître votre opinion sur cette importante question.

M. le président. M. Gilbert Gantier a présenté un amendement n° 168 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le paragraphe I de l'article 16 :

« I. — 1. Le taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers est réduit de 100 p. 100 pour les carburants utilisés par les chauffeurs de taxi, les ambulances, les véhicules de secours et d'assistance dans la limite de 5 000 litres par an et par véhicule, pour les carburants utilisés par les entreprises de transport en commun de personnes dans la limite de 16 000 litres par an et par véhicule, et pour les carburants utilisés par les services de transport en commun exploités directement ou indirectement par les collectivités locales, sans limitation de volume.

« 2. Cette mesure prend effet à compter du 1^{er} janvier 1983 jusqu'au 31 décembre 1983.

« 3. Il est institué un prélèvement exceptionnel sur l'entreprise de recherches et d'activités pétrolières (E.R.A.P.) correspondant au produit de la cession en 1983 du quart des parts détenues par celle-ci dans le capital de la société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.). »

La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. L'aide aux taxis est, selon nous, tout à fait justifiée — j'y reviendrai à propos d'un autre amendement — à condition qu'il s'agisse d'artisans. Mais d'autres activités de transport méritent d'être prises en considération : les ambulances, les véhicules de secours et d'assistance et aussi les entreprises de transport en commun de personnes, notamment quand elles sont utilisées par les services de transport en commun exploités directement ou indirectement par les collectivités locales.

La détaxation que nous proposons, fondée sur le caractère social de ces activités, serait accordée à titre expérimental, comme ce fut le cas pour les taxis pendant l'année 1982, et ce du 1^{er} janvier au 31 décembre 1983.

Cet amendement est gagé par un prélèvement exceptionnel sur l'entreprise de recherche et d'activité pétrolières correspondant au produit de la cession en 1983 du quart des parts détenues par celle-ci dans le capital de la société nationale Elf-Aquitaine.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Christian Pierret, rapporteur général. La commission a rejeté cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Le Gouvernement demande le rejet de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 168. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Gilbert Gantier et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 167 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le paragraphe I de l'article 16 :

« I. — 1. Le taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers est réduit de 100 p. 100 pour les carburants utilisés par les chauffeurs de taxi, à raison de 5 000 litres par véhicule et dans la limite d'un véhicule par entreprise. Cette dernière limite n'est toutefois pas applicable aux sociétés dont tous les associés exercent personnellement l'activité de chauffeur de taxi.

« 2. Cette mesure prend effet à compter du 1^{er} janvier 1983 jusqu'au 31 décembre 1983. »

La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Je regrette que l'amendement précédent n'ait pas été pris en considération par l'Assemblée, mais je ne doute pas qu'il en ira autrement pour celui que je défends maintenant.

J'estime qu'il faut préserver l'essentiel de la disposition d'aide aux taxis adoptée l'an dernier, mais en évitant les excès compte tenu du souci de rigueur budgétaire qui est particulièrement à l'ordre du jour. A cet effet, il conviendrait de limiter l'aide aux artisans, à ceux qui exploitent eux-mêmes un taxi ou aux petites entreprises dont tous les associés exercent l'activité de chauffeur. En quelque sorte, il s'agit d'éviter que cette aide fiscale extraordinaire ne soit accordée sans discernement aux grosses entreprises que, si l'on en croit les députés de la majorité, nous avons le souci constant d'aider.

En l'occurrence, cet amendement, s'il était adopté, rapporterait à l'Etat, puisqu'il diminuerait la moins-value fiscale sur l'aide aux carburants. Je ne doute pas, par conséquent, que M. le ministre chargé du budget soit d'accord sur cette disposition de caractère social et de rigueur budgétaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Je crois que M. Gantier se trompe.

Si nous avons décidé l'année dernière d'accorder cette détaxation aux entreprises de taxis, qu'elles soient artisanales ou non, c'est parce que nous avions en considération les charges qui pèsent sur elles : prix des carburants, charges de personnel, difficultés de circulation, conditions particulières d'exploitation.

Opérer une discrimination entre les artisans et les autres catégories ne paraît pas fondé. Je propose donc le rejet de l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Même avis !

M. Gilbert Gantier. On voit qui défend les gros !

M. le président. La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. A l'origine, la détaxation du carburant devait bénéficier en priorité aux artisans, mais il était entendu aussi que cet avantage fiscal permettrait aux patrons de revaloriser la partie fixe du salaire des chauffeurs de taxi. Or les patrons n'ont pas respecté cette clause.

Je ne voterai pas l'amendement de M. Gantier, mais si, au cours de l'année prochaine, les négociations n'aboutissent pas à une augmentation du salaire de base des chauffeurs de taxi, il sera bon de reconsidérer la proposition de notre collègue.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 167. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 205 ainsi rédigé :

« Dans le paragraphe II de l'article 16, supprimer les mots : « 39 quinquies FA, ».

La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Par les amendements n° 205 et 206 — qui seront examinés tout à l'heure — du Gouvernement, la prorogation de l'article 39 quinquies FA du code général des impôts qui était prévue pour cinq ans dans le projet de loi est ramenée à un an.

L'article 39 quinquies D autorise les entreprises qui construisent ou font construire des immeubles à usage industriel ou

commercial à pratiquer un amortissement exceptionnel égal à 25 p. 100 de leur prix de revient, la première année, par agrément spécial du ministre de l'économie et des finances. Cet article qui ne devait pas être prorogé l'est finalement pour un an.

Nous n'avons pas examiné ces deux amendements en commission, mais ils correspondent à la logique de nos débats et je peux, à titre personnel, émettre un avis favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 205. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Gilbert Gantier a présenté un amendement n° 170 ainsi rédigé :

« I. — Compléter le paragraphe II de l'article 16 par la nouvelle phrase suivante :

« Toutefois, la limite d'un million de francs mentionnée au 1^{er} bis et au 2^o bis du I de l'article 812 du code général des impôts est portée à deux millions de francs. »

« II. — Compléter le paragraphe II de cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Il est institué une taxe spécifique sur les produits vendus sur les marchés intérieurs en provenance de l'Union des Républiques socialistes. »

La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Je propose, afin de favoriser le renforcement des fonds propres des entreprises, d'actualiser le montant plafond de 1 million de francs d'augmentation de capital par incorporation de réserves en-deçà duquel un droit réduit de 2 ou 3 p. 100 est perçu.

Je rappelle que le chiffre de 1 million de francs est resté inchangé. Il s'agit de le porter à 2 millions de francs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. D'abord, le gage, à savoir une taxe spécifique sur les produits en provenance de l'Union soviétique et vendus en France, me paraît inadmissible, pour des raisons diplomatiques, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire.

Sur le fond de l'amendement, je crois que nous avons déjà, lors de la discussion du projet de loi sur l'épargne et depuis le début de l'examen du budget, montré combien nous étions attachés au développement des fonds propres des entreprises et au développement de l'épargne tournée vers les entreprises. Pour autant, la mesure que propose M. Gantier n'est pas nécessaire.

Sur le fonds de l'amendement, je crois que nous avons eu l'occasion, lors de la discussion du projet de loi sur l'épargne et depuis le début de l'examen du budget, de montrer combien nous étions attachés au développement des fonds propres des entreprises et au développement de l'épargne tournée vers les entreprises. Pour autant, la mesure que propose M. Gantier n'est pas nécessaire.

Je demande à l'Assemblée de repousser cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Même avis !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 170. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 204 ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa du paragraphe IV de l'article 16, substituer aux mots : « et de l'article 1655 bis », les mots : « et des articles 208 quater et 1655 bis. »

La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Nous proposons de reconduire pour un an les dispositions favorables à l'investissement dans les départements et territoires d'outre-mer en attendant une réforme d'ensemble.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. L'Assemblée était revenue sur cette disposition l'année dernière, mais si le Gouvernement souhaite la réintroduire afin de favoriser le développement des départements et territoires d'outre-mer, j'y suis favorable, à titre personnel bien entendu, car la commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. J'avais déposé avec mon collègue M. Esdras heurté, comme cela arrive souvent, à l'article 40 de la Constitution. Quoi qu'il en soit, je félicite le Gouvernement d'avoir déposé cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 204.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 208 ainsi rédigé :

« Compléter le paragraphe IV de l'article 16 par le nouvel alinéa suivant :

« Les dispositions des articles 39 *quinquies* D et 39 *quinquies* FA du code général des impôts sont reconduites jusqu'au 31 décembre 1983. Les dispositions de l'article 39 *quinquies* FA s'appliquent aux immobilisations acquises ou créées au moyen de primes d'aménagement du territoire. »

La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. M. le rapporteur général s'est déjà exprimé sur cet amendement. Je n'ai rien à ajouter.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 206.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Gilbert Gantier et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 133 rectifié ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le paragraphe V de l'article 16 :

« Les dispositions de l'article 25-III-1 de la loi de finances pour 1982 (n° 81-1153) entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1984.

« Pour 1983, le tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et assimilés visés au tableau B annexé à l'article 265 du code des douanes est relevé à 12,3 p. 100. »

La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Cet amendement ne changera rien ni pour les finances de l'Etat ni pour les redevables de la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Nous nous trouvons à nouveau devant cette disposition parasite dont j'ai déjà stigmatisé plusieurs fois le caractère regrettable au cours de la discussion du budget de 1982 et depuis le début de l'examen du projet de budget pour 1983. Le Gouvernement a en effet introduit il y a un an une disposition tout à fait insolite qui indexe la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur la septième tranche de l'impôt sur le revenu. Rien de tel n'avait jamais existé auparavant, et cette disposition présente des inconvénients techniques certains, dans la mesure où, si je puis dire, on procède à une indexation les yeux bandés.

Le Gouvernement mène une politique industrielle, une politique de l'énergie, d'une part, et, d'autre part, il définit une politique en ce qui concerne les taxes spécifiques. Mais ces deux politiques n'ont rien à voir entre elles, et l'on ne voit pas pourquoi on indexe l'une sur l'autre. De plus, quand on frappe les revenus, par exemple en 1983, ce seront les revenus de 1982 compte tenu de l'érosion monétaire de 1982, alors que l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers interviendra en 1983, avec des prévisions d'érosion monétaire qui ne sont pas les mêmes. Il n'y a rien de commun entre ces deux objets, que le Gouvernement semble avoir voulu lier pour qu'on n'en parle plus.

Mais surtout, les droits du Parlement sont absolument foulés aux pieds, car il ne peut pas modifier la septième tranche de l'impôt sur le revenu sans toucher aux recettes attendues par l'Etat de la T.I.P.P. Il suffirait de généraliser ce genre de dispositions, choquantes du point de vue de la démocratie économique, pour que le travail que nous effectuons depuis quelques jours et quelques nuits ne demande plus qu'une minute. Indexons toutes les taxes sur une tranche de l'impôt sur le revenu et la discussion budgétaire n'aura plus lieu d'être !

Monsieur le ministre, je ne défends rien d'autre ici que les principes de la démocratie économique, que vous avez vous-même défendus quand vous étiez dans l'opposition avant, apparemment, de les fouler aux pieds. Cette disposition parasite est inadmissible, et elle doit tomber.

Bien entendu, je ne peux, comme parlementaire, demander la disparition de cette disposition parasite que pour un an. Sinon, l'article 40 me serait opposé. C'est l'un des vices du système, que j'ai d'ailleurs souligné depuis le début de cette discussion budgétaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. La commission avait exprimé l'an dernier certaines réticences à l'égard de ce dispositif. Mais le ministre avait alors su convaincre la majorité.

M. Jacques Marette. Quel talent !

M. Christian Pierret, rapporteur général. Et lorsque l'opposition a transmis ce texte au Conseil constitutionnel, celui-ci a affirmé de la façon la plus claire sa constitutionnalité.

C'est pourquoi je ne peux suivre M. Gantier lorsqu'il affirme que les droits du Parlement ont été « foulés aux pieds ». Le Conseil constitutionnel, pour sa part, estime qu'il n'y a aucune raison, au regard de la Constitution, de ne pas retenir ce texte.

L'importance de cette disposition réside surtout dans le fait que l'évolution de la taxe intérieure sur les produits pétroliers est rendue automatique, ce qui évite de reprendre chaque année de longs débats.

Il serait donc sage de maintenir cette disposition simple et parfaitement constitutionnelle. Je propose le rejet de l'amendement de M. Gantier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Même avis !

M. le président. La parole est à M. Gilbert Gantier.

M. Gilbert Gantier. Je ne souhaite pas engager une polémique sur la décision du Conseil constitutionnel. Cela ne serait pas digne, encore que de telles discussions aient eu lieu dans le passé. Un bon auteur, un très grand auteur a même été jusqu'à qualifier le Conseil constitutionnel de « plus domestique des corps domestiques ». Mais, bien entendu, je ne saurais reprendre une telle phrase à mon compte.

M. Hervé Vuillot. Vous l'avez dit, cependant !

M. Gilbert Gantier. J'ai cité ce qu'on peut lire dans un livre.

Le Conseil constitutionnel n'est donc peut-être pas infallible. De plus, je crois qu'il s'est penché sur un problème très spécifique, celui de la fixation de l'assiette. Or, à la lettre, on peut dire que l'assiette de l'impôt est fixée. C'est incontestable.

Mais le Conseil constitutionnel n'a pas été saisi du problème de l'exercice du droit d'amendement des parlementaires, compte tenu de l'existence de l'article 40 de la Constitution.

En tout cas, j'imagine aisément ce qu'aurait déclaré, il y a quelques années, M. le député Laurent Fabius, membre de l'opposition si le gouvernement de M. Barre ou celui de M. Chirac avait commis un crime de ce genre !

M. le ministre chargé du budget. Moi, j'étais très indulgent ! (Sourires.)

M. Gilbert Gantier. Et qu'auraient dit nos collègues communistes, si attachés au blocage à un niveau aussi bas que possible des taxes spécifiques qui frappent les consommateurs ? Ils se taisent maintenant, et cela est inadmissible !

M. Parfait Jans. Vous oubliez que, depuis, il y a eu l'impôt sur la fortune !

M. Christian Goux, président de la commission. Sur les grandes fortunes !

M. Gilbert Gantier. J'insiste aussi sur le fait que cette indexation est complètement aveugle, et je n'en donnerai qu'un seul exemple. Le Gouvernement a prévu, pour l'année 1983, une augmentation des prix de l'ordre de 8 p. 100. Or celle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, qui est le fruit de cette indexation aveugle, sera de 12,5 p. 100.

Par conséquent, la politique de blocage des prix et la politique de maintien de l'érosion monétaire à un niveau conforme aux objectifs gouvernementaux ne sont pas respectées. Une fois de plus, comme je l'ai indiqué la nuit dernière à propos du tabac et d'autres mesures, le Gouvernement s'accorde des avantages qu'il refuse aux salariés !

Je regrette beaucoup que M. le ministre, qui a rédigé tant de propositions de loi organique, tant de propositions de loi fort intéressantes que l'on peut consulter aux archives, reste muet aujourd'hui et ne donne pas sur cette affaire son point de vue de constitutionnaliste distingué et d'ancien député !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 133 rectifié.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n° 165 et 166, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 165, présenté par M. Claude Wolff, est ainsi rédigé :

« A la fin du paragraphe V de l'article 16, substituer aux mots : « à la deuxième semaine de mai », les mots : « au premier lundi suivant le deuxième tour des élections municipales ».

L'amendement n° 166, présenté par M. Gilbert Gantier, est ainsi rédigé :

« A la fin du paragraphe V de l'article 16, substituer aux mots : « à la deuxième semaine de mai », les mots : « au 10 mai à zéro heure. »

L'amendement n° 165 n'est pas soutenu.

La parole est à M. Gilbert Gantier, pour soutenir l'amendement n° 166.

M. Gilbert Gantier. Il s'agit, là encore, de cette fameuse taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Non seulement le Gouvernement a indexé cette taxe, mais il ne respecte même pas les obligations qu'il se fixe lui-même. Il devait respecter le mécanisme de l'indexation. Or voici qu'il le modifie. L'année dernière, il n'a pas voulu frapper le fioul et, cette année, curieusement, il retarde à la deuxième semaine de mai la date d'application de cette indexation qui, normalement, aurait dû prendre effet le 1^{er} janvier à zéro heure. Cela est très étrange, alors que le ministre a recherché des recettes dans les moindres recoins du code général des impôts. Nous avons même constaté, la nuit dernière, qu'il ne refuse même pas les taxes en cascades, technique pourtant complètement dépassée. Et M. le député Fabius n'aurait pas eu de mots assez sévères pour la condamner.

Quoi qu'il en soit, il faut fêter joyeusement les anniversaires, et c'est pourquoi je propose de fixer au 10 mai — j'ai vérifié que cette date tombe bien dans la deuxième semaine de mai — la date d'entrée en vigueur de la mesure. Ainsi, le deuxième anniversaire de la prise du pouvoir par les socialistes sera dignement fêté. *(Sourires sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Mépris !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Ce qui m'oppose à M. Gilbert Gantier, c'est une conception différente de l'histoire de France. Dans mon esprit, le 10 mai, c'est autre chose que la hausse de la T.I.P.P., mais je comprends que M. Gantier, qui s'est toujours intéressé de très près à ce type de produits, veuille transformer l'histoire.

M. Gilbert Gantier. Ah non ! Vous n'êtes pas M. Gosnat !

M. le ministre chargé du budget. Mais M. Gantier aura du mal à y parvenir.

Ce qui me frappe, et je le lui ai déjà dit hier amicalement, c'est qu'il a une conception très électoraliste des choses. En effet, si je comprends bien, il souhaite attendre le lendemain des anniversaires ou des élections pour augmenter le prix des produits. Ce n'est pas du tout notre conception.

Mais, puisque j'ai pris la parole, faisant ainsi mentir M. Gantier, je vais en profiter pour répondre à quelques-uns des orateurs qui sont intervenus sur l'article 16.

M. Marette a évoqué la question des emprunts à l'étranger. Je crois qu'en ce domaine ce qui importe c'est de maintenir un équilibre. Il ne serait pas bon — M. Marette a eu raison de le souligner — que, comme cela s'est fait parfois dans le passé, nous ayons recours à l'excès aux emprunts étrangers, et cela pour les raisons qu'il a excellemment développées. Mais nous ne pouvons pas non plus renoncer totalement à ces emprunts. C'est la raison pour laquelle la possibilité a été maintenue, avec un contrôle du ministère de l'économie et des finances, et notamment de ses services, pour que avantages et inconvénients éventuels s'équilibrent. Il ne s'agit donc pas d'une doctrine, mais d'une solution équilibrée.

M. Bourg-Broc s'est exprimé lui aussi, au nom d'un de ses collègues, sur la question de la T.I.P.P. Je ne partage pas son point de vue. J'ai entendu ses arguments, même s'ils ne m'ont pas convaincu.

M. Frédéric-Dupont a soulevé, comme il le fait avec beaucoup de constance et de régularité, la question des pensions, en particulier en Ile-de-France. Depuis maintenant deux ans, un certain nombre de nouveaux départements ont pu être concernés par la mensualisation des pensions. Cela, malheureusement, n'a pu encore être le cas de la région Ile-de-France. Cette

mensualisation représente évidemment des sommes très importantes, mais l'objectif n'est pas abandonné. Nous avons un plan étalé dans le temps, compte tenu de nos contraintes financières et budgétaires.

Enfin, M. Madelin et M. Mercieca, chacun à leur façon — et elles sont fort différentes — ont évoqué la situation des entreprises de presse. Nous avons rencontré plusieurs fois les représentants de la presse, et la concertation doit se poursuivre. Quelles en seront les formes ? S'agira-t-il d'une grande réunion, comme on nous le suggère ici ou là, ou de réunions ponctuelles avec les ministères et les organisations concernés ? C'est surtout au ministre de la communication de répondre. Mais c'est précisément parce que nous n'avons pu aboutir tout à fait que nous avons décidé, ce qui ne préjuge pas l'avenir, de maintenir le système.

Certes, tout le monde convient qu'il faut le réformer. Mais le problème est que les propositions de réforme sont exactement contradictoires. Lorsque nous aurons pu, en liaison avec les professionnels, arriver à une conclusion qui reçoive le plus large accord possible, le Gouvernement proposera, le cas échéant, des modifications.

Cela dit, je propose le rejet de l'amendement de M. Gantier.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 166.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Gilbert Mitterrand et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 185 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 16 par le nouveau paragraphe suivant :

« 1. Les dispositions de l'article 820-1 du code général des impôts qui prévoient la réduction à 1 p. 100 du taux du droit d'apport majoré en cas d'incorporation au capital des coopératives agricoles et de leurs unions des réserves libres d'affectation sont reconduites. »

« 2. Le droit de timbre prévu à l'article 916 A du code général des impôts est porté de 2,50 francs à 4 francs. »

La parole est à M. Gilbert Mitterrand.

M. Gilbert Mitterrand. Cet amendement tend à reconduire une mesure temporaire dont le terme d'application se situe au 31 décembre 1982, d'après l'article 820-1 du code général des impôts.

Cette mesure intéresse au premier chef la coopération agricole et concerne l'incorporation au capital social des réserves dites libres d'affectation jusqu'à présent assujetties au taux réduit de 1 p. 100 pour le droit d'apport. Si on ne reconduisait pas cette mesure, ce serait évidemment le taux de droit commun qui s'appliquerait, à savoir 12 p. 100.

Or ces incorporations des réserves au capital des coopératives agricoles favorisent, bien entendu, la constitution des fonds propres des entreprises, ce qui est utile pour les investissements. Elles permettent également la réévaluation des parts sociales des adhérents, ce qui s'admet, au nom de l'équité, compte tenu de la dépréciation monétaire, surtout en cas de remboursement aux adhérents âgés de ces parts sociales. En effet, la valeur réelle de ces parts sociales correspond toujours à la valeur nominale.

Enfin, cette disposition permettrait peut-être, s'il en est besoin, de rassurer la coopération agricole. Nous ne voyons pas de raison de lui appliquer un taux moins avantageux que ceux qui sont reconduits en faveur des entreprises de droit commun, industrielles et commerciales, ainsi que cela est prévu au paragraphe II de l'article 16. C'est pourquoi je pense, bien que ce ne soit pas précisé dans l'amendement, et par analogie, précisément, avec ce paragraphe II de l'article 16, qu'il faut préciser que la reconduction du taux de 1 p. 100 est valable pour une durée de cinq ans.

Les gages sont souvent incongrus, mais je ne pense pas que ce soit le cas de celui que je propose. Il s'agit en effet de la majoration du droit de timbre applicable aux formulaires de chèques non barrés, qui, dans une certaine optique, pourrait avoir une certaine utilité.

Compte tenu de l'intérêt de la mesure proposée et de son gage, l'Assemblée pourrait, me semble-t-il, parvenir sur ce point à un large consensus.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. La commission a adopté l'amendement proposé par M. Mitterrand. Elle a voulu manifester ainsi son intérêt pour le système coopératif.

J'indique que, pour harmoniser l'amendement avec l'ensemble de l'article 16, il conviendrait — M. Gilbert Mitterrand y a fait allusion — de le modifier en précisant que ce dispositif est reconduit pour cinq ans. A la fin du 1. de l'amendement, il faudrait donc ajouter les mots : « pour cinq ans ».

M. Gilbert Mitterrand. D'accord !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Le Gouvernement est sensible aux arguments présentés et accepte à la fois l'amendement et la rectification proposée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 185, compte tenu de la rectification proposée par la commission et acceptée par l'auteur et par le Gouvernement.

(L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n° 186 et 207 rectifié pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 186, présenté par M. Zeller, est ainsi rédigé :

« Compléter l'article 16 par le nouveau paragraphe suivant :

- « 1. La taxe sur le coupage des vins est supprimée. »
- « 2. La taxe sur les sucres utilisés pour le suerage des vendanges prévue à l'article 422 du code général des impôts est portée de 80 francs à 140 francs par quintal. »

L'amendement n° 207 rectifié, présenté par le Gouvernement, est ainsi rédigé :

« Compléter l'article 16 par le nouveau paragraphe suivant :

« L'article 35 de la loi de finances pour 1982 est abrogé. Cette abrogation prend effet à la date à laquelle la taxe était devenue applicable. »

La parole est à M. Zeller, pour soutenir l'amendement n° 186.

M. Adrien Zeller. Mon amendement est assez semblable à celui du Gouvernement, et je n'en suis pas fâché, dans la mesure où je constate avec satisfaction une convergence entre la majorité et l'opposition sur une mesure assez exceptionnelle. En effet, ma proposition et celle du Gouvernement visent — phénomène fort rare — à supprimer l'une des nombreuses taxes qui ont été créées depuis dix-huit mois.

Sur le fond, je ne ferai pas de longs commentaires. La taxe sur les vins de coupage avait été imaginée, certains diraient improvisée, l'année dernière, au plus chaud de la crise viticole. Il s'agit maintenant de remettre les choses en l'état, compte tenu de son rendement modeste et des distorsions auxquelles elle risquait de conduire, son application se révélant fort délicate.

C'est pourquoi je souhaite que l'Assemblée vote la suppression de cette taxe. Me réjouissant de cette convergence de vues, je me rallierai volontiers, le cas échéant, à l'amendement n° 207 rectifié du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. La commission n'a examiné ni l'amendement de M. Zeller ni celui du Gouvernement. Mais, à titre personnel, je suis très favorable à la suppression de cette taxe, qui avait engendré des difficultés d'application et se révélait d'un rendement plus médiocre que prévu.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour soutenir l'amendement n° 207 rectifié et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 186.

M. le ministre chargé du budget. La taxe sur les vins ayant fait l'objet d'un coupage avait pour but de décourager la production de vins à hauts rendements et de rééquilibrer les conditions de concurrence avec les vins de qualité consommables en l'état. Cet objectif a été assez largement atteint. Mais l'application de cette taxe avait provoqué dans certaines régions des difficultés réelles.

Par ailleurs, depuis la prise de cette décision, le conseil des ministres de la Communauté a adopté un règlement qui prévoit des mesures visant le même objectif.

Plusieurs parlementaires ont insisté auprès du Gouvernement sur la nécessité de revoir cette disposition, en particulier MM. Alfont, Benedetti, Taddel, Mme Dupuy, MM. Pistre, Jesselin, ainsi, bien entendu, que M. Zeller. Le Gouvernement, sensible à leurs arguments de fond, propose d'abroger l'article 35 de la loi de finances pour 1982.

Je pense donc que M. Zeller sera d'accord pour retirer son amendement et voter celui du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Je ferai deux brèves observations.

Premièrement, la suppression de la taxe sur le coupage est sûrement une excellente mesure ne serait-ce que parce que l'institution de cette taxe était une hérésie, mais on ne saurait la motiver raisonnablement en invoquant l'amélioration de la situation sur le marché viti-vinicole. Celle-ci s'est au contraire détériorée.

Deuxièmement, pourquoi la restitution des sommes perçues, qui était prévue dans l'amendement originel du Gouvernement, ne l'est-elle plus dans l'amendement rectifié ? Quelle raison, même d'ordre technique, a motivé cette rectification ?

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Monsieur Toubon, il n'est pas nécessaire d'inscrire dans la loi ce qui va de soi. La restitution s'opérera. D'ailleurs, cette taxe a été très peu perçue.

M. le président. La parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Monsieur le ministre, j'accède bien volontiers à votre demande en retirant mon amendement. Mais — ce débat l'a montré — il serait utile que nous soyons plus souvent entendus. Parfois, la vérité sort aussi de la bouche de l'opposition !

M. le président. L'amendement n° 186 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° 207 rectifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 16, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 16.

M. le président. M. Grussenmeyer a présenté un amendement n° 12 ainsi rédigé :

« Après l'article 16, insérer le nouvel article suivant :

« I. — Sont considérés comme récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle :

« 1° Les exploitants agricoles propriétaires, fermiers, métayers ou vigneronna exerçant individuellement ou en groupements agricoles, qui distillent ou font distiller pour leurs besoins et ceux de leur exploitation :

- « — des vins, cidres ou poirés ;
- « — des marcs ou lies ;
- « — des fruits ;
- « — des racines de gentiane,

provenant exclusivement de leur récolte.

« 2° Les personnes physiques, récoltants de fruits, propriétaires ou ayant la jouissance d'arbres fruitiers ou de vignes, qu'ils exploitent en personne pour leurs besoins et qui distillent ou font distiller dans les conditions prévues à l'alinéa 1° ci-dessus.

« II. — L'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an est accordée aux personnes considérées comme récoltants de fruits-producteurs d'eau-de-vie naturelle dans les termes du paragraphe I, sous réserve d'acquitter un droit forfaitaire d'un montant de 500 francs versé une fois pour toutes au cours de leur vie ou de celle de leur conjoint. Ce droit forfaitaire sera augmenté ou diminué proportionnellement si le prix de base du blé pour les fermages a augmenté ou diminué, au moment de son versement, de plus de 10 p. 100.

« Cette allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur n'est, en aucun cas, commercialisable.

« Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an, non commercialisable, est maintenue, gratuitement, pour toutes les personnes qui ont le droit d'en bénéficier actuellement et, en cas de décès, pour leur conjoint survivant.

« III. — Les pertes de recettes résultant éventuellement de l'application des dispositions ci-dessus pourront être compensées à due concurrence par une majoration des droits sur les alcools d'importation ne provenant pas d'un pays membre de la Communauté économique européenne et par une majoration à due concurrence du taux majoré de la T.V.A. »

La parole est à M. Bourg-Broc, pour défendre cet amendement.

M. Bruno Bourg-Broc. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, si l'amendement de M. Grussenmeyer était adopté, les promesses faites par nombre de nos collègues de la majorité ou de l'opposition devant ceux dont ils sollicitaient les suffrages pourraient être respectées.

Son objet est de rétablir en faveur des exploitants agricoles et des récoltants de fruits le droit, tel qu'il existait avant les ordonnances de 1960, de distiller en franchise dix litres d'alcool par an.

Chaque année, les députés de la majorité et de l'opposition le soulignent avec émotion : le problème des bouilleurs de cru intéresse nos petits villages. Peu à peu, les catés ferment, les villages perdent de leur substance. Le général Bigeard déclarait l'année dernière que, chez lui, en Lorraine, quelques mirabeliers seulement étaient concernés. « Ils aiment secouer leurs mirabelles — disait-il — distiller quelques litres de goutte. C'est leur vie et cela fait partie du folklore du village ! » (Sourires.)

M. Parfait Jans. Eh oui !

M. Bruno Bourg-Broc. Ce qui est vrai en Lorraine l'est également en Champagne, dans l'Argonne, dans le Perthois, en Normandie.

M. Adrien Zeller. Et en Alsace !

M. Bruno Bourg-Broc. En fait, il s'agit d'un droit très anciennement établi, celui de disposer librement des fruits provenant de sa propre récolte, qui est d'autant plus nécessaire aux producteurs de fruits que les excédents de récolte sont souvent importants. En défendant cet amendement, monsieur le ministre, nous défendons le droit élémentaire du producteur à utiliser les produits de son sol.

Evidemment, il y a l'alcoolisme. Nous sommes d'accord avec vous pour lutter contre ce fléau social qui coûte si cher à la nation, mais les pourvoyeurs de l'alcoolisme ne sont pas les petits exploitants et récoltants, qui distillent leur alcool pour les besoins familiaux et pas du tout ou très peu dans l'intention de le commercialiser. Dans de nombreuses régions, il est même utilisé comme désinfectant en médecine vétérinaire. (Sourires.)

Bien sûr, on boit bien un petit verre de temps en temps, mais ce n'est pas très dangereux. Les causes de l'alcoolisme sont plutôt à rechercher du côté des importations massives d'alcools étrangers, dont le volume s'accroît considérablement d'année en année : plus de 500 p. 100 depuis dix ans.

En outre, si le Gouvernement veut vraiment combattre l'alcoolisme, pourquoi autorise-t-il l'installation de grandes distilleries ? L'alcool importé ou celui que produisent les grandes distilleries posséderait-il d'autres vertus que l'alcool naturel distillé par les petits propriétaires de vergers ?

M. Alain Bonnet. Vive l'ambic !

M. Bruno Bourg-Broc. Il est indéniable que la production d'eau-de-vie naturelle apporte au monde rural, qui est actuellement confronté à de nombreuses difficultés économiques et financières, une ressource peu-être modeste, mais qu'il ne faut pas sous-estimer.

Par ailleurs, je le répète, les récoltants n'arrivent pas toujours à vendre toute leur production, en raison du morcellement avancé des fruits jonchant le sol, lesquels se prêtent uniquement à la distillation.

La suppression de la franchise et donc, à brève échéance, de la fabrication d'alcool, risque d'entraîner la disparition des arboriculteurs et, partant, celle des arbres fruitiers, qui font le charme de nos campagnes.

Pour toutes ces raisons, monsieur le ministre, je vous demande d'examiner avec une attention toute particulière l'amendement de M. Grussenmeyer, dont nous sommes nombreux à être moralement cosignataires.

Quant au gage, le nombre de distillateurs en franchise ayant diminué de plus d'un million depuis 1960, il suffira de majorer les droits sur les alcools importés des pays non membres de la Communauté européenne.

M. Joseph Pinard. Des pays de l'Est !

M. Bruno Bourg-Broc. Ainsi que M. Grussenmeyer le rappelle dans l'exposé sommaire de son amendement, il est même certain que cette majoration des droits compenserait très largement la perte de recettes résultant de l'octroi de la franchise.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierrot, rapporteur général. Comme chaque année, un amendement de M. Grussenmeyer vise à rétablir le privilège des bouilleurs de cru. Le hasard veut qu'il soit soumis aux déli-

bérations de notre assemblée quelques jours seulement après l'hommage solennel rendu au président Mendès France. Chacun appréciera le rapprochement. (Très bien ! sur les bancs des socialistes.)

Cela dit, il n'y a rien à ajouter sur le fond à un dossier que chacun d'entre nous connaît parfaitement. Tous les arguments pour et contre ont été maintes fois exposés. Ceux des défenseurs du privilège sont d'ailleurs remarquablement développés dans l'exposé sommaire qui accompagne l'amendement. En outre, au cours des dernières semaines, nous avons, les uns et les autres, reçu des représentants des bouilleurs de cru et étudié, avec tout le sérieux qui convient, les propositions qu'ils nous ont faites.

Quant aux gages proposés, ils présentent des inconvénients certains.

La majoration à due concurrence des droits sur les alcools d'importation ne provenant pas des pays de la Communauté économique européenne — en fait la vodka et le bourbon américain — ne paraît pas suffisante compte tenu de la faiblesse des quantités en cause, à moins que le taux de prélèvement fiscal sur ces deux alcools ne devienne prohibitif, ce qui risquerait de faire disparaître la matière imposable.

L'augmentation du taux majoré de la T. V. A. aurait un effet mécanique sur l'indice des prix.

Enfin, je voudrais souligner le danger que représenterait une renaissance du privilège, compte tenu du niveau élevé des droits sur les alcools. Une relance de la production dite « familiale » favoriserait la reprise d'une fraude de grande ampleur sur les alcools, stimulée par l'importance des profits réalisables sur des produits dont la moitié du prix de vente est constituée par l'impôt.

A titre personnel, je suis donc hostile à cet amendement, me référant d'ailleurs au vote que la commission des finances comme l'Assemblée nationale avaient émis l'année dernière.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Même avis que la commission.

M. le président. La parole est à M. Mercieca.

M. Paul Mercieca. M. Grussenmeyer nous propose un amendement pour le moins paradoxal. Après avoir proposé une majoration des droits frappant les alcools le 27 octobre, il revendique le 29 le rétablissement de la franchise pour la distillation de 10 litres d'alcool pur. L'opération apparaît bien grosse, si ce n'est grossière.

Notre groupe a défendu durant de nombreuses années cette revendication. L'an passé, nous avons demandé au Gouvernement d'examiner la question avec la volonté d'y apporter une réponse satisfaisante pour les récoltants de fruits.

Dans une lettre qu'il vous a récemment adressée, monsieur le ministre, mon ami André Soury a réitéré cette demande. Il serait particulièrement souhaitable de la satisfaire cette année, en raison de l'abondance des récoltes de fruits, pommes et raisins notamment.

Nous sommes dans la majorité. C'est avec elle et avec le Gouvernement que nous entendons trouver une issue à ce problème maintes fois abordé. Nous renouvelons donc au Gouvernement et à nos collègues socialistes notre proposition visant à rechercher ensemble une solution acceptable pour toutes les parties concernées. C'est, en quelque sorte, l'appréciation la plus utile que nous puissions émettre sur l'amendement de notre collègue.

M. le président. La parole est à M. Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc. Monsieur le rapporteur général, ayant entendu vos arguments, je vous ferai observer que vous tenez un autre langage lorsque vous vous adressez à vos électeurs. Rappelons cette année encore ce que vous leur écriviez il n'y a pas si longtemps :

« En ce qui me concerne, je mettrai tout en œuvre pour que vos légitimes revendications aboutissent. Il serait d'ailleurs souhaitable que la loi accorde la qualité de houilleur à tous les possesseurs de vergers dont la liste pourrait être établie en fonction du revenu cadastral. »

Vous aviez déclaré par ailleurs :

« Je suis pour ma part favorable à un assouplissement de la réglementation en vigueur dans des limites qu'il conviendrait de décider en concertation. Le problème qui est posé demande un examen très large, des problèmes de santé aux problèmes de l'agriculture. En conclusion, je vous confirme que je suis partisan d'une modification de la législation actuellement en vigueur. »

Tout le monde a le droit de changer d'avis, monsieur le rapporteur général, mais encore faut-il qu'on le sache ! (*Exclamations sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Alain Bonnet.

M. Alain Bonnet. Je trouve assez cocasse l'intervention de l'opposition Bigeard pour fonder ceux qui combattaient les bouilleurs, je pensais qu'il aurait mieux fait de « descendre en flammes », pour employer une expression militaire, M. Michel Debré, Premier ministre de la V^e République, qui les a toujours, lui aussi, combattus.

M. Bruno Bourg-Broc. Il l'a réclamée de tout temps !

M. Alain Bonnet. Quand j'entendais l'année dernière le général Bigeard pour fonder ceux qui combattaient les bouilleurs, je pensais qu'il aurait mieux fait de « descendre en flammes », pour employer une expression militaire, M. Michel Debré, Premier ministre de la V^e République, qui les a toujours, lui aussi, combattus.

Je sais bien que le problème nous est posé dans les campagnes. Nous recevons un abondant courrier à ce sujet et, l'année dernière, mon ami Charles Josselin, suivant ainsi le professeur Jean Bernard, avait demandé au ministre chargé du budget de procéder à une enquête plus précise sur l'alcoolisme. On entend toujours les mêmes discours sur les méfaits de l'alcool, mais nous aurions besoin de documents précis à cet égard, pour discuter de manière plus argumentée l'amendement que M. Grussenmeyer ne manquera pas de nous soumettre chaque année.

Je demande donc à M. le ministre chargé du budget de nous faire connaître les études que ses services ont entreprises à ce sujet, pour que nous puissions enfin ouvrir une discussion sérieuse. Nous mettrions ainsi un terme aux pratiques de ceux qui utilisent nos votes pour essayer d'affoler nos amis agriculteurs.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Je ne répondrai pas à M. Bourg-Broc en tant que rapporteur général, mais en tant que simple député. Le procédé qu'il emploie ne me paraît pas digne — je le lui dis amicalement — car la lettre dont il a donné lecture n'est pas de moi mais d'un autre député. Pour ma part, je me suis toujours référé, lorsque j'ai abordé cette question, aux problèmes d'hygiène et de santé publique que le rétablissement du privilège soulevait et soulève encore.

Personnellement, jamais je n'aurais lu une lettre en séance publique en l'attribuant à quelqu'un d'autre que son auteur. (*Très bien ! sur les bancs des socialistes.*)

M. Raymond Douyère. Rectifiez, monsieur Bourg-Broc !

M. Christian Goux, président de la commission. Cela ne vous honore pas, monsieur Bourg-Broc.

M. le président. La parole est à M. Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc. Monsieur le rapporteur général, je suis désolé de vous avoir mis en cause à tort, mais la lettre que j'ai lue avait déjà été citée sans que vous y apportiez cette démenti. Aussi pensais-je que vous en étiez effectivement l'auteur.

M. Parfait Jans. C'est votre autocritique qu'il faut faire !

M. Bruno Bourg-Broc. Toujours est-il, monsieur Pierret, que, même si ce n'est pas vous qui l'avez écrite, elle l'a été par l'un de vos collègues qui partagent vos idées.

M. Joseph Pinard. Si ce n'est toi, c'est donc ton frère ! Bien sûr !

M. Alain Bonnet. Quel amalgame !

M. Bruno Bourg-Broc. Ce n'est ni un faux, ni une invention. Cette lettre a bien été écrite et nombre de vos collègues en ont écrit de semblables.

Cela dit, je vous prie encore de bien vouloir m'excuser si la lettre que j'ai citée n'est pas de votre plume.

M. Christian Goux, président de la commission. Ce n'est pas brillant !

M. Joseph Pinard. On attendrait plus de rigueur de la part d'un professeur d'histoire !

M. le président. Monsieur Bourg-Broc, M. Pierret a entendu votre mise au point et a, je pense, accepté vos excuses.

Je mets aux voix l'amendement n° 12.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. M. Pierret, rapporteur général, et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 49 ainsi rédigé :

« Après l'article 16, insérer le nouvel article suivant :

« La réduction de 25 p. 100 des droits de mutation à titre gratuit prévue à l'article 790 du code général des impôts en faveur des donations par contrat de mariage est supprimée. Ces dispositions sont applicables à compter du 19 octobre 1982. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement tend à supprimer la réduction de 25 p. 100 des droits de mutation à titre gratuit applicables aux donations par contrat de mariage.

C'est, en quelque sorte, un amendement de coordination avec l'amendement sur les donations-partage que nous avons adopté en juillet 1981. L'avantage visé ne me paraît pas justifié. Il bénéficie surtout aux transferts de gros patrimoines. Encore une fois, il s'agit d'une harmonisation, qui permettra le jeu normal des dispositions prévues par la loi du 3 août 1981 selon lesquelles il n'y aurait plus d'exonération particulière et supplémentaire lors de la transmission des patrimoines à titre gratuit — exonération supplémentaire qui pouvait se faire par la donation-partage ou par la donation par contrat de mariage, qui permettait une réduction de 20 p. 100 des droits.

Je souhaite qu'on puisse harmoniser l'ensemble des dispositions pour les droits de mutation à titre gratuit.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Même avis !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 49.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. M. Pierret, rapporteur général, M. René Souchon et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 50 ainsi rédigé :

« Après l'article 16, insérer le nouvel article suivant :

« I. — Le chiffre de 50 000 francs prévu à l'article 719 du code général des impôts est porté à 100 000 francs.

« II. — Le prélèvement institué par l'article 16.I de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 est reconduit à compter du 1^{er} janvier 1983. Il est, chaque année, égal à 20 p. 100 du montant excédant 200 000 F de la fraction du bénéfice de l'exercice écoulé calculée dans les conditions fixées à l'article susvisé. Il doit être acquitté au plus tard le 15 juin de chaque année.

« III. — A compter du 1^{er} janvier 1983, le taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée s'applique aux prestations des agences matrimoniales. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement a été présenté par M. Souchon et moi-même, ainsi que par les commissaires membres du groupe socialiste.

Il tend à relever de 50 000 à 100 000 francs le seuil en deçà duquel les mutations à litre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle bénéficient d'un abattement de 20 000 francs sur leur assiette.

Ce seuil n'a pas été relevé depuis 1974. Les ventes de fonds de commerce et les cessions de clientèle seront facilitées par ce relèvement de seuil, ce qui permettra l'installation de nouveaux commerçants, c'est-à-dire, nous l'espérons, la création d'emplois dans le commerce.

L'amendement est gagé par la majoration, à compter du 1^{er} janvier 1983, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée qui s'applique aux prestations des agences matrimoniales.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Je suis d'accord sur cet amendement.

Toutefois, dans un souci de cohérence, je suggère à M. Pierret de bien vouloir le rectifier de façon à faire référence également aux articles 724 et 725 du code général des impôts.

M. Christian Pierret, rapporteur général. D'accord ! Je rectifie l'amendement en ce sens.

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Il me paraît dangereux d'accroître les charges des agences matrimoniales, car cela risque de pénaliser l'expansion démographique de la France, (*rires sur les bancs des socialistes*) laquelle est indispensable à sa croissance économique.

M. le président. Compte tenu de la rectification proposée par le Gouvernement et acceptée par M. le rapporteur général, le début de l'amendement n° 50 doit se lire ainsi :

« I. — Le chiffre de 50 000 francs prévu aux articles 719, 724 et 725 du code général des impôts est porté à 100 000 francs. (Le reste sans changement.)

Je mets aux voix l'amendement n° 50, ainsi rectifié.

L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Le vote a eu lieu et a été enregistré. Mais, afin d'éviter toute ambiguïté, je demanderai tout à l'heure une seconde délibération, de façon à modifier le gage.

M. le président. M. Tranchant et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement n° 87 ainsi rédigé :

« Après l'article 16, insérer le nouvel article suivant :

« I. — L'article 17 de la loi de finances pour 1982 n° 81-1160 du 30 décembre 1981 est complété par l'alinéa suivant :

« Les entreprises réalisant une partie de leurs ventes à l'exportation sont exonérées de la taxe de 30 p. 100 sur certains frais généraux, au prorata de leur chiffre d'affaires exporté.

« II. — Les pertes de recettes résultant de l'application du paragraphe I du présent article sont compensées par une majoration à due concurrence des droits sur les tabacs et les allumettes. »

La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Mon amendement n° 87 n'est pas très éloigné des déclarations de certains membres du Gouvernement. Il est relatif à l'exonération, en faveur des entreprises exportatrices, des 30 p. 100 d'imposition sur les frais généraux, instaurés l'année dernière.

Il propose de modifier l'article 17 de la loi de finances et de la compléter par l'alinéa suivant :

« Les entreprises réalisant une partie de leurs ventes à l'exportation sont exonérées de la taxe de 30 p. 100 sur certains frais généraux, au prorata de leur chiffre d'affaires exporté. »

J'ai combattu l'instauration de cette taxe l'année dernière. Compte tenu des résultats de notre commerce extérieur, lorsque nos entreprises reçoivent à Paris leurs clients étrangers et les traitent aussi correctement que nous le sommes nous-mêmes à l'étranger lorsque nous allons acheter, il est tout à fait regrettable qu'elles ne puissent pas déduire les frais de restaurant et de visites et qu'elles aient de plus à payer 30 p. 100 sur ces frais, qui sont généralement très élevés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierrat, rapporteur général. M. Tranchant a certainement eu connaissance d'un amendement déposé sur la deuxième partie du projet de loi de finances par le Gouvernement, qui reprend l'idée qu'il faut exonérer les entreprises exportatrices de la taxe sur certains frais généraux.

Cet amendement du Gouvernement diffère de celui de M. Tranchant par la date d'application. M. Tranchant propose que cette mesure s'applique pour l'année 1982, le texte gouvernemental pour l'année 1983.

Le gage proposé par M. Tranchant est une augmentation des droits sur les tabacs et les allumettes. A cet égard, je renverrai à nouveau l'auteur de cet amendement à la position qu'il a adoptée voici quelques jours sur le projet de M. Bérézgovoy. Il y a là une contradiction que M. le ministre chargé du budget a soulignée hier.

Je propose donc le rejet de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Même avis !

M. le président. La parole est à M. Marette.

M. Jacques Marette. C'est avec satisfaction que j'ai pris connaissance d'un amendement déposé par le Gouvernement sur la deuxième partie du projet de loi de finances et qui reprend très exactement la rédaction d'un amendement que j'avais proposé en vain l'année dernière.

Cela prouve la réalité d'une loi générale des débats parlementaires selon laquelle, quelle que soit la majorité au pouvoir, les amendements que j'ai l'honneur de déposer resurgissent en général au bout de trois ou quatre ans dans les textes du Gouvernement — de l'actuel gouvernement comme les précédents — même s'il n'y est fait que rarement référence. Néanmoins, je suis là pour le rappeler. (Sourires.)

Le bon sens et, surtout, les réalités finissent donc par l'emporter. En effet, monsieur le ministre, dans la mesure où nous voulons reconquérir le marché intérieur et rééquilibrer notre balance commerciale, il ne faut pas pénaliser les entreprises françaises à l'exportation.

Je m'étais très longuement étendu l'an dernier sur les frais que représente, par exemple, l'accueil des délégations étrangères en France — frais qui ne sont pas, comme les voyages à l'étranger, exemptés de l'impôt de 30 p. 100 sur les frais généraux.

La disposition retenue cette année va dans le bon sens, et je me réjouis de constater que les amendements de l'opposition, certes avec une certaine forme d'hystérésis, arrivent à resurgir dans les textes gouvernementaux, après un délai de mûrissement et de réflexion.

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Je remercie M. Marette de l'hommage qu'il vient de rendre au sens du dialogue du Gouvernement. (Sourires.)

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Pour ma part, monsieur le ministre, je vous remercie d'avoir envisagé un autre gage que la T. V. A. sur les agences matrimoniales.

Cela dit, je reviens sur mon amendement n° 87, qui tend à l'exonération des 30 p. 100 sur les frais généraux. Mon gage est ce qu'il est, et le Gouvernement en a sans doute trouvé un autre mieux ajusté aux réalités actuelles de sa fiscalité. Mais j'insiste sur la date d'application. En effet, nombre de pays acheteurs veulent passer des contrats et effectuer des achats — notamment en Europe — avant le 31 décembre.

Vous avez pris de nombreuses décisions tendant à rendre immédiatement applicables, voire rétroactives, des augmentations de charges fiscales. Je souhaiterais que, dans l'intérêt national, vous décidiez de rendre applicable à l'année 1982 — ou du moins à une partie de l'année 1982 — la disposition dont nous discutons. Auquel cas je retirerais mon amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Je confirme que le Gouvernement rejette l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 87.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Claude Wolff a présenté un amendement n° 192 ainsi rédigé :

« Après l'article 16, insérer le nouvel article suivant :

« I. — 1. A la fin du deuxième alinéa du II-2 de l'article 17 de la loi de finances pour 1982 n° 81-1160 du 30 décembre 1981, les mots : « qui excède 5 000 francs » sont remplacés par les mots : « qui excède 15 000 francs ».

« 2. A la fin du cinquième alinéa du II-2 du même article les mots : « qui excède 5 000 francs » sont remplacés par les mots : « qui excède 10 000 francs ».

« II. — Les tarifs du droit de timbre de dimension prévus aux articles 905 et 907 du code général des impôts sont majorés à due concurrence de la perte de recettes résultant du paragraphe I ci-dessus. »

La parole est à M. Tranchant, pour soutenir cet amendement.

M. Georges Tranchant. L'amendement présenté par M. Wolff me paraît tout à fait judicieux. En effet, depuis l'instauration de la taxe de 30 p. 100 sur les frais généraux, on constate une baisse sensible des recettes des restaurateurs et des hôteliers.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierrat, rapporteur général. L'année dernière, nous avions actualisé le taux auquel se réfère l'amendement de M. Wolff en ce qui concerne ce type de frais généraux et le seuil au-delà duquel les cadeaux offerts par les entreprises sont soumis à cette taxe.

Le seuil avait été fixé en 1978 à 2 000 francs ; nous l'avions porté à 5 000 francs l'année dernière. On nous propose aujourd'hui — comme hier, d'ailleurs, puisqu'un amendement du même type avait été déposé par M. Pinte — de l'élever à nouveau.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'épiloguer longuement là-dessus. Je ne reviens donc pas sur les arguments que j'ai déjà développés.

Je veux simplement ajouter que l'objectif de cette taxe est non de pénaliser les entreprises, mais bien de rationaliser leur gestion. Or on constate que la taxe sur certains frais généraux, tant décriée par l'opposition l'année dernière, a eu un heureux résultat sur le resserrement de la gestion de nombre d'entreprises, puisque — et le Trésor public ne sera peut-être pas aussi ravi que moi — le produit réel de cette taxe ne sera pas égal au produit attendu, tant s'en faut. Cela signifie que les entreprises ont réussi à faire des efforts de compression sur ces types de frais généraux, ce qui va dans le sens d'une meilleure gestion.

Je ne comprends pas pourquoi M. Tranchant, qui est très attaché à la bonne gestion des entreprises, voudrait leur accorder des facilités supplémentaires qui vont dans le sens du laxisme, alors qu'au contraire les entreprises ont bien intégré l'esprit et la lettre des dispositions adoptées l'an dernier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Rejet !

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Les entrepreneurs ont effectivement dû comprimer leurs frais généraux en raison de la diminution de leurs bénéfices. Il en est résulté une chute des ventes des entreprises de cadeaux et du chiffre d'affaires des restaurants.

Voilà qui n'est pas bénéfique pour l'ensemble de l'économie et qui va dans un sens opposé aux objectifs visés par le Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Douyère.

M. Raymond Douyère. M. le rapporteur général a parfaitement exposé dans quel esprit avaient été instaurés ces plafonnements de frais généraux.

J'ajouterai, pour ma part, un élément qui me paraît important.

Au cours des années précédentes, les prix de l'hôtellerie et du secteur des cadeaux avaient tendance à augmenter rapidement. Or le plafonnement de la possibilité de déduction des frais généraux va contraindre ces entreprises à limiter leur prix.

Aussi participeront-elles au grand effort de modération des prix entrepris par le Gouvernement.

Elles seront par là même obligées d'améliorer leur productivité — et je pense que M. Tranchant ne me contredira pas sur ce point.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 192.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 17.

M. le président. Je donne lecture de l'article 17.

C. — MESURES DIVERSES

« Art. 17. — Les articles 26, 27, 28 et 29 de la loi n° 80-526 du 12 juillet 1980 sont abrogés.

« Les entreprises passibles de la taxe d'apprentissage doivent acquitter, avant le 5 avril de chaque année, une cotisation égale à 0,1 p. 100 du montant des salaires retenus pour l'assiette de cette taxe. Les entreprises peuvent obtenir, sur leur demande, une exonération totale ou partielle de cette cotisation en considération des dépenses qu'elles ont consenties, du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente, pour accueillir des jeunes dans le cadre des stages prévus par l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982. Ces dépenses sont évaluées, de manière forfaitaire, à 375 francs par jeune et par mois de présence en entreprise.

« La cotisation mentionnée à l'alinéa précédent est établie et recouvrée suivant les mêmes modalités et sous les mêmes garanties et les mêmes sanctions que la taxe d'apprentissage. Les cotisations inférieures à 100 francs ne sont pas exigibles.

« Les employeurs assujettis à la participation au financement de la formation professionnelle continue doivent s'acquitter d'une partie de leur obligation en effectuant au Trésor public, au plus tard le 15 septembre, un versement égal à 0,2 p. 100 du montant, entendu au sens des articles 231 et suivants du code général des impôts, des salaires versés au cours de l'année précédente, majorés de 8 p. 100.

« Cette cotisation est établie et recouvrée selon les mêmes modalités et sous les mêmes garanties et sanctions que la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.

« Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour la première fois aux salaires versés en 1982.

« Le taux de 1 p. 100 figurant dans le premier alinéa de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation est remplacé par le taux de 0,9 p. 100.

« Le rapport du cinquième figurant dans le troisième alinéa de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation est remplacé par le rapport du neuvième.

« Les dispositions des deux alinéas ci-dessus s'appliquent pour la première fois aux investissements qui doivent être réalisés en 1983 à raison des salaires payés en 1982. »

Sur cet article, plusieurs orateurs sont inscrits.

La parole est à M. Goulet.

M. Daniel Goulet. L'article 17 semble pérenniser une mesure qui avait été prise autrefois à titre provisoire.

Il s'agit, en réalité, d'une sorte de taxe sur les salaires, critiquée jadis à ce titre par nos collègues socialistes. Cette vision n'a pas perdu toute sa validité. Les revendications des salariés dans ce domaine ne se sont pas estompées. Les contraintes demandant une adaptation continue et accélérée de la formation des salariés n'ont fait que s'affirmer au cours de ces dernières années. Aussi l'assiette choisie paraît-elle de plus en plus inadaptée et inopportune.

Il y a une cruelle ironie à ce que cette mesure, adoptée à l'origine à la sauvette, soit aujourd'hui reconduite sans limitation de durée.

La seconde raison de notre désapprobation est plus conjoncturelle.

La signature de l'avenant de septembre 1982 concernant l'accord interprofessionnel sur la formation prévoit que les entreprises affecteront un minimum de leurs fonds aux congés de formation. Ce niveau sera revu à la fin de l'année quand les pouvoirs publics auront réexaminé l'affectation de ces crédits. Si, au cours de l'année 1983, on ne revient pas sur cette décision de fiscalisation, on ne voit pas pourquoi les partenaires sociaux feraient un effort supplémentaire.

Il ne faut donc pas surestimer la portée de l'amendement n° 187 que nous avons déposé. Il ne fait qu'obliger le Gouvernement à remettre cette question en débat avant la discussion du budget pour 1984. Il ne remet pas en cause le montant des ressources pour le prochain exercice. Il oblige surtout le Gouvernement à parler du problème avant le débat budgétaire. Nous pouvons d'ailleurs penser que les partenaires sociaux n'y trouveront que des arguments d'accord.

Parmi les raisons qui avaient poussé le Gouvernement à fiscaliser cette obligation légale, il y avait l'incertitude quant à la qualité des formations en faveur des jeunes organisées par le patronat.

Pour couper court à toute discussion, le Gouvernement avait interdit d'imputer quoi que ce soit sur les 0,2 p. 100.

A partir du moment où ces actions en faveur des jeunes sont inattaquables et incontestables sur le plan de la qualité, il n'est pas nécessaire de mettre en tutelle une part de ces 0,2 p. 100. C'est une entorse, du point de vue des principes, aux règles de 1971.

Enfin, et ce ne sera pas le moindre argument, la contrepartie de cette mesure, c'est la diminution de la contribution à l'effort de construction et, surtout, la consécration de la baisse de 50 p. 100 des sommes consacrées au logement des travailleurs immigrés. Est-ce que cela correspond au diagnostic et au jugement portés par le Gouvernement sur la politique qui a été menée antérieurement à la sienne en matière de logement pour les immigrés ?

Le 1,1 p. 100 pour l'habitat était descendu à 0,5 p. 100 depuis quelques années à titre provisoire. Reconduite à plusieurs reprises, cette disposition est aujourd'hui officialisée, pérennisée par les trois derniers alinéas de l'article 17.

M. le président. M. Alphanéry et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 195 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article 17. »

La parole est à M. Alphanéry.

M. Edmond Alphanéry. Cet article 17 procède en fait à un véritable tour de passe-passe. Aux termes de l'exposé des motifs, vous expliquez, monsieur le ministre, qu'il est inutile de reconduire les dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 en faveur de la formation professionnelle alternée.

Mais vous proposez de reconduire les cotisations, qui seront versées par les entreprises au Trésor et ne pourront plus être affectées directement à des actions de formation.

On nous annonce donc une suppression de la formation professionnelle alternée qui représente une économie de 400 millions de francs et, parallèlement, on décide de maintenir la cotisation complémentaire de 0,1 p. 100 à la taxe d'apprentissage qui servait à financer cette formation professionnelle, ce qui rapportera 930 millions de francs. On décide même d'avancer le versement de cette cotisation de cinq mois.

En outre, le Gouvernement reconduit la cotisation de 0,2 p. 100 au titre de la formation professionnelle continue, dont le rendement serait de 1,8 milliard de francs, soit, au total, des cotisations supplémentaires de 2 330 millions de francs pour les entreprises.

Monsieur le ministre, je ne comprends pas très bien. Vous supprimez une mesure, ce qui est tout à fait votre droit, susceptible de permettre aux entreprises de faire des économies. Mais, en fin de compte, cet article aboutit à une majoration des cotisations des entreprises de 2 330 millions de francs !

Le Gouvernement et le Président de la République se disent très sensibles au problème des charges des entreprises et souhaitent les alléger. Eh bien, s'il n'est pas nécessaire de reconduire les mesures concernant la formation professionnelle alternée, supprimez purement et simplement les crédits correspondants et réduisez d'autant les charges des entreprises !

En fait, si vous avez institué ce supplément de taxe, c'est pour atténuer ou financer l'important, voire l'énorme déficit budgétaire que vous avez créé cette année.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierrat, rapporteur général. Rejet.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. En 1978, le Parlement avait décidé que les entreprises participeraient au financement des mesures en faveur des jeunes sans emploi en versant au Trésor public le montant de deux cotisations spéciales. Ces cotisations ont été constamment reconduites depuis lors.

Au moment où le Gouvernement met en place une politique nouvelle d'insertion sociale et professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi, en particulier en faveur des jeunes de seize à dix-huit ans, il serait difficilement compréhensible que les entreprises ne participent plus à cet effort national alors que le budget de l'Etat consacre pour sa part environ 5 milliards 700 millions de francs à des actions directes en faveur des jeunes sans emploi.

Il faudra sans doute examiner le mode de financement de ces mesures et l'utilisation des crédits, car tout cela n'est pas forcément figé, mais on comprendrait mal qu'un effort très important soit consenti d'un côté et que, de l'autre, des mesures qui existent depuis 1978 soient supprimées.

J'estime donc que l'Assemblée devrait rejeter les amendements qui lui sont proposés en ce sens.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 195.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Charles a présenté un amendement n° 74 ainsi rédigé :

« I. — Supprimer les deuxième à neuvième alinéas de l'article 17.

« III. — Les pertes de recettes éventuelles résultant du premier alinéa du présent article sont compensées par une majoration à due concurrence de la taxe sur les tabacs et allumettes. »

La parole est à M. Marette.

M. Jacques Marette. Il s'agit d'un amendement de repli par rapport à celui que vient de défendre brillamment M. Alphandéry.

Son objet est de supprimer le versement par les entreprises au profit du Trésor public de 0,2 p. 100 au titre de la formation professionnelle continue et de 0,1 p. 100 au titre de la taxe d'apprentissage, ce qui permettrait une économie de 2 330 millions de francs sur les cotisations versées par les entreprises à l'Etat.

Le gage que propose M. Charles est évidemment plus aléatoire. Notre collègue a surtout voulu appeler l'attention du Gouvernement et de la majorité sur la nécessité de réduire les charges sociales qui pèsent sur les entreprises.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierrat, rapporteur général. Lors de la présentation générale du budget, nous nous sommes déjà expliqués sur ce point, et M. le ministre vient de rappeler la position du Gouvernement. La formation professionnelle et la formation alternée constituent des objectifs essentiels dans la politique de l'emploi. Il convient donc de ne pas y porter atteinte.

Par ailleurs, comme M. Marette l'a reconnu, le gage proposé n'est pas approprié. Je demande donc le rejet de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Même avis.

M. le président. La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans. Je parlerai bien évidemment contre cet amendement.

Je veux en effet appeler l'attention de nos collègues sur son contenu. Cet amendement, comme celui qu'a défendu M. Alphandéry, tend à diminuer des recettes dont le caractère social et de solidarité nationale est évident en cette période.

Il propose en effet la suppression du versement de 0,1 p. 100 au titre de la taxe d'apprentissage, ce qui signifie que la formation des jeunes ne semble pas préoccuper outre mesure nos collègues du R.P.R. Deuxièmement, il propose de supprimer le versement de 0,9 p. 100 concernant le logement social, ce qui montre que nos collègues ne se préoccupent pas non plus de ce que deviendrait le bâtiment en pareil cas.

Nous sommes atterrés devant cet amendement et nous voterons bien évidemment contre.

M. Jacques Marette. L'amendement de M. Charles ne porte pas sur le taux de 0,9 p. 100 !

M. Parfait Jans. Il porte sur presque tout l'article ! Regardez bien !

M. le président. La parole est à M. Pinard.

M. Joseph Pinard. Tant qu'une étude exhaustive n'aura pas été réalisée en ce qui concerne la taxe d'apprentissage, sa perception et sa répartition, un tel amendement n'a pas de raison d'être.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 74.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Gisinger, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, saisie pour avis, a présenté un amendement n° 28 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du quatrième alinéa de l'article 17 : « En 1983, les employeurs... » (le reste sans changement).

La parole est à M. Tranchant, pour soutenir cet amendement.

M. Georges Tranchant. Cet amendement tend à empêcher la reconduction, sans limitation de durée, du prélèvement fiscal sur les salaires de 0,2 p. 100 opérée au détriment de la formation professionnelle. A terme, ce prélèvement doit faire retour à la formation professionnelle continue.

D'autre part, les partenaires sociaux ont décidé de lier le niveau futur de leur effort en faveur du congé de formation à la décision qui serait prise à propos de ce 0,2 p. 100.

Il convient donc que le Parlement soit appelé à nouveau à se prononcer sur cette question avant la fin de l'exercice 1983.

M. le président. Quel est l'avis de la commission saisie au fond ?

M. Christian Pierrat, rapporteur général. La commission des finances n'est pas du même avis que la commission des affaires culturelles. Elle a repoussé pour des raisons de forme l'amendement de M. Gisinger, ignorant qu'un amendement de coordination n° 187 venait en complément.

L'amendement n° 28 tend à limiter à l'année 1983 la reconduction du prélèvement de 0,2 p. 100 au titre de la taxe de formation professionnelle. La commission des finances a, dans le cadre de l'article 88 de notre règlement, souligné la difficulté formelle qui résulterait de son adoption. En effet, il laisse subsister le sixième alinéa de l'article 17, alinéa aux termes duquel le prélèvement n'est pas limité dans le temps.

La commission a donc repoussé l'amendement n° 28.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Pour faire une bonne action de formation, il convient d'avoir un horizon relativement stable. Cela n'exclut pas, le cas échéant, des évolutions et, après

tout, le Parlement est chaque année maître de ses choix. Mais il n'est pas de bonne méthode de procéder au coup par coup. L'horizon qui est fixé me semble bon, et je demande le rejet de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 28.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Gissingier a présenté un amendement n° 187 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du sixième alinéa de l'article 17 :
« Les dispositions des deuxième et troisième alinéas s'appliquent... » (le reste sans changement).

Du fait du rejet de l'amendement n° 28, cet amendement est devenu sans objet.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17.

(L'article 17 est adopté.)

Article 18.

M. le président. « Art. 18. — Le 2^e alinéa de l'article premier de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les abattoirs privés, cette taxe est perçue pour le compte de l'Etat.

« Dans les abattoirs publics, elle est perçue, à concurrence de 67 p. 100 sur les viandes de l'espèce bovine et de 57 p. 100 pour les viandes des autres espèces, pour le compte de l'Etat, et à concurrence respectivement de 33 p. 100 et de 43 p. 100 pour le compte des collectivités locales ou de leurs groupements propriétaires desdits abattoirs. »

« Au 5^e alinéa de l'article 2 de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 susvisée, l'expression « prix de base communautaire de la viande ovine » est substituée à l'expression « prix de seuil national de la viande ovine ». »

« L'article 4 de la loi n° 77-646 du 24 juin 1977 susvisée est abrogé. »

La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Je parlerai au nom de M. Cointat, inscrit sur l'article.

L'article 18 prévoit la suppression de la taxe sur les viandes importées. L'exposé des motifs précise que cette mesure est consécutive à une recommandation de la commission des Communautés européennes, selon laquelle cette taxe est en réalité une sorte de droit de douane déguisé.

En fait, la commission ne demande pas que la réglementation consécutive à une recommandation de la commission des Communautés européennes; elle s'est simplement livrée à une interprétation. Le caractère obligatoire de cette recommandation était donc beaucoup moins fort, et le Gouvernement n'était pas obligé de s'y soumettre.

J'ajoute que, sur le plan de l'opportunité, la suppression de la taxe sur les viandes importées nous semble, à M. Cointat et à moi-même, incohérente avec ce qui se fait dans d'autres secteurs et dans d'autres pays.

En effet, il existe des droits d'accise sur divers produits de consommation, et notamment sur le vin, dans certains Etats nordiques faisant partie de la Communauté, — tel le Danemark — et il existe par ailleurs en France des taxes phytosanitaires sur les produits horticoles. La taxe sur les viandes importées n'a donc pas un caractère aberrant par rapport à un dispositif que l'on rencontre chez nous et chez certains de nos partenaires.

Maïs la suppression de la taxe sur les viandes importées est en contradiction avec la décision, prise par le Gouvernement à la fin de 1981, de rétablir la taxe perçue par le fonds forestier national sur les bois feuillus importés. Le contexte économique général ainsi que les mesures prises récemment ne justifient donc pas la suppression de cette taxe.

D'ailleurs, cette décision ne tient pas compte de l'origine des viandes importées. On pourrait ainsi comprendre que la taxe en question soit supprimée pour les viandes provenant de la Communauté, au nom du principe de la libre circulation des produits. Mais pourquoi la supprimer également pour les viandes en provenance des pays tiers — Argentine et Nouvelle-Zélande, par exemple — ce qui revient à favoriser leur importation ?

Enfin, la suppression de cette taxe à l'importation va créer une distorsion de concurrence entre les viandes françaises et

les viandes importées. En effet, comme le reconnaît lui-même le rapporteur général dans son rapport, cette disposition « conduit à pénaliser légèrement les viandes indigènes, qui continuent à subir une taxe d'un montant non négligeable. »

Voilà qui est contraire à ce que M. Maretté a appelé tout à l'heure « la défense du marché intérieur » et aux intérêts des agriculteurs. D'autant que les produits carnés sont ceux qui, actuellement, supportent l'essentiel de l'incidence des montants compensatoires communautaires.

L'article 18 nous semble donc inopportun, encore que le troisième alinéa relatif à la viande ovine pourrait éventuellement être conservé.

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. L'argumentation de M. Toubon est en partie juste et en partie non fondée.

L'aspect européen du problème n'a pas été bien saisi. La commission des Communautés européennes a bien adressé à la France un avis motivé dans lequel elle indiquait que la perception de cette taxe constituait un manquement aux obligations du traité de Rome. La France avait été invitée à régulariser cette situation et elle ne l'a pas fait. M. Toubon ignore peut-être que la commission a décidé de poursuivre la procédure et a introduit en février 1982 une requête devant la Cour de justice des Communautés européennes. Nous devons donc respecter la réglementation européenne.

Je retiens en revanche de l'argumentation de M. Toubon que les contraintes hors Communauté ne sont pas identiques. Si la taxe en question doit être supprimée à l'égard des viandes européennes afin que nous respections nos engagements communautaires, elle peut en revanche être maintenue à l'égard des pays tiers.

Je propose donc l'amendement suivant : « Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 18 :

« Cette taxe est perçue dans les abattoirs privés et à l'importation en provenance des pays tiers autres que ceux appartenant aux communautés européennes pour le compte de l'Etat. »

M. Daniel Goulet. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. Le mot « tiers » n'est-il pas de trop ? Les pays tiers sont par définition extérieurs à la Communauté.

M. le ministre chargé du budget. En effet, on peut retenir l'expression : « des pays autres que ceux appartenant aux communautés européennes ».

M. le président. Compte tenu de la rectification proposée par M. Toubon et acceptée par M. le ministre, l'amendement du Gouvernement, qui porte le numéro 217, doit se lire ainsi :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 18 :

« Cette taxe est perçue dans les abattoirs privés et à l'importation en provenance des pays autres que ceux appartenant aux communautés européennes pour le compte de l'Etat. »

M. Jacques Toubon. Excellent !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 217 du Gouvernement, ainsi rectifié.

(L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18, modifié par l'amendement du Gouvernement.

(L'article 18, ainsi modifié, est adopté.)

Article 19.

M. le président. « Art. 19. — Seront perçus, d'après le tarif et dans la limite du plafond indiqué ci-dessous, sans préjudice des frais d'insertion au Journal officiel mais sans addition d'aucun droit d'enregistrement, les droits de sceau établis au profit du Trésor sur les actes suivants :

« Naturalisation	3 000 F
« Réintégration	1 500 F
« Libération de l'allégeance française	4 500 F »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19.

(L'article 19 est adopté.)

Article 20.

M. le président. « Art. 20. — La quantité d'essence pouvant donner lieu, en 1983, au dégrèvement prévu à l'article 265 quater du code des douanes est fixée à 40 000 mètres cubes. Il n'est pas ouvert de contingent au titre du pétrole lampant.

« Le mode de répartition sera conforme à celui utilisé en 1982. »

La parole est à M. Goulet, inscrit sur l'article.

M. Daniel Goulet. Si nous sommes évidemment d'accord sur l'article 20, nous regrettons que la quantité d'essence donnant lieu à dégrèvement n'ait pas été revalorisée compte tenu de l'augmentation des coûts de production des produits agricoles, dont chacun sait bien que leur évolution est sans rapport avec celle des prix agricoles, lesquels sont fixés autoritairement.

Nous regrettons en outre que l'exonération ne concerne pas aussi le fuel domestique utilisé dans la production agricole.

Certes, les agriculteurs connaîtront une année « d'abondance » pour la plupart des productions dites culturales, du fait notamment des faveurs célestes et atmosphériques. Mais que l'on ne s'y trompe pas ! Cette parenthèse, cette accalmie et cette satisfaction passagère masquent des problèmes de fond qui, eux, demeurent.

Nous nous associons à cette mesure adoptée dans la loi de finances pour 1982 et nous nous félicitons qu'elle soit reconduite cette année. Nous regrettons néanmoins, je le répète, qu'elle ne soit pas étendue au fuel et qu'elle ne bénéficie pas aux entreprises privées et aux coopératives de travaux agricoles, qui sont partie intégrante de l'activité agricole et dont les difficultés sont évidemment liées à celles que connaissent les producteurs.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. M'exprimant encore une fois au nom de M. Cointat aussi bien qu'en mon nom propre, je voudrais regretter, comme nous l'avions déjà fait l'année dernière, que la disposition prévue à l'article 20 soit incomplète.

Je me permettrais d'abord de rappeler que, dans le projet de loi de finances pour 1982 tel qu'il avait été déposé à l'automne 1981, le Gouvernement avait purement et simplement supprimé la détaxe sur les carburants agricoles, mais qu'à la suite du dépôt de pas moins de huit amendements, dont un amendement socialiste, l'Assemblée avait finalement décidé de rétablir la détaxe pour 40 000 litres d'essence.

Cette détaxe, je le précise, ne concerne que l'essence et pas le gazole. Or les agriculteurs — c'est encore plus vrai cette année que l'année dernière et l'année précédente, et cela le sera de plus en plus dans l'avenir — utilisent de moins en moins de matériel à essence et de plus en plus d'engins à moteur diesel fonctionnant au gazole.

La mesure que propose l'article 20 est donc, sur le plan financier, de plus en plus symbolique. A cet égard, sriez-vous en mesure, monsieur le ministre, de nous indiquer ce que représente actuellement le manque à gagner pour le Trésor de la détaxation sur le carburant agricole, de telle sorte que nous puissions nous rendre compte de l'importance de l'avantage qui est ainsi consenti aux agriculteurs ?

Le gazole, donc, n'est pas détaxé pour les exploitants agricoles, alors qu'il l'est, pour une certaine quantité, pour les chauffeurs de taxi, les transporteurs routiers bénéficiant d'avantages similaires. Pourquoi y a-t-il deux poids et deux mesures dans ce domaine ?

Contrairement à ce que l'on peut penser, le gazole, ou le fioul, n'est pas seulement utilisé pour faire fonctionner les tracteurs ou les automobiles, il est aussi un moyen de production proprement dit, par exemple, en horticulture, secteur pour lequel le déficit de notre balance commerciale atteint 1 milliard de francs, déficit qui s'explique en partie par le fait que les serres françaises ne peuvent être chauffées de façon aussi économique que dans les pays du Benelux, notamment, le fioul n'étant pas détaxé en France, alors qu'il l'est dans ces pays.

Voilà donc un bon exemple qui montre que la détaxation du gazole ou du fioul utilisé par les horticulteurs conduirait, quel que soit le manque à gagner pour le Trésor, à un bénéfice économique proportionnellement beaucoup plus important s'il nous permettait de réduire d'autant notre déficit du commerce extérieur.

Telle est la raison pour laquelle nous dénonçons non seulement l'injustice, qui est commise au détriment des agriculteurs

par rapport à d'autres professions, mais aussi la contre-manoœuvre économique qui exclut les agriculteurs du bénéfice de la détaxation du gazole.

Je considère pour ma part qu'il conviendrait d'adopter l'article 20 relatif à la détaxation sur l'essence en le complétant par une détaxation identique sur le gazole.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20.

(L'article 20 est adopté.)

Article 21.

M. le président. Je donne lecture de l'article 21 :

II. — Ressources affectées.

« Art. 21. — Sous réserve des dispositions de la présente loi, les affectations résultant de budgets annexes et comptes spéciaux ouverts à la date du dépôt de la présente loi sont confirmées pour l'année 1983. »

La parole est à M. Marete, inscrit sur l'article.

M. Jacques Marete. Je renonce à la parole pour faire gagner du temps à l'Assemblée.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21.

(L'article 21 est adopté.)

Article 22.

M. le président. « Art. 22. — Les taux de la taxe sur les huiles instituée au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles par l'article 1618 quinquies du code général des impôts sont fixés comme suit :

	FRANC par kilogramme.	FRANC par litre.
Huile d'olive	0,644	0,581
Huiles d'arachide et de maïs ..	0,581	0,530
Huile de colza et de pépins de raisin	0,297	0,271
Autres huiles végétales fluides et huiles d'animaux marins (autres que la baleine).....	0,505	0,442
Huiles de coprah et de pal- miste	0,396	—
Huile de palme et huile de baleine	0,353	—

La parole est à M. Emmanuel Aubert, inscrit sur l'article.

M. Emmanuel Aubert. J'y renonce, monsieur le président.

M. Jacques Toubon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Toubon.

M. Jacques Toubon. S'agissant du déroulement du débat, je me permets de vous faire courtoisement remarquer, monsieur le président, que M. Bourg-Broc était inscrit sur l'article 20 après M. Goulet. Or vous ne lui avez pas donné la parole, alors qu'il était présent dans l'hémicycle.

M. le président. Mon cher collègue, c'est tout à fait exact.

Je ne me suis pas aperçu de l'arrivée de M. Bourg-Broc. Je le prie de m'en excuser.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22.

(L'article 22 est adopté.)

Article 23.

M. le président. « Art. 23. — Le deuxième alinéa de l'article 51 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 modifié par les lois de finances n° 56-1327 du 29 décembre 1956, n° 57-888 du 2 août 1957, n° 70-1199 du 21 décembre 1970, n° 73-1150 du 27 décembre 1973 et n° 80-30 du 18 janvier 1980 est remplacé par les dispositions suivantes : « Le produit de ce prélèvement est réparti entre les sociétés de courses, l'élevage, le fonds natio-

nal pour le développement des adductions d'eau, le fonds national pour le développement du sport ou incorporé aux ressources générales du budget, suivant une proportion et selon les modalités comptables fixées par décret contresigné du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'agriculture ».

La parole est à M. Toubon, inscrit sur l'article.

M. Jacques Toubon. La répartition du prélèvement non fiscal sur le P.M.U. est une affaire un peu technique qui n'est pas de nature à passionner les foules, mais qui me conduit néanmoins, une nouvelle fois au nom de mon collègue Michel Cointat, à poser quelques questions au Gouvernement.

Jusqu'à présent le prélèvement non fiscal était rattaché au fonds d'intervention pour la qualité de la vie — le F.I.Q.V. —, mais ce rattachement, semble-t-il, gênait le ministère de l'environnement qui devait sans cesse recourir à des avances de crédit sans savoir ce que constituerait, en fin d'exercice, le montant total du prélèvement dont il pourrait finalement disposer.

Deuxième remarque ; le montant de ce prélèvement, ces dernières années, a eu tendance à plafonner et même à baisser. Je souhaiterais connaître les raisons de cette évolution qui ne correspond pas à celle des sommes engagées au P. M. U. Y a-t-il une raison technique pour que se produise cette baisse, alors que, normalement, l'évolution de ce prélèvement devrait être parallèle à l'évolution du montant des enjeux au P.M.U. ?

En fait, la mesure proposée dans l'article 23 aura simplement pour effet de gonfler les dotations du ministère de l'environnement sans que cela augmente en quoi que ce soit les crédits dont disposera ce ministère.

Or le ministère de l'environnement est l'un de ceux qui, dans le présent budget, et nous nous en apercevrons quand nous examinerons la seconde partie du projet de loi des finances, sont le moins bien traités, ou, plus exactement, le plus mal traités. Permettre à ce ministère de récupérer quelques points d'augmentation grâce à la suppression du rattachement au fonds d'intervention pour la qualité de la vie et à la réintégration dans la dotation budgétaire du ministère de l'environnement proprement dit, serait une façon d'atténuer le mauvais sort qui lui est fait cette année.

Cette mesure, je le répète, ne me paraît pas de bonne administration. En tout cas, elle ne contribue pas à accroître, monsieur le ministre, la clarté de ce budget !

Enfin, que signifie au juste cette phrase lapidaire qui figure à la fin de l'exposé des motifs de l'article 23 : « Cette mesure est budgétairement équilibrée » ? Au début de l'année, on ne connaît pas la valeur finale du prélèvement, par définition. Comment dire, dans ces conditions, que la mesure sera équilibrée puisqu'on ne sait pas ce qu'on aura à équilibrer ? Quels crédits vont servir à équilibrer cette mesure ? Où seront-ils prélevés, sur quels chapitres, sur quelles recettes, puisque, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, le montant des prélèvements a eu tendance, ces dernières années, à stagner ou à baisser ?

Où bien cette phrase est une clause de style que les rédacteurs du « bleu » ont oublié de supprimer à propos de l'article 23, ou bien elle a une signification que je souhaiterais connaître, monsieur le ministre.

Pour ma part, je crois que cette mesure, qui correspond probablement à une revendication du ministère de l'environnement, n'a pas réellement de sens et n'est pas très opportune.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23.

(L'article 23 est adopté.)

Après l'article 23.

M. le président. M. Pierret, rapporteur général, M. Laignel et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 51 ainsi rédigé :

« Après l'article 23, insérer le nouvel article suivant :

« L. 1. Après l'article L. 234-19-1 du code des communes, est inséré un article L. 234-19-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 234-19-2. — Les communes reçoivent une dotation spéciale de la dotation globale de fonctionnement au titre des charges qu'elles supportent pour le logement des instituteurs.

« Cette dotation évolue chaque année comme la dotation globale de fonctionnement.

« Elle est répartie par le comité des finances locales proportionnellement au nombre des instituteurs exerçant dans les écoles publiques, qui sont logés par chaque commune ou qui reçoivent d'elles une indemnité de logement. »

« 2. Pour 1983, la dotation spéciale instituée par l'article L. 234-19-2 nouveau du code des communes est fixée à 2 106 millions de francs.

« II. L'article 94 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1983.

« III. Le premier alinéa de l'article L. 234-1 du code des communes est ainsi rédigé :

« Une dotation globale de fonctionnement est instituée en faveur des communes et de certains de leurs groupements. Elle se compose d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de péréquation, d'une dotation spéciale et le cas échéant de concours particuliers. »

« IV. Le deuxième alinéa de l'article L. 234-2 et le troisième alinéa de l'article L. 234-6 du code des communes sont complétés par les mots :

« ainsi que pour la dotation spéciale prévue à l'article L. 234-19-2 ».

« V. Le deuxième alinéa de l'article L. 234-12 du code des communes est ainsi rédigé :

« La part des ressources affectées aux concours particuliers, fixée à 4 p. 100 de la dotation globale de fonctionnement après déduction du montant de la dotation spéciale prévue à l'article L. 234-19-2, peut être portée jusqu'à 5 p. 100 par le comité des finances locales institué par l'article L. 234-20 ».

« VI. Le deuxième alinéa de l'article L. 234-16 du code des communes est ainsi rédigé :

« Cette somme est revalorisée chaque année ; l'indice de revalorisation est égal au taux de progression de la dotation globale de fonctionnement, après déduction du montant de la dotation spéciale prévue à l'article L. 234-19-2. »

« VII. Les dispositions du présent article s'appliquent aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement, qui concerne la dotation globale de fonctionnement, propose d'opérer un transfert pour tenir compte des répercussions, en 1983, sur l'équilibre budgétaire de la disposition de l'article 63 du projet de loi de finances, qui est relative à la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, intégrée dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Il s'agit d'une disposition de forme. Pas d'objection !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 51. (L'amendement est adopté.)

Article 24.

M. le président. « Art. 24. — Le taux du prélèvement, fixé à 16,189 p. 100 du produit net prévisionnel de la taxe sur la valeur ajoutée par l'article 29 de la loi de finances rectificative pour 1982 (n° 82-540 du 28 juin 1982) est fixé à 16,753 p. 100. »

La parole est à M. Emmanuel Aubert, inscrit sur l'article.

M. Emmanuel Aubert. Monsieur le ministre, vous vous souvenez certainement que nous avons eu l'an passé, à pareille époque, un échange de vues assez vif au sujet de la dotation globale de fonctionnement.

J'espère que la discussion sera aujourd'hui plus feutrée, encore que je pourrais, cette année, reprendre, hélas ! mot pour mot mes propos de l'année dernière. Les chiffres et les pourcentages ayant évolué dans le plus mauvais sens, notre inquiétude n'est pas loin de se transformer en angoisse quant au devenir des communes de France.

Certes, vous respectez strictement les textes relatifs au prélèvement de la T.V.A., en ce qui concerne la dotation globale de fonctionnement, et vous faites même un effort en prévoyant le remboursement des frais de logement des instituteurs en une seule fois au lieu de le faire par tranches.

Mais, même avec le remboursement du logement des instituteurs, la dotation globale de fonctionnement passe de 51,9 milliards de francs à 58,6 milliards de francs, soit seulement 12,89 p. 100 d'augmentation. Si l'on fait abstraction des 2 milliards de francs de frais de remboursement du logement des instituteurs, le taux réel d'augmentation de la dotation globale de fonctionnement ne s'élève cette année qu'à 8,84 p. 100.

Comme je le notais déjà l'an dernier, et je n'étais pas le seul, cette façon d'inclure les transferts dans les dotations revient à retirer d'une main ce que l'on a donné de l'autre.

Jamais la dotation globale de fonctionnement n'est tombée si bas. Certes, elle témoigne de la situation économique du pays, du rendement de notre T.V.A., mais elle prouve aussi que le Gouvernement ne fait pas dans ce domaine un effort exceptionnel pour les communes afin de tenir compte de l'état de notre économie.

Or les dépenses de fonctionnement des communes, notamment pour les personnels, sont non seulement incompressibles, mais s'accroissent chaque année. Rien que pour l'actualisation des salaires, cet accroissement est d'environ 15 p. 100. Il ressort à plus de 20 p. 100 si l'on prend en considération les promotions, les mutations, les changements d'échelon et les avantages divers.

Ces dépenses de fonctionnement, vous le savez aussi bien que moi, sont des dépenses obligatoires; elles sont la conséquence de services votés. L'équilibre ne pourra donc être assuré que par l'appel aux impôts locaux. Faut-il rappeler que, cette année, il faudra tenir compte des mesures d'allègement qui seront consenties en faveur des contribuables les plus défavorisés, au titre de la taxe d'habitation et même de la taxe professionnelle, si bien qu'il faudra envisager, en raison même de l'insuffisance de l'apport de la dotation globale de fonctionnement, un effort fiscal supplémentaire dans un très grand nombre de communes françaises.

N'est-il pas symptomatique que les représentants des communes soient réunis à l'hôtel de ville de Paris, au moment même où ce n'est pas un avenir rose qui leur est promis, mais un sort plutôt sombre? Je suis persuadé que, l'année prochaine, de très nombreuses communes de France, sinon toutes, seront conduites à demander un effort très important sur le plan fiscal. Ce sont les habitants des communes qui seront obligés de payer!

Or, vous le savez, les taxes locales sont beaucoup moins équitables que ne le sont les impôts de l'Etat parce qu'ils sont, dans leur répartition, difficilement modulables puisqu'ils ne sont pas progressifs.

Dans ces conditions, je pense qu'il est regrettable, voire intolérable, au moment même où vous prétendez que la pression fiscale de l'Etat ne s'accroît pas, que par l'insuffisance de l'effort de l'Etat, les communes se voient obligées d'augmenter la pression fiscale en 1983 pour équilibrer leur budget et honorer leurs engagements, notamment vis-à-vis des personnels.

Certes, mes observations, tout comme celles que j'avais présentées l'année dernière, ne changeront rien à rien, mais je pense qu'il était nécessaire de souligner d'une façon assez solennelle cette conséquence de la politique actuelle à l'égard des communes.

Vous voulez des communes libres, autonomes, capables de maîtriser leur avenir. Mais vous ne faites pas l'effort indispensable et vous refusez les moyens qui seraient nécessaires. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. Alphanhéry.

M. Edmond Alphanhéry. L'excellent plaidoyer de mon collègue Aubert me permettra d'être bref.

Il a rappelé l'importance que révèle la dotation globale de fonctionnement pour les communes. Cette dotation représente souvent, en effet, 25, 30, 35 voire 40 p. 100 de leurs ressources. Or, lorsque l'Etat ne fait pas suffisamment progresser cette dotation, il faut bien que les communes trouvent des ressources par un autre biais, c'est-à-dire par la fiscalité locale. L'aggravation de la fiscalité locale est donc la conséquence logique et directe de l'insuffisance de la progression de la dotation globale de fonctionnement.

Monsieur le ministre, les chiffres que je vais citer — qui confirment tout à fait ceux de M. Aubert — sont extraits d'un document émanant du comité des finances locales, présidé par le ministre de l'Intérieur. Ils ne sont donc pas discutables.

La dotation globale de fonctionnement, au sens strict, passe de 51 966 millions à 56 560 millions de francs, soit une progression de 8,78 p. 100. Je sais bien que, d'après le projet de budget, la progression est de 12,89 p. 100 mais ce chiffre n'est pas réellement significatif car, pour le calculer, on a compris dans la D.G.F. de 1983 la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, alors que celle-ci, qui était de 650 millions, n'était pas intégrée à la D.G.F. de 1982.

Après M. Aubert, je rappellerai que cette dotation spéciale était inscrite en 1982 au budget du ministère de l'éducation nationale, alors que, pour 1983, elle est incorporée, je le répète, à la D.G.F.

Il faut comparer ce qui est comparable! Il convient de tenir compte du fait que la progression de 12,89 p. 100 est essentiellement liée à la multiplication par plus de trois de la dotation spéciale au titre des logements des instituteurs.

Ces chiffres sont préoccupants et ils le semblent d'autant plus que, lorsqu'on additionne toutes les subventions que reçoivent les communes de l'Etat, en particulier les subventions spécifiques de fonctionnement, qui progressent d'ailleurs sensiblement, on obtient des chiffres inquiétants.

D'après les chiffres, officiels, du comité des finances locales, les concours financiers en faveur des communes, à compétences inchangées, passent de 90 711 millions de francs en 1982 à 113 501 millions de francs en 1983, soit une augmentation de 13,82 p. 100. Pour les cinq années antérieures, les chiffres sont les suivants — ils méritent d'être rappelés: la progression a été de 17 p. 100 en 1979, de 15,7 p. 100 en 1980, de 15,4 p. 100 en 1981, de 17,9 p. 100 en 1982 et elle sera de 13,8 p. 100 seulement en 1983.

Monsieur le ministre, le dernier chiffre que je viens de citer marque la progression de tous les concours financiers de l'Etat en faveur des collectivités locales sera la plus faible des cinq dernières années. Cela ne manque pas de préoccuper tous les maires qui siègent dans notre assemblée comme sans doute ceux qui siègent en ce moment dans une autre. En effet, je le répète, une faible progression de la D.G.F. entraîne inévitablement en compensation, à compétences inchangées, à charges identiques, sans qu'il y ait de dépenses supplémentaires, une aggravation de la fiscalité locale. Il s'agit, en d'autres termes, d'un transfert des charges de l'Etat vers les communes, suivant le principe des vases communicants: l'Etat, qui fait beaucoup de dépenses par ailleurs, ne peut pas faire progresser la dotation globale de fonctionnement dans des proportions permettant aux communes de faire face à leurs obligations, d'où une augmentation de la fiscalité locale. Naturellement, ce sont les contribuables qui, d'une manière ou d'une autre, en font les frais.

Telle est l'une des conséquences de l'aggravation du déficit de l'Etat. Tous les maires remarqueront la faiblesse de l'effort de l'Etat vis-à-vis de leurs communes, surtout en cette période pré-électorale, dans la perspective des élections municipales.

M. le président. M. Pierret a présenté un amendement n° 215, dont la commission accepte la discussion, ainsi rédigé:

« A la fin de l'article 24, substituer au taux de « 16,753 p. 100 », le taux de « 16,737 p. 100 ».

La parole est à M. Pierret.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement de coordination tire les conséquences, pour la fixation du taux du prélèvement alimentant la dotation globale de fonctionnement, des décisions prises par l'Assemblée aux articles précédents et affectant le produit de la T.V.A.

Je profite de l'occasion qui m'est ainsi donnée pour répondre brièvement et amicalement à M. Alphanhéry.

Je tiens à souligner que les concours de l'Etat en faveur des collectivités locales vont croître considérablement en 1983 par rapport à 1982. Ils passeront, comme l'indique le bleu du ministère de l'Intérieur, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir et que M. Alphanhéry a certainement lu, de 99 711 millions à 121 059 millions de francs. La progression sera donc — si cela va sans dire, cela va encore mieux en le disant — de 22,2 p. 100. La progression avait été seulement de 15,9 p. 100 en 1980, de 15,3 p. 100 en 1981 et de 17,8 p. 100 en 1982. Tous ces chiffres, notamment celui de 15,3 p. 100, doivent être comparés à celui de 22,2 p. 100 de 1983.

M. Emmanuel Aubert. Mais il ne s'agit pas de la D.G.F.!

M. Christian Pierret, rapporteur général. Les comparaisons se font d'ailleurs à l'avantage du Gouvernement et de la majorité d'aujourd'hui. Ceux-ci montrent ainsi leur souci d'accompagner

le mouvement de décentralisation d'un mouvement de transferts et de concours très importants de l'Etat vers les collectivités locales.

M. le président. La parole est à M. Emmanuel Aubert.

M. Emmanuel Aubert. Monsieur le rapporteur général, vous avez employé le mot « transferts ».

Effectivement, la progression de 22,2 p. 100 que vous avez citée prend en compte un grand nombre de transferts, mais cela n'a rien à voir avec la dotation globale de fonctionnement. Nous discuterons des concours de l'Etat dans le cadre des crédits du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

J'estime en tout cas que vous n'avez nullement répondu à mes questions relatives à la faiblesse croissante et très inquiétante de la dotation globale de fonctionnement. Quant à M. le ministre, il n'a encore rien dit.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement en discussion ?

M. le ministre chargé du budget. Nous entretenons, avec M. Aubert, d'une année sur l'autre, un dialogue.

Je remarquerai, tout d'abord, qu'il a reconnu que la loi était respectée. Je dirai ensuite que, alors que la situation générale est complexe et tendue, c'est le budget de l'Etat qui est concerné. L'Etat honore ses engagements et il fait même un peu plus en ce qui concerne la dotation spéciale pour le logement des instituteurs, puisqu'il anticipe d'un an ce qui devait être fait sur trois ans. Par ailleurs, il faut rappeler que les mesures prises se situent dans une perspective d'inflation de 8 p. 100.

La somme totale des concours concernant tant l'équipement que le fonctionnement reste en progression notable, en dépit de la situation tendue que nous connaissons au plan national. Cette situation ne peut cependant pas être sans conséquences sur la gestion de chaque collectivité locale. Je sais que les présidents des conseils généraux, ceux des conseils régionaux et les maires font un maximum d'efforts en ce qui concerne cette gestion. Un tel effort doit être consenti au niveau de l'Etat comme au niveau local, sans que s'opèrent des transferts de charges injustes de l'Etat vers les collectivités décentralisées.

Nous avons donc respecté la loi et nous anticipons une baisse du taux de l'inflation. Au total, les concours progressent sensiblement, même si, je le répète, une situation difficile au plan général est, bien sûr, ressentie au plan local, ce dont je me rends compte en tant qu'élu local.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 215. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 24, modifié par l'amendement n° 215. (L'article 24, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 24.

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 216 ainsi rédigé :

« Après l'article 24, insérer le nouvel article suivant :

« Les tarifs des droits de timbre établis par les articles ci-après du code général des impôts sont modifiés comme suit :

ARTICLES DU CODE GENERAL des impôts.	TARIF	
	ancien.	nouveau.
905	18	22
	36	44
	72	88
907	18	22
910	1,5	2
	5	7
913	5	7
953-I	260	315

« Ces tarifs s'appliquent à compter du 15 janvier 1983. »

La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Il s'agit d'une modification des tarifs des droits de timbre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Cet amendement n'a pas été examiné par la commission. Je dirai cependant qu'il est logique au regard de l'ensemble des dispositions nouvelles que nous avons adoptées depuis le début de la discussion de la première partie du projet de loi de finances.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 216. (L'amendement est adopté.)

Article 25.

M. le président. Je donne lecture de l'article 25 :

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

« Art. 25. — Sous réserve des dispositions de la présente loi, sont confirmées pour l'année 1983 les dispositions législatives qui ont pour effet de déterminer les charges publiques en dehors des domaines prévus par le cinquième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25.

(L'article 25 est adopté.)

Article 26.

M. le président. « Art. 26. — I. Les taux de majoration applicables à certaines rentes viagères constituées entre particuliers, conformément à la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, sont ainsi fixés :

TAUX de la majoration. (En pourcentage.)	PERIODE AU COURS DE LAQUELLE EST NÉE la rente originnaire.
57 848	Avant le 1 ^{er} août 1914.
32 900	Du 1 ^{er} août 1914 au 31 décembre 1918.
13 797	Du 1 ^{er} janvier 1919 au 31 décembre 1925.
8 423	Du 1 ^{er} janvier 1926 au 31 décembre 1938.
6 052	Du 1 ^{er} janvier 1939 au 31 août 1940.
3 845	Du 1 ^{er} septembre 1940 au 31 août 1944.
1 748	Du 1 ^{er} septembre 1944 au 31 décembre 1945.
793,5	Années 1946, 1947 et 1948.
410	Années 1949, 1950 et 1951.
286	Années 1952 à 1958 incluse.
222	Années 1959 à 1963 incluse.
204,6	Années 1964 et 1965.
190,6	Années 1966, 1967 et 1968.
174,4	Années 1969 et 1970.
145,2	Années 1971, 1972 et 1973.
86,9	Année 1974.
77,2	Année 1975.
62	Années 1976 et 1977.
50,2	Année 1978.
37,2	Année 1979.
21,6	Année 1980.
8	Année 1981.

« II. Dans les articles 1^{er}, 3, 4, 4 bis et 4 ter de la loi du 25 mars 1949 modifiée, la date du 1^{er} janvier 1981 est remplacée par celle du 1^{er} janvier 1982.

« III. Les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée sont applicables aux rentes perpétuelles constituées entre particuliers antérieurement au 1^{er} janvier 1982.

« Le capital correspondant à la rente en perpétuel dont le rachat aura été demandé postérieurement au 30 septembre 1982 sera calculé, nonobstant toutes clauses ou conventions contraaires, en tenant compte de la majoration dont cette rente a bénéficié ou aurait dû bénéficier en vertu de la présente loi.

« IV. Les actions ouvertes par la loi susvisée du 25 mars 1949 complétée par la loi n° 52-870 du 22 juillet 1952 et modifiée en dernier lieu par la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981, pourront à nouveau être intentées pendant un délai de deux ans à dater de la publication de la présente loi.

« V. Les taux de majoration fixés au paragraphe I ci-dessus sont applicables, sous les mêmes conditions de dates, aux rentes viagères visées par le titre 1^{er} de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948, par la loi n° 48-937 du 9 juin 1948, par les titres I et II de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 et par la loi n° 51-695 du 24 mai 1951.

« VI. Les taux de majoration prévus aux articles 8, 9, 11 et 12 de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948, modifiés en dernier lieu par l'article 54 de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 sont remplacés par les taux suivants :

- « Article 8 : 2.149 p. 100 ;
- « Article 9 : 155 fois ;
- « Article 11 : 2.528 p. 100 ;
- « Article 12 : 2.149 p. 100.

« VII. L'article 14 de la loi susvisée du 4 mai 1948, modifié en dernier lieu par l'article 54 de la loi n° 80-1160 du 30 décembre 1981 est à nouveau modifié comme suit :

« Art. 14. — Le montant des majorations prévues aux articles 8, 9 et 11 ci-dessus ne pourra excéder pour un même titulaire de rentes viagères 3 562 F.

« En aucun cas, le montant des majorations, ajouté à l'ensemble de rentes servies pour le compte de l'Etat par la caisse des dépôts et consignations au profit d'un même rentier viager ne pourra former un total supérieur à 20 850 F. »

« VIII. Les dispositions du présent article prendront effet à compter du 1^{er} janvier 1983. »

La parole est à M. Frédéric-Dupont, inscrit sur l'article.

M. Edouard Frédéric-Dupont. Je voudrais vous rappeler, monsieur le ministre, qu'une grave erreur a été commise par votre prédécesseur. Je l'avais vigoureusement dénoncée, comme vous d'ailleurs.

En effet, un article de la loi de finances de 1979 a retiré aux rentiers viagers ayant souscrit après le 1^{er} janvier 1980 et bénéficiant de ressources dépassant un certain plafond le droit de bénéficier à l'avenir d'une revalorisation.

En outre, la Cour des comptes, a précisé que le dépassement de ce plafond, fût-ce d'un seul franc, supprimerait même le droit à majoration pour la fraction de la rente primitive inférieure à ce seuil.

Cette disposition assimilait le rentier viager, épargnant infiniment respectable, à un demandeur d'aumônes. Par ailleurs, la souscription était susceptible de l'appauvrir, puisqu'il perdait le bénéfice des revalorisations ultérieures sur la rente qu'il s'était déjà constituée.

La Cour des comptes a condamné cette mesure et j'avais moi-même vigoureusement protesté lors de l'examen de cet article. J'avais alors eu le plaisir d'être soutenu par vous-même, monsieur le ministre, ainsi que par les membres de votre groupe.

Je vous poserai aujourd'hui deux questions : pourquoi maintenez-vous une disposition que vous avez combattue ? Quel est le plafond de ressources prévu pour 1983 qui fait tomber le rentier viager voulant souscrire dans un véritable traquenard et transforme les bureaux de poste et les caisses nationales de retraites en de véritables coupe-gorge ?

En effet, en pénétrant dans une caisse nationale de retraites et en consentant un effort de souscription, le rentier viager croit s'enrichir. En fait, il n'en est rien : il s'appauvrit ! Car

pour ce qui concerne les versements déjà effectués, pour ce qui concerne une rente viagère déjà constituée, il perd, ainsi que le reconnaît la Cour des comptes, le bénéfice des revalorisations ultérieures.

A ma demande, un service a été créé dans les bureaux de poste afin d'inciter les souscripteurs éventuels à se renseigner pour qu'ils ne soient pas victimes car certains ignorent la disposition. Ce service doit être documenté.

Maintenant, une question va se poser à toute personne voulant souscrire une rente viagère — si elle est alertée — celle de connaître le montant fatidique de ressources qui lui fera perdre le bénéfice d'une revalorisation de ses souscriptions antérieures. Je n'ai pas trouvé ce montant dans votre texte, monsieur le ministre. Or, c'est une précision qu'il serait bon de donner.

La majoration de 8 p. 100 prévue pour 1981 est particulièrement faible. Il s'agit d'un pari sur l'avenir, et j'espère — soyez-en persuadé — qu'il sera gagné. Mais vous savez très bien que vous serez amené, en cours d'année, à réviser les traitements dont la revalorisation est prévue dans les mêmes proportions.

Dans ces conditions, pouvez-vous prendre l'engagement de revaloriser en cours d'année les rentes viagères, qui constituent souvent l'unique ressource des intéressés, si, comme je le redoute, le chiffre de 8 p. 100 d'augmentation du coût de la vie n'était pas respecté l'année prochaine ?

Vous n'ignorez pas — d'autant plus que c'est la thèse que vous avez vous-même soutenue sous les gouvernements précédents — que, pour éviter la ruine des rentiers viagers, il existe une solution. Cette solution a d'ailleurs été préconisée par la Cour des comptes à la suite d'une enquête ordonnée par votre prédécesseur : il s'agit de l'indexation.

Le rapport demandé à la Cour des comptes l'avait été pour établir l'importance de la charge, astronomique, qui était, disant, la conséquence des revalorisations.

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Frédéric-Dupont.

M. Edouard Frédéric-Dupont. J'ai presque terminé, monsieur le président.

Votre prédécesseur, monsieur le ministre, a été pris à son propre piège car la Cour des comptes a montré au contraire que c'était bien le rentier viager qui était la victime.

Je lis, à la page 79 de ce rapport — et il faut se garder de l'oublier — : « La rente viagère correspond à un besoin social pour la sécurité des vieux jours » ; à la page 61 : « Le rentier viager de soixante-cinq ans placé à fonds perdus des sommes qui lui rapportent 10,64 p. 100, alors qu'en gardant son argent il pourrait trouver aujourd'hui des emprunts à 17 p. 100 » ; à la page 80 : « Les majorations légales n'ont jamais maintenu le pouvoir d'achat des rentiers viagers » ; à la page 85 : « On peut même se demander pourquoi certaines personnes acceptent encore de se constituer une rente viagère ou de souscrire un contrat de rente viagère différé » ; à la page 60 : « Seule l'indexation pourrait suivre les variations de l'indice du coût de la vie ou des tranches du barème de l'impôt général sur le revenu. »

Quant à M. Franceschi, que j'ai applaudi, et qui a voté, comme vous-même, le texte que je proposais, il a déclaré :

« Le vrai problème, celui qui doit recevoir une solution, c'est en fait de parvenir à l'indexation annuelle et automatique des rentes viagères revalorisées en fonction de l'évolution monétaire, depuis la date de leur souscription. »

Telle est, depuis toujours, au nom de la solidarité nationale, de la justice et de l'équité, la position que le groupe socialiste invite le Gouvernement à prendre. C'est, moi aussi, au nom de la solidarité nationale, et de la recommandation de la Cour des comptes, que je vous demande de tenir vos engagements et d'accorder l'indexation.

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Marette.

M. Jacques Marette. M. Frédéric-Dupont a parfaitement défendu notre point de vue.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'article 26.

(L'article 26 est adopté.)

Article 27 et état A.

M. le président. Je donne lecture de l'article 27 et de l'état A annexé :

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

« Art. 27. — I. — Pour 1983, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux chiffres suivants :

	RESSOURCES		DÉPENSES ordinaires civiles.	DÉPENSES civiles en capital.	DÉPENSES militaires.	TOTAL des dépenses à caractère définitif.	PLAFOND des charges à caractère temporaire.	S O L D E
	(En millions de francs.)							
A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF								
<i>Budget général.</i>								
Ressources brutes.....	837 056	Dépenses brutes	719 057					
A déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts.....	66 040	A déduire : Remboursements et dégrèvements d'impôts	66 040					
Versements de l'Etat à lui-même	4 959	Versements de l'Etat à lui-même.....	4 959					
Ressources nettes.....	766 057							
Comptes d'affectation spéciale.....	9 523		648 058	74 479	158 866	881 403		
Totaux du budget général et des comptes d'affectation spéciale.....	775 580		7 776	1 315	195	9 286		
<i>Budgets annexes.</i>								
Imprimerie nationale.....	1 442		1 420	22		1 442		
Journaux officiels.....	349		327	22		349		
Légion d'honneur.....	89		82	7		89		
Ordre de la Libération.....	3		3			3		
Monnaies et médailles.....	591		578	13		591		
Postes et télécommunications.....	142 909		105 974	38 935		142 909		
Prestations sociales agricoles.....	57 256		57 256			57 256		
Essences.....	5 103				5 103	5 103		
Totaux des budgets annexes.....	207 742		165 640	36 999	5 103	207 742		
Excédent des charges définitives de l'état A.....								- 115 109
B. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE								
<i>Comptes spéciaux du Trésor.</i>								
Comptes d'affectation spéciale.....	104						307	
<i>Comptes de prêts :</i>								
<i>Habitatons à loyer modéré :</i>								
Fonds de développement économique et social.....	1 775	1 000						
Autres prêts	475	4 940						
	2 938	5 940						
Totaux des comptes de prêts.....	2 938						5 940	
Comptes d'avances.....	109 510						109 840	
Comptes de commerce (charge nette) ..								
Comptes d'opérations monétaires (ressources nettes).....							(-) 410	
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (charge nette) ..							(-) 274	
Totaux B.....	112 550						115 203	
Excédent des charges temporales de l'état B.....								- 2 653
Excédent net des charges.....								- 117 762

« II. — Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à procéder, en 1983, dans des conditions fixées par décret :

« — à des emprunts à long, moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de la trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;

« — à des conversions facultatives d'emprunts et à des opérations de consolidation de la dette publique.

« III. — Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à donner, en 1983, la garantie de refinancement en devises pour les emprunts communautaires.

« IV. — Le ministre de l'économie et des finances est, jusqu'au 31 décembre 1983, habilité à conclure, avec des établissements de crédit spécialisés dans le financement à moyen et long terme des investissements, des conventions établissant pour chaque opération les modalités selon lesquelles peuvent être stabilisées les charges du service d'emprunts qu'ils contractent en devises étrangères. »

ETAT A

TABLEAU DES VOIES ET MOYENS APPLICABLES AU BUDGET DE 1983

I. — BUDGET GENERAL

NUMERO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs	NUMERO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs
A. — RECETTES FISCALES			IV. — DROITS D'IMPORTATION, TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS ET DIVERS PRODUITS DE DOUANES		
I. — PRODUIT DES IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES			61	Droits d'importation.....	7 880 000
01	Impôt sur le revenu.....	188 217 000	62	Prélèvements et taxes compensatoires institués sur divers produits.....	600 000
02	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	12 880 000	63	Taxe intérieure sur les produits pétroliers...	58 010 000
03	Retenue à la source sur certains bénéfices non commerciaux et sur l'impôt sur le revenu des non-résidents.....	575 000	64	Autres taxes intérieures.....	12 000
04	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers.....	27 200 000	65	Autres droits et recettes accessoires.....	1 501 000
05	Impôt sur les sociétés.....	91 500 000	66	Amendes et confiscations.....	365 000
06	Prélèvement sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n° 63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV).....	555 000	V. — PRODUIT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE		
07	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3).....	300 000	71	Taxe sur la valeur ajoutée.....	385 335 000
08	Impôt sur les grandes fortunes.....	5 000 000	VI. — PRODUIT DES CONTRIBUCTIONS INDIRECTES		
09	Prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'assurances.....	10 000	81	Droits de consommation sur les tabacs et l'impôt spécial sur les allumettes.....	12 000 000
10	Taxe sur les salaires.....	22 701 000	82	Vins, cidres, poirés et hydromels.....	1 000 000
11	Taxe d'apprentissage.....	1 180 000	83	Droits de consommation sur les alcools.....	9 155 000
12	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue.....	2 120 000	84	Droits de fabrication sur les alcools.....	260 000
13	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art de collection et d'antiquité.....	570 000	85	Bières et eaux minérales.....	550 000
14	Taxe sur certains frais généraux.....	2 400 000	86	Taxe spéciale sur les débits de boissons.....	5 000
15	Prélèvement sur les banques et les établissements de crédit.....	1 240 000	87	Taxe sur les vins ayant fait l'objet d'opérations de coupage.....	250 000
16	Recettes diverses.....	1 000	88	Taxes sur certains appareils automatiques...	650 000
II. — PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT			89	Garantie des matières d'or et d'argent.....	80 000
Mutations :			90	Amendes, confiscations et droits sur acquits non rentrés.....	15 000
Mutations à titre onéreux :			91	Autres droits et recettes à différents titres..	30 000
Meubles :			VII. — PRODUIT DES AUTRES TAXES INDIRECTES		
21	Créances, rentes, prix d'offices.....	330 000	94	Taxe spéciale sur la publicité télévisée.....	11 000
22	Fonds de commerce.....	2 145 000	95	Taxe sur les produits des exploitations forestières.....	22 000
23	Meubles corporels.....	145 000	96	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers.	410 000
24	Immeubles et droits immobiliers.....	320 000	97	Cotisations à la production sur les sucres...	1 140 000
Mutations à titre gratuit :			B. — RECETTES NON FISCALES		
25	Entre vifs (donations).....	1 000 000	I. — EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS À CARACTÈRE FINANCIER		
26	Par décès.....	10 500 000	107	Produits de l'exploitation du service des constructions aéronautiques au titre de ses activités à l'exportation.....	Mémoire.
27	Autres conventions et actes civils.....	4 260 000	108	Produits de l'exploitation du service des constructions et armes navales au titre de ses activités à l'exportation.....	Mémoire.
28	Actes judiciaires et extrajudiciaires.....	50 000	109	Produits de l'exploitation du service des fabrications d'armement au titre de ses activités à l'exportation.....	250 000
29	Taxe de publicité foncière.....	6 900 000	110	Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières.....	8 743 000
30	Taxe spéciale sur les conventions d'assurances.	11 600 000	111	Bénéfices de divers établissements publics financiers.....	935 000
31	Taxe annuelle sur les encours.....	1 100 000	112	Versement au budget général des bénéfices du service des alcools.....	Mémoire.
32	Recettes diverses et pénalités.....	550 000	113		
III. — PRODUIT DU TIMBRE ET DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE					
41	Timbre unique.....	2 440 000			
42	Taxes sur les véhicules à moteur.....	8 170 000			
43	Taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés.....	1 050 000			
44	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension.....	620 000			
45	Contrats de transports.....	210 000			
46	Permis de chasser.....	50 000			
47	Impôts sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs et les bourses de commerce.....	640 000			
48	Recettes diverses et pénalités.....	940 000			

NUMERO de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs	NUMERO de la ligne.	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs
114	Produits de la loterie et du loto national....	1 960 000	322	Droit fixe d'autorisation de mise sur le marché de spécialités pharmaceutiques à usage vétérinaire	400
115	Produits de la vente des publications du Gouvernement	Mémoire.	323	Droits d'inscription pour les examens organisés par les différents ministères, droits de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement	550
118	Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	1 110 000	325	Cotisation perçue au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction ..	195 000
121	Versement du budget annexe des P.T.T.....	2 000 000	328	Reversement au budget général de diverses ressources affectées	Mémoire.
129	Versements des autres budgets annexes.....	Mémoire.	328	Recettes diverses du service du cadastre ..	38 400
199	Produits divers.....	Mémoire.	329	Recettes diverses des comptables des impôts.	114 500
	II. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ETAT		330	Recettes diverses des receveurs des douanes.	182 000
201	Versement de l'office des forêts au budget général	Mémoire.	332	Redevances pour l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et des travailleurs handicapés	8 200
202	Recettes des transports aériens par moyens militaires	3 800	333	Redevances et remboursements divers dus par les chemins de fer en France	9 970
203	Recettes des établissements pénitentiaires ..	36 000	334	Taxe de défrichement des surfaces en nature de bois ou de forêts	9 000
204	Recettes des établissements d'éducation surveillée	2 000	335	Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945	60 000
205	Redevances d'usages perçues sur les aérodromes de l'Etat et remboursements divers par les usagers	150	338	Dépassement du plafond légal de densité (art. L. 333-6 du code de l'urbanisme)	100 000
206	Redevances de route perçues sur les usagers de l'espace aérien et versées par l'intermédiaire d'Eurocontrol	1 000 000	337	Redevances versées par les entreprises dont les emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat	120 350
207	Produits et revenus du domaine encaissés par les comptables des impôts	2 150 000	399	Taxes et redevances diverses	Mémoire.
208	Produit de la cession de biens appartenant à l'Etat	1 000		IV. — INTERETS DES AVANCES, DES PRETS ET DOTATIONS EN CAPITAL	
299	Produits et revenus divers	10 000	401	Récupération et mobilisation des créances de l'Etat	120 000
	III. — TAXES, REDEVANCES ET RECETTES ASSIMILEES		402	Annuités diverses	700
301	Taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes	200 000	403	Contribution des offices et établissements publics de l'Etat dotés de l'autonomie financière et des compagnies de navigation subventionnées, sociétés d'économie mixte, entreprise de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat	5 000
302	Cotisation de solidarité sur les céréales et graines oléagineuses	156 000	404	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	2 480 000
303	Taxes et redevances assises par le service des instruments de mesure	50 000	406	Intérêts des prêts consentis aux organismes d'habitations à loyer modéré et de crédit immobilier	184 800
304	Redevances pour frais de contrôle des distributions d'énergie électrique et de concessions de forces hydrauliques	5 800	407	Intérêts des dotations en capital et des avances d'actionnaire accordées par l'Etat.	1 992 000
305	Redevances pour frais de contrôle de la production, du transport et de la distribution, du gaz	1 600	408	Intérêts sur obligations cautionnées	2 450 000
306	Taxes d'épreuves d'appareils à pression de vapeur ou de gaz	600	409	Versements de la caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	1 000 000
307	Redevances perçues à l'occasion d'expertises ou vérifications techniques	16 300	499	Intérêts divers	1 705 000
308	Frais de contrôle des établissements classés pour la protection de l'environnement ..	25 000		V. — RETENUES ET COTISATIONS SOCIALES AU PROFIT DE L'ETAT	
309	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs et taxes assimilées établis et perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes	1 863 000	501	Retenues pour pensions civiles et militaires (part agent de 6 %)	9 290 000
310	Recouvrements de frais de justice, de frais de poursuite et d'instance	80 000	502	Contribution de divers organismes publics ou semi-publics de l'Etat aux retraites de leurs personnels soumis au régime général des pensions civiles et militaires (part patronale de 12 %)	400 000
311	Produits ordinaires des recettes des finances.	2 600	503	Retenues de logement effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat	10 000
312	Produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	258 800	504	Ressources à provenir de l'application des règles relatives aux cumuls des rémunérations d'activité	65 000
313	Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires et des pénalités infligées pour infraction à la législation sur les prix.	1 105 100	505	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	450 000
314	Prélèvement progressif sur le produit des jeux dans les casinos réglés par la loi du 15 juin 1907	200 000	508	Recettes diverses des services extérieurs du Trésor	1 400
315	Prélèvements sur la pari mutuel et sur les recettes des sociétés de courses parisiennes.	2 718 000	507	Contribution de diverses administrations au fonds spécial de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat	76 850
318	Contribution aux frais de contrôle et de surveillance de l'Etat en matière d'assurances (application de l'ordonnance du 29 septembre 1945) et aux frais de fonctionnement du conseil national des assurances ..	41 000	599	Retenues diverses	Mémoire.
318	Produits des taxes sur les analyses, examens et contrôles effectués par le laboratoire national de la santé publique.....	180			
321	Taxes annuelles applicables aux spécialités pharmaceutiques	3 300			

NUMERO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs
VI. — RECETTES PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR		
601	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	75 000
604	Remboursement par la C.E.E. des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1 060 000
606	Versements du fonds européen de développement économique régional	1 000 000
607	Autres versements du budget des communautés européennes	Mémoire.
699	Recettes diverses provenant de l'extérieur ..	Mémoire.
VII. — OPÉRATIONS ENTRE ADMINISTRATIONS ET SERVICES PUBLICS		
702	Redevances et remboursements divers dus par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires....	500
703	Remboursement par la caisse nationale d'assurance maladie d'une partie des charges d'indemnisation des sociétés d'assurance contre les accidents du travail	1 733
705	Participation des collectivités parisiennes (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) aux dépenses de personnels étatisés des enseignements spéciaux	1 000
708	Reversement de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	130 000
709	Réintégration au budget général des recettes des établissements dont l'autonomie a été supprimée par le décret du 20 mars 1939...	250
710	Remboursement par certains comptes spéciaux de diverses dépenses leur incombant.	6 000
712	Remboursement de divers frais de gestion et de contrôle	5 000
799	Opérations diverses	Mémoire.
VIII. — DIVERS		
801	Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction	20 000
802	Récouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor, recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances	50 000
803	Remboursement de frais de scolarité, de pension et de trousseaux par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'Etat	8 000
804	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	5 400
805	Recettes accidentelles à différents titres....	1 200 000
806	Recettes en atténuation des frais de trésorerie	500 000
807	Primes perçues en contrepartie des garanties afférentes à des opérations de commerce extérieur	Mémoire.
899	Recettes diverses	750 000
C. — FONDS DE CONCOURS ET RECETTES ASSIMILÉES		
I. — FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES ET SPÉCIAUX		
1 100	Fonds de concours pour dépenses d'intérêt public	Mémoire.
1 200	Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques	Mémoire.
1 300	Ressources affectées à la restauration et à la conservation du domaine national de Versailles	Mémoire.
1 400	Recettes affectées à la caisse autonome de reconstruction	Mémoire.

NUMERO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs
II. — COOPÉRATION INTERNATIONALE		
1 500	Fonds de concours	Mémoire.
1 600	Versement hors quota du Fonds européen de développement régional	Mémoire.
DÉSIGNATION DES RECETTES		
D. — PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT AU PROFIT DES COLLECTIVITES LOCALES		
	1° Prélèvement sur les recettes de l'Etat, au titre de la dotation globale de fonctionnement	— 58 666 000
	2° Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	— 308 000
	3° Prélèvement sur les recettes de l'Etat, au profit du fonds de compensation pour la T.V.A., des sommes visées à l'article L. 333-6 du code de l'urbanisme	— 132 000
	4° Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	— 4 150 000
	5° Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du fonds de compensation pour la T.V.A.	— 8 078 000
E. — PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT AU PROFIT DES COMMUNAUTES ECONOMIQUES EUROPEENNES		
	Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit du budget de la C.E.E.	— 27 310 000

II. — BUDGETS ANNEXES		
NUMERO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. (En francs.)
Imprimerie nationale.		
1^{er} SECTION. — EXPLOITATION		
70-01	Impressions exécutées pour le compte des ministères et administrations publiques	1 418 000 000
70-02	Impressions exécutées pour le compte des particuliers	2 000 000
70-03	Impressions gratuites consenties en faveur d'auteurs par le ministère de l'éducation nationale	Mémoire.
70-04	Ventes du service d'édition et vente des publications officielles	17 000 000
70-05	Produits du service des microfilms	Mémoire.
72-01	Ventes de déchets	4 400 000
76-01	Produits accessoires	100 000
78-02	Prélèvements sur les ventes effectuées pour le compte des ministères	2 600 000
78-01	Travaux faits par l'imprimerie nationale pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exploitation de l'exercice	Mémoire.
79-01	Augmentations de stocks constatées en fin de gestion (virement de la section « Opérations en capital »)	Mémoire.
Pertes et profits.		
79-02	Profits exceptionnels	Mémoire.

NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. (En francs.)	NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. (En francs.)
2^e SECTION. — OPÉRATIONS EN CAPITAL			Journaux officiels.		
79-03	Dotation. — Subventions d'équipement...	Mémoire.	1^{re} SECTION. — EXPLOITATION ET PERTES ET PROFITS		
79-05	Diminution de stocks constatées en fin de gestion (virement de la section « Exploitation »).....	Mémoire.	Exploitation.		
79-06	Amortissement (virement de la section « Exploitation ») et provisions.....	21 858 150	7001	Vente de marchandises et de produits finis :	
79-07	Excédent d'exploitation affecté aux opérations en capital (virement de la section « Exploitation »).....	122 483	7001-21	Vente d'éditions au numéro	15 100 000
79-50	Cessions	Mémoire.	7001-22	Abonnements	54 031 076
<i>A déduire (recettes pour ordre) : virements de la première section.</i>			7001-23	Annonces	260 300 000
Amortissements	— 21 858 150		7001-24	Travaux	12 200 000
Excédent d'exploitation affecté à la section « Investissements ».....	— 122 483		7101	Subvention d'exploitation reçue	7 000 000
Diminutions de stocks constatées en fin de gestion.....	Mémoire.		7201	Ventes de déchets et d'emballages récupérables	Mémoire.
Légion d'honneur.			7601	Profits accessoires	Mémoire.
1^{re} SECTION. — EXPLOITATION			7801	Travaux faits par le <i>Journal officiel</i> pour lui-même et travaux et charges non imputables à l'exploitation de l'exercice.	Mémoire.
70-01	Droits de chancellerie	440 000	7901	Augmentations de stocks constatés en fin de gestion (virement de la section « Investissements »)	Mémoire.
70-02	Pensions et trousseaux des élèves des maisons d'éducation	2 073 585	Pertes et profits.		
71-01	Subvention du budget général	85 757 576	7902	Profits exceptionnels	Mémoire.
71-02	Dons et legs	Mémoire.	2^e SECTION. — OPÉRATIONS EN CAPITAL		
71-03	Fonds de concours	Mémoire.	7903	Diminution de stocks en fin de gestion (virement de la section « Exploitation »).	
75-01	Ressources affectées	Mémoire.	7904	Amortissements (virement de la section « Exploitation ») et provisions	8 015 292
76-01	Produits accessoires	406 556	7905	Excédent d'exploitation affecté aux « opérations en capital » (virement de la section « Exploitation »)	13 484 708
77-01	Produits financiers	59 410	7961	Allénations d'immobilisations	Mémoire.
78-01	Travaux faits par la Légion d'honneur pour elle-même et charges non imputables à l'exercice	Mémoire.	7962	Dotation. — Subvention d'équipement	Mémoire.
79-01	Recettes exceptionnelles	Mémoire.	<i>A déduire (recettes pour ordre) : virements de la première section.</i>		
2^e SECTION. — OPÉRATIONS EN CAPITAL			Amortissements	— 8 015 292	
79-04	Amortissements (virement de la section fonctionnement) et provisions	1 919 992	Excédent d'exploitation affecté à la section « Investissements »	— 13 484 708	
79-05	Excédent de fonctionnement affecté aux opérations en capital (virement de la section fonctionnement)	5 030 008	Diminution de stocks constatés en fin de gestion	Mémoire.	
79-61	Allénations d'immobilisations		Monnaies et médailles.		
<i>A déduire (recettes pour ordre) : virement entre sections.</i>			1^{re} SECTION. — EXPLOITATION		
Amortissements	— 1 919 992		70-01	Ventes de marchandises et produits finis :	
Excédent de fonctionnement affecté aux opérations en capital	— 5 030 008		701	Produit de la fabrication des monnaies françaises	391 057 800
Ordre de la Libération.			702	Produit de la fabrication des monnaies étrangères	42 000 000
1	Produits de legs et donations		703	Produit de la vente des médailles	124 750 000
2	Fonds de concours pour les dépenses de l'Ordre		704	Produits des fabrications annexes (poignons, etc.)	2 800 000
3	Subvention du budget général	2 964 303	72-01	Vente de déchets	80 000
4	Recettes diverses et éventuelles		74-01	Subvention d'exploitation du budget général	30 000 000
			76-01	Produits accessoires	180 000
			78-01	Travaux faits par l'entreprise pour elle-même (virement de la section « Opérations en capital »)	Mémoire.
			79-01	Augmentations de stocks constatés en fin de gestion (virement de la section « Opérations en capital »)	

NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 1983. (En francs.)	NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 1983. (En francs.)
79-02	Profits exceptionnels :			RECETTES EN CAPITAL	
792	Produits imputables à l'exploitation des gestions antérieures	Mémoire.	795-01	Participation de divers aux dépenses en capital	Mémoire.
798	Autres profits exceptionnels	Mémoire.	795-02	Allègements d'immobilisations	Mémoire.
	Affectation des résultats (virement de la section « Opérations en capital »)	Mémoire.	795-03	Diminution de stocks	Mémoire.
			795-04	Ecritures diverses de régularisation ayant leur contrepartie dans les comptes d'exploitation ou de pertes et profits	2 880 000 000
	2^e SECTION. — OPÉRATIONS EN CAPITAL		795-05	Avances de types III et IV (art. R. 64 du code des postes et télécommunications)	Mémoire.
79-03	Dotations. — Subvention d'équipement ...	Mémoire.	795-06	Produit brut des emprunts	15 844 000 000
79-05	Diminutions de stocks constatées en fin de gestion (virement de la section « Exploitation »)	Mémoire.	795-07	Dotations aux comptes d'amortissements et aux comptes de provisions	17 283 000 000
79-06	Amortissements (virement de la section « Exploitation »)	12 500 000	795-08	Excédent de l'exercice affecté aux opérations en capital (virement de la section d'exploitation)	760 740 000
79-07	Excédent d'exploitation affecté aux investissements (virement de la section « Exploitation »)	Mémoire.		Excédent de l'exercice affecté à la dotation de la caisse nationale d'épargne (virement de la section d'exploitation) ..	167 260 000
79-50	Cessions	Mémoire.		A déduire :	
	Prélèvement sur le fonds de roulement ..	Mémoire.		<i>Prestations de services entre fonctions principales</i>	-2 117 000 000
	A déduire (recettes pour ordre) : virements entre sections.			Virements entre sections :	
	Amortissements	- 12 500 000		<i>Travaux faits par l'administration pour elle-même</i>	-2 230 000 000
	Excédent d'exploitation affecté aux opérations en capital	Mémoire.		<i>Ecritures diverses de régularisation ayant leur contrepartie dans les comptes d'exploitation ou de pertes et profits</i>	-2 880 000 000
	Affectation des résultats	Mémoire.		<i>Dotations aux comptes d'amortissements et aux comptes de provisions</i>	-17 283 000 000
	Diminutions de stocks constatées en fin de gestion	Mémoire.		<i>Excédent de l'exercice affecté aux opérations en capital</i>	- 760 740 000
				<i>Excédent de l'exercice affecté à la dotation de la caisse nationale d'épargne</i>	- 187 260 000
	Postes et télécommunications.			Prestations sociales agricoles.	
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT		1	Cotisations cadastrales (art. 1062 du code rural)	1 521 590 000
	Recettes d'exploitation proprement dites.		2	Cotisations individuelles (art. 1123-1 ^a et 1003-8 du code rural)	785 150 000
70-01	Produits d'exploitation de la poste	32 685 187 000	3	Cotisations cadastrales (art. 1123-1 ^b et 1003-8 du code rural)	1 562 640 000
70-02	Produits d'exploitation des télécommunications	81 966 000 000	4	Cotisations individuelles (art. 1106-6 du code rural)	5 482 030 000
	Autres recettes.		5	Cotisations finançant les allocations de remplacement	31 500 000
71-01	Subventions de fonctionnement reçues du budget général	1 236 000 000	6	Cotisations d'assurance personnelle (titre 1 ^{er} de la loi 78-2 du 2 janvier 1978) ..	20 000 000
71-02	Dons et legs	80	7	Cotisations de solidarité (art. 15 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980)	25 000 000
76-01	Produits accessoires	1 001 490 134	8	Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti	386 000 000
77-01	Intérêts divers	6 377 100 000	9	Cotisations acquittées dans les départements d'outre-mer (art. 1106-20, 1142-10 et 1142-20 du code rural)	37 090 000
77-02	Produits des placements de la caisse nationale d'épargne	23 506 500 000	10	Taxe sur les céréales	798 600 000
77-03	Droits perçus pour avances sur pensions ..	2 000 000	11	Taxe sur les graines oléagineuses	77 200 000
78-01	Travaux faits par l'administration pour elle-même	2 230 000 000	12	Taxe sur les farines	293 900 000
79-01	Prestations de services entre fonctions principales	2 117 000 000	13	Taxe sur les betteraves	210 800 000
79-02	Augmentation des stocks se rapportant au compte d'exploitation	Mémoire.	14	Taxe sur les tabacs	163 500 000
79-03	Ecritures diverses de régularisation relatives au compte d'exploitation	Mémoire.	15	Taxe sur les produits forestiers	144 400 000
79-04	Recettes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs (compte de pertes et profits) ..	291 000 000	16	Taxe sur les corps gras alimentaires	375 800 000
79-05	Ecritures diverses de régularisation relatives au compte de pertes et profits	Mémoire.	17	Prélèvement sur le droit de consommation sur les alcools	101 500 000
			18	Cotisation incluse dans la taxe sur la valeur ajoutée	12 561 000 000
			19	Cotisations assises sur les polices d'assurance automobile	202 400 000
			20	Versement du fonds national de solidarité ..	7 844 100 000
			21	Versements à intervenir au titre de la compensation des charges entre les régimes de base de sécurité sociale obligatoires	14 605 960 000
			22	Contribution de la caisse nationale des allocations familiales au financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles	2 771 000 000
			23	Contribution de l'Etat au financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles	2 044 000 000
			24	Subvention du budget général	5 211 000 000
			25	Recettes diverses	

NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES .	ÉVALUATIONS pour 1983. (En francs.)	NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 1983. (En francs.)
	Essences.			2^e SECTION	
	1^{re} SECTION. — RECETTES D'EXPLOITATION PROPREMENT DITES		79-80	Prélèvement sur le fonds de réserve pour couvrir les dépenses d'études et de recherche	9 950 000
70-01	Produits d'exploitation du service des essences des armées.....	4 980 886 000		3^e SECTION. — TITRE I^{er}	
	AUTRES RECETTES		79-90	Prélèvement sur le fonds d'amortissement pour couvrir les dépenses de gros entre- tien des installations industrielles.....	44 871 000
71-01	Subventions d'exploitation reçues du bud- get général.....	8 105 000	79-91	Prélèvement sur le fonds de réserve pour couvrir les dépenses d'infrastructure et d'équipement des installations indus- trielles	19 565 000
76-01	Produits accessoires: créances nées au cours de la gestion.....	26 000 000		TITRE II	
76-02	Produits accessoires: créances nées au cours de gestions antérieures.....	Mémoire.	79-92	Contribution du budget général pour cou- vrir les dépenses d'infrastructure et d'équipement des installations extra- industrielles	14 467 000
79-01	Prélèvement sur le fonds de réserve pour couvrir les déficits éventuels d'exploit- ation	Mémoire.			
79-02	Avances du Trésor pour couvrir les défi- cits éventuels d'exploitation.....	Mémoire.			
79-03	Avances du Trésor à court terme (art. 7 de la loi de finances du 30 mars 1912)..	Mémoire.			

III. — COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES COMPTES	ÉVALUATION DES RECETTES POUR 1983		
		Opérations à caractère définitif.	Opérations à caractère temporaire. (En francs.)	Total.
	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.			
1	Produit de la redevance sur les consommations d'eau.....	250 500 000	»	250 500 000
2	Annuités de remboursement des prêts.....	»	3 165 510	3 165 510
3	Prélèvement sur le produit du pari mutuel.....	360 000 000	»	360 000 000
4	Recettes diverses ou accidentelles.....	Mémoire.	»	Mémoire.
	Fonds forestier national.			
1	Produit de la taxe forestière.....	443 000 000	»	443 000 000
2 et 3	Remboursement des prêts pour reboisement.....	»	32 000 000	32 000 000
4 et 5	Remboursement des prêts pour équipement et protection de la forêt	»	48 000 000	48 000 000
6	Remboursement des prêts pour éviter le démembrement et les coupes abusives.....	»	1 500 000	1 500 000
7	Recettes diverses ou accidentelles.....	500 000	»	500 000
8	Produit de la taxe papetière.....	Mémoire.	»	Mémoire.
	Financement de diverses dépenses d'intérêt militaire.			
1	Versement du budget général.....	200 000	»	200 000
2	Versement de la contribution des nations signataires du pacte Atlantique	154 000 000	»	154 000 000
3	Recettes diverses ou accidentelles.....	40 000 000	»	40 000 000
	Compte d'emploi des jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat.			
1	Montant des jetons de présence, tantièmes et des sommes encais- sées à titre de rétribution pour frais de contrôle.....	3 500 000	»	3 500 000
2	Recettes diverses ou accidentelles.....	»	»	»

NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES COMPTES	ÉVALUATION DES RECETTES POUR 1983		
		Opérations à caractère définitif.	Opérations à caractère temporaire. (En francs.)	Total.
<i>Modernisation du réseau des débits de tabacs.</i>				
1	Prélèvement sur les redevances.....	»	»	»
2	Amortissement des prêts.....	»	14 000 000	14 000 000
3	Reversements exceptionnels:			
	Sur subventions.....	1 000 000	»	1 000 000
	Sur prêts.....	»	2 600 000	2 600 000
4	Redevances spéciales versées par les débiteurs.....	8 000 000	»	8 000 000
5	Recettes diverses ou accidentelles.....	200 000	»	200 000
<i>Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés.</i>				
1	Produit des redevances.....	354 000 000	»	354 000 000
2	Participation des budgets locaux.....	Mémoire.	»	Mémoire.
3	Remboursements de prêts.....	»	Mémoire.	Mémoire.
4	Recettes diverses ou accidentelles.....	62 000 000	»	62 000 000
<i>Compte des certificats pétroliers.</i>				
1	Produit de la vente des certificats.....	Mémoire.	»	Mémoire.
2	Remboursement des prêts.....	»	Mémoire.	Mémoire.
3	Recettes diverses ou accidentelles.....	Mémoire.	»	Mémoire.
4	Prélèvement sur les excédents de recettes des années antérieures.....	Mémoire.	»	Mémoire.
<i>Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités.</i>				
	Evaluation des recettes.....	Mémoire.	»	Mémoire.
<i>Soutien financier de l'industrie cinématographique.</i>				
1	Produit de la taxe additionnelle au prix des places dans les salles de spectacle cinématographique.....	480 000 000	»	480 000 000
2	Remboursement des prêts.....	»	»	»
3	Remboursement des avances sur recettes.....	»	3 000 000	3 000 000
4	Prélèvement spécial sur les bénéfices résultant de la production, de la distribution ou de la représentation de films pornographiques ou d'incitation à la violence.....	1 000 000	»	1 000 000
5	Taxe spéciale sur les films pornographiques ou d'incitation à la violence produits par des entreprises établies hors de France....	»	»	»
6	Contributions des sociétés de programme.....	45 000 000	»	45 000 000
7	Contribution du budget de l'Etat au soutien sélectif à la production.	69 000 000	»	69 000 000
8	Recettes diverses ou accidentelles.....	»	»	»
<i>Compte d'emploi des taxes parafiscales affectées au financement des organismes du service public de la radiodiffusion, sonore et de la télévision.</i>				
1	Produit de la redevance.....	6 287 685 000	»	6 287 685 000
2	Produit de la taxe sur les appareils de reproduction.....	181 070 000	»	181 070 000
3	Remboursements de l'Etat.....	»	»	»
4	Recettes diverses ou accidentelles.....	434 920 000	»	434 920 000
<i>Fonds national du livre.</i>				
1	Produit de la redevance sur l'édition des ouvrages de librairie....	15 000 000	»	15 000 000
2	Produit de la redevance sur l'emploi de la reprographie.....	59 000 000	»	59 000 000
3	Recettes diverses ou accidentelles.....	»	»	»
<i>Fonds national pour le développement du sport.</i>				
<i>A. — Sport de haut niveau.</i>				
1	Produit de la taxe spéciale venant en complément du prix des bil- lets d'entrée dans les manifestations sportives.....	33 000 000	»	33 000 000
2	Remboursement des avances consenties aux associations sportives.	Mémoire.	»	Mémoire.
	Recettes diverses ou accidentelles.....	Mémoire.	»	Mémoire.

NUMERO de la ligne.	DESIGNATION DES COMPTES	EVALUATION DES RECETTES POUR 1983		
		Opérations à caractère définitif.	Opérations à caractère temporaire. (En francs.)	Total.
B. — Sport de masse.				
4	Produit du prélèvement sur les sommes mises au loto national....	173 000 000	•	173 000 000
5	Partie du produit du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes.....	80 000 000	•	80 000 000
6	Excédent du produit de la taxe spéciale sur les débits de boissons, sur les dépenses d'indemnisation.....	7 000 000	•	7 000 000
7	Recettes diverses ou accidentelles.....	Mémoire.	•	Mémoire.
	<i>Fonds pour la participation des pays en développement aux ressources des grands fonds marins.</i>			
	Evaluation des recettes.....	Mémoire.	•	Mémoire.

IV. — COMPTES DE PRETS

DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. (En francs.)
Prêts aux organismes d'habitation à loyer modéré.....	686 000 000
Prêts du fonds de développement économique et social.....	1 775 000 000
Prêts du Trésor à des Etats étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement.....	440 000 000
Prêts destinés à faciliter le relogement des rapatriés.....	15 000 000
Avances du Trésor consolidées par transformation en prêts du Trésor	20 000 000

V. — COMPTES D'AVANCES DU TRESOR

DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATION des recettes pour 1983. (En francs.)	DESIGNATION DES RECETTES	EVALUATION des recettes pour 1983. (En francs.)
<i>Avances aux collectivités locales et aux établissements publics locaux.</i>		<i>Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics.</i>	
Collectivités et établissements publics (art. 70 de la loi du 31 mars 1932).....	65 000 000	1. Avances aux budgets annexes.....	•
Départements et communes (art. 14 de la loi du 23 décembre 1946).....	4 000 000	2. Avances aux établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat: Services chargés de la recherche d'opérations illicites	Mémoire.
Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes.....	109 100 000 000	Autres organismes.....	Mémoire.
<i>Avances aux territoires, établissements et Etats d'outre-mer.</i>		3. Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte: Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien..	Mémoire.
A. — Avances aux territoires et établissements d'outre-mer:		4. Avances à divers organismes de caractère social.	•
1. Article 70 de la loi du 31 mars 1932.....	•	<i>Avances à des particuliers et associations.</i>	
2. Article 14 de la loi du 23 décembre 1946.....	Mémoire.	Avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport.....	51 000 000
3. Article 34 de la loi du 31 décembre 1953 (avances spéciales sur recettes budgétaires).	250 000 000	Avances aux agents de l'Etat pour l'amélioration de l'habitat	28 000 000
4. Avances au territoire de la Nouvelle-Calédonie	Mémoire.	Avances aux associations participant à des tâches d'intérêt général.....	•
B. — Avances aux Etats liés à la France par une convention de trésorerie:		Avances aux agents de l'Etat à l'étranger pour la prise en location d'un logement.	3 000 000
5. Article 70 de la loi du 31 mars 1932.....	11 400 000		
6. Article 34 de la loi du 31 décembre 1953 (avances spéciales sur recettes budgétaires).	•		

La parole est à M. Gilbert Gantier, inscrit sur l'article 27.

M. Gilbert Gantier. L'article 27, qui est l'article d'équilibre, est un article essentiel puisque c'est lui qui doit traduire tout à la fois le principe de l'universalité, qui est la règle démocratique en matière de budget et le principe de l'annualité, sans lequel le pouvoir de l'Etat de lever les impôts ne peut être renouvelé.

J'ai déjà dit ce matin à quel point — je le rappelle ici brièvement à M. le ministre une fois encore car je me suis largement expliqué sur ce point — combien le principe de l'annualité a été, d'année en année, battu en brèche par l'indexation de taxes dans des articles relatifs à l'impôt sur le revenu.

Je rappellerai également qu'en matière d'annualité vous avez, mes chers collègues de la majorité, en votant l'article 1^{er}, reconduit certains impôts « dans le brouillard », puisque le Gouvernement s'est refusé à donner les informations que nous lui demandions sur divers organismes.

Il y a là une première atteinte portée au principe de l'annualité budgétaire. Vous avez voté, mes chers collègues, sans avoir obtenu les explications et les justifications nécessaires dans une démocratie !

Bien plus graves sont les atteintes portées par le Gouvernement au principe sacré de l'universalité budgétaire. Sans universalité, il n'est pas de budget démocratique.

Faute de temps, je ne reviendrai pas sur la « débudgétisation » que j'ai dénoncée. En budgétisant environ 15 milliards de francs, vous avez déjà faussé tout le budget, monsieur le ministre.

Pour ce qui est des recettes, vous avez procédé à des prélèvements dont le montant peut être évalué à 12 milliards de francs environ. Mon groupe a d'ailleurs déposé deux amendements, n° 213 et n° 214, qui ont pour objet de réintroduire les sommes en cause dans ce budget.

D'une manière générale, les prélèvements sur recettes sont évidemment condamnés par les meilleurs auteurs dont l'un écrit, il y a deux ans :

« Depuis plusieurs années les recettes de l'Etat font l'objet de prélèvements opérés au profit des collectivités locales et des communautés européennes... L'article 18 de la loi organique devra donc être complété pour interdire désormais une telle pratique. Les prélèvements seront remplacés par l'ouverture des crédits dans les fascicules budgétaires intéressés, renforçant ainsi la sincérité et la régularité de la présentation de la loi de finances. »

Comment s'exprimer plus clairement que ne le faisait naguère M. Fabius, que je viens de citer ! Il m'a d'ailleurs fait l'amitié, dans sa proposition de loi organique, de mentionner mon nom à la page 9, en faisant référence à d'autres propositions de lois organiques, notamment à celle de M. Gilbert Gantier et de M. Marette. Je l'en remercie, un peu tard mais néanmoins avec sincérité.

L'article d'équilibre fixe les dépenses de l'Etat qui feront l'objet de fascicules budgétaires. Or, monsieur le ministre du budget, votre document n'est pas crédible.

Au printemps dernier, vous avez déjà porté une première atteinte grave au budget, en finançant le contrat de gaz algérien par l'annulation de plus de 2 milliards de crédits votés pour 1982. Et vous avez, je ne dirai pas récidivé, mais fait beaucoup plus grave en annulant par un arrêté du 18 octobre dernier près de 20 milliards de francs d'autorisations de programme et plus de 5 milliards et demi de crédits de paiement, ce qui renforce les suspicions que l'on pouvait nourrir à propos de la sincérité de votre budget.

L'ampleur de l'amputation opérée par voie réglementaire apparaît clairement si l'on compare son montant avec celui des dotations votées. L'annulation à laquelle vous avez procédé, monsieur le ministre, représente 9 p. 100 des autorisations de programmes civiles et 23,8 p. 100 des autorisations de programme militaires.

Dans ces conditions, que reste-t-il des priorités proclamées, il y a un an, à l'automne 1981, en faveur du renforcement de notre appareil productif, et du maintien de notre effort de défense ?

M. le président. Je vous prie de conclure, mon cher collègue.

M. Gilbert Gantier. Accordez-moi une minute de grâce, monsieur le président, ce point est fondamental.

M. le président. Vous avez déjà épuisé votre temps de parole.

M. Gilbert Gantier. Je vais conclure, monsieur le président.

Vous allez sans doute me répondre, monsieur le ministre, que l'opération d'annulation est juridiquement correcte ? En tout état de cause, le précédent est bien inquiétant pour l'exécution du budget de 1983 qui est affectée d'un lourd coefficient d'incertitude puisque vous avez annoncé, sans autre précision, que 20 milliards de francs, soit environ 15 p. 100 des crédits de paiement, seraient soumis en 1983 à la « régulation budgétaire ».

Prenez garde : à trop cultiver les effets d'annonces démenties par les faits les gouvernements perdent vite de leur crédibilité ! Parce que vous êtes un habile débatteur, vous allez peut-être taxer l'opposition d'inconséquence sur la question des dépenses publiques, et lui contester le droit de s'élever contre les annulations de crédits alors même qu'elle critiquait hier le laxisme de votre politique budgétaire : mais cet effet de tribune ne trompera personne, car il ne s'agit pas de la même chose ! Vous avez gonflé démesurément les dépenses ordinaires, et c'est ce que nous vous reprochions hier. Pour éviter le dérapage budgétaire, maintenant c'est dans les dépenses en capital que vous opérez et que vous opérerez à coup sûr des coupes claires.

Pour prendre un exemple, le projet de budget des universités, dont je suis le rapporteur spécial, me donne les plus grandes inquiétudes à ce sujet.

Faute de temps, je ne citerai pas d'autres passages du document immortel que vous avez signé il y a deux ans, mais il faudrait s'y référer, me semble-t-il, pour diriger la politique budgétaire du Gouvernement auquel vous appartenez !

M. le président. La parole est à M. Marette.

M. Jacques Marette. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je m'étais inscrit sur l'article 27 pour dénoncer les articles de la présentation de ce projet de budget. Mais les amendements déposés par nos collègues du groupe de l'Union pour la démocratie française nous permettront d'engager un débat au fond sur ce problème au sujet duquel tout a d'ailleurs déjà été dit.

Compte tenu du fait que ni M. Inchauspé, ni M. Serge Charles, ni M. de Précaumont ne parleront sur cet article 27, je ferai de mon intervention une sorte de *package deal*, la consacrant en particulier à une explication de vote du groupe du rassemblement pour la République sur l'article 27, tout au moins si M. le président m'y autorise.

M. le président. Je vous en prie, monsieur Marette.

M. Jacques Marette. Ensuite, vous ne m'entendez plus, tout au moins sur la première partie du projet de loi de finances pour 1983. (*Sourires.*)

Que dire de cette discussion budgétaire, au terme de trois jours et deux nuits de débat, sinon qu'elle fut technique, courtoise, peu féconde et un peu frustrante ? Sans vouloir établir ici une « loi de Marette », comme il existe...

M. Jacques Toobon. Une loi de Mariotte ! (*Sourires.*)

M. Jacques Marette. ... une loi de Parkinson, je dois formuler une observation

La loquacité du ministre chargé du budget a été inversement proportionnelle au nombre des commissaires assis derrière lui, sur les bancs réservés au Gouvernement, multiplié par celui des hauts fonctionnaires soigneurs installés dans les salles voisines ou dans la tribune qui est en face de moi. (*Rires.*)

Au demeurant, le nombre des soigneurs ayant diminué ce matin, par comparaison avec la nuit dernière, M. le ministre chargé du budget s'est aussi révélé bien plus loquace ! Le phénomène est vraiment curieux. Comme le dirait Pierre Richard, dont je paraphrase le titre d'un film, le ministre avait des notes sur tout et ne disait presque rien, alors que les membres de l'opposition qui n'avaient de notes sur rien parlaient sur presque tout ! (*Applaudissements et rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.*)

M. Joseph Pinard. C'est l'inflation verbale !

M. Hervé Vouillot. Vous aviez bien des notes, monsieur Marette !

M. Jean-Paul Planchou. Bien sûr, on vous en a préparé ! (*Protestations sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'Union pour la démocratie française.*)

M. Jacques Marette. Mes notes, je les écris toutes, mes chers collègues !

M. Jean-Paul Planchou. Pas toutes.

M. Jacques Marette. Je vous en prie, je travaille seul, comme un sanglier solitaire ! (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. Edmond Alphandéry. Vos allusions sont hors de propos, monsieur Planchou !

M. Jean-Paul Planchou. Vous vous souvenez des notes de M. Milion ?

M. le président. Je vous en prie, messieurs !

M. Jacques Marette. Monsieur le président, j'écoute volontiers, et je me laisse également interrompre volontiers.

Si M. Planchou a des choses à dire...

M. le président. Non, monsieur Marette, vous avez seul la parole ! Poursuivez votre propos.

M. Jacques Marette. Le rythme du débat s'est ressenti de la plus ou moins grande loquacité de M. le ministre chargé du budget.

Si les répétitions des orateurs de l'opposition sont de nature à agacer les membres de la majorité et le représentant du Gouvernement...

M. Edmond Alphandéry. Oh oui !

M. Jacques Marette. ...que ceux-ci soient conscients que le laconisme extrême du ministre a été parfois irritant pour l'opposition !

A la charnière de ces deux mondes étranges, M. le rapporteur général, véritable saint-bernard du parti socialiste...

M. Hervé Vuillot. Il est de Saint-Dié ! (*Sourires sur les bancs des socialistes.*)

M. Jacques Marette. ...de la majorité parlementaire et du Gouvernement (*Rires.*) s'est efforcé d'apporter une réponse à chacun...

M. Gilbert Gantier. Dans des conditions parfois difficiles !

M. Jacques Marette. ...dans des conditions toujours difficiles. (*Sourires.*) Il n'a presque jamais perdu son sang-froid et il y a un grand mérite.

Certes, je ne partage pas ses convictions politiques, mais s'il m'est arrivé de le peiner, voire de le blesser, j'en suis navré, car c'est un homme de conviction et d'une grande honnêteté intellectuelle. Qu'il trouve ici l'hommage de l'opposition.

Que retenir de ces trente à trente-cinq heures de débat ? D'abord la modestie des modifications apportées au projet original. A cet égard, et sans vouloir me livrer à une agression particulière, j'observerai que nos collègues communistes sont certainement les « frustrés » de l'affaire — je ne dirai pas les « cocus magnifiques » ! (*Sourires.*)

M. Robert-André Vivien. Oh non ! Ils n'ont rien de magnifique !

M. Jacques Marette. Tous les amendements de nos collègues communistes ont toujours été écoutés « avec beaucoup d'attention » par M. le rapporteur général et par M. le ministre du budget. Ceux-ci ont toujours « parfaitement compris les préoccupations qui les animaient » : malheureusement, ils ne pouvaient que rarement — c'est-à-dire presque jamais ! — leur donner satisfaction.

Nos collègues, sollicités pour retirer leurs amendements, l'ont fait, avec une plus ou moins grande satisfaction, et de plus ou moins bonne grâce. J'ai même vu M. Fabius décerner à M. Frelaut un brevet, qui peut paraître étonnant, de « conservateur vigilant de l'avenir du progrès fiscal ». M. Alain Bonnet avait reçu, il est vrai, le titre de « défenseur émérite des assurances et des producteurs de tabac réunis ». (*Sourires.*)

Finalement, quels sont les amendements importants retenus par l'Assemblée nationale ? L'amendement de M. le président de la commission qui, sortant de sa réserve et de son silence acrobate, s'en est allé chasser « l'évadé fiscal » jusque dans les paradis les plus lointains.

Je n'attribuerai pas la même valeur essentielle à l'amendement qui tend à instituer une égalité entre les sexes en matière de déclarations fiscales.

Je ne considère pas comme fondamentale l'égalité fiscale de la femme car, pour avoir rédigé des déclarations de revenus pendant trente-cinq ans et assisté à des débats fiscaux pendant près de vingt-trois ans, je n'ai pas l'impression qu'un grand nombre de femmes souhaitaient vraiment assimiler la législation fiscale de notre pays dans son ensemble. Mais enfin, l'égalité doit régner dans tous les domaines, y compris les plus pénibles, si j'ose dire. (*Protestations sur divers bancs des socialistes.*)

S'agissant des frais de la garde des enfants, je ne reviendrai ni sur l'épisode burlesque auquel la proposition a donné lieu, ni sur l'incongruité du gage envisagé : nous avons sauvé le lapin et le mouton français, c'est l'essentiel (*Rires sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*) Mais les services chargés de l'application de la législation fiscale vont passer de mauvaises soirées à tenter de distinguer les agneaux afghans des moutons des régions françaises !

Enfin, pour mettre un terme à des comparaisons qui ne sont pas raison, j'observerai que la décote sur les petits revenus, dont on a fait si grand cas lors de l'examen de l'article 2 du projet de loi de finances, ne représente pour le fisc qu'une perte de 180 millions de francs, tandis que la surimposition des revenus élevés lui rapporte 2 milliards 500 millions de francs. Aucune comparaison n'est possible entre ces deux chiffres.

M. Jacques Toubon. Bien entendu.

M. Jacques Marette. La tonte est d'ailleurs générale puisque près de 4 milliards de francs ont été trouvés entre l'article 10 et l'article 11.

M. Joseph Pinard. Il n'y a plus de châteaux en Espagne.

M. Jacques Marette. Pour conclure, car notre président, je le sens, trouve mes observations un peu « longuettes », je dirai que ce budget est en fait un budget d'apparence.

Il a d'ailleurs été élaboré dans l'atmosphère un peu irréelle du grand tournant à 180° de la politique économique du Gouvernement à partir du mois de juin dernier. Surtout, cette année, le budget n'est plus le levier privilégié de la politique économique générale du Gouvernement.

La plupart de ses actes essentiels vous échappent désormais, monsieur le ministre : le rééquilibrage de la sécurité sociale est l'œuvre de M. Bérégovoy ; la défense de la monnaie est le travail de M. Delors, des gouverneurs de la Banque de France et de bien d'autres responsables. Le budget, lui, se contente d'être aussi neutre que possible.

Vous avez déclaré qu'il s'agissait d'un budget d'avenir ? C'est surtout un budget d'apurement, dans la mesure du possible, des débordements du passé ! Vous avez essayé que ne déborde pas, comme cela s'est produit l'année dernière, la dépense publique, je vous en donne acte. Néanmoins, le déficit s'accroît de 25 p. 100. Pour finir, je réutiliserai une citation de M. Planchou, car je l'ai trouvée excellente et je m'y référerai longtemps : « Ça a le goût d'un bon budget, ça a l'odeur d'un bon budget, mais ce n'est pas un bon budget ! »

C'est la raison pour laquelle, monsieur le ministre, le groupe du rassemblement pour la République, vous n'en serez pas étonné, ne votera pas l'article d'équilibre. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

(*M. Guy Ducloné remplace M. Alain Vivien au fauteuil présidentiel.*)

PRESIDENCE DE M. GUY DUCOLONE,

vice-président.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le ministre, cet article d'équilibre m'offre l'occasion de revenir sur des observations que je vous ai présentées lors de l'examen de l'article 9 quant à l'avenir de la presse.

Selon le compte rendu analytique que je viens de relire très attentivement, vous m'avez confirmé votre désir, qui est aussi celui du Premier ministre et de M. Fillioud, de réunir la grande « table ronde », réclamée depuis longtemps par les professionnels, autour de laquelle viendront s'asseoir les représentants de la presse qu'elle soit quotidienne, régionale ou spécialisée. C'est une satisfaction, et ce n'est plus qu'une question de calendrier maintenant.

M. le ministre chargé du budget. Je n'ai pas répondu cela !

M. Robert-André Vivien. Je traduis peut-être votre pensée, mais j'ai le compte rendu analytique sous les yeux.

M. le ministre chargé du budget. J'ai bien dit ce qui figure à l'analytique.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le ministre, j'avais cru comprendre qu'il entraînait dans vos intentions, et dans celles du Gouvernement, de réunir des représentants du Gouvernement et des professionnels de la presse pour étudier plus complètement l'ensemble des avantages accordés à la presse.

C'était un crédit que je vous consentais. Si vous revenez sur vos propos, tant pis pour vous ! A mon avis, la presse est au-dessus des partis.

Dans votre « non-réponse », monsieur le ministre, un élément me préoccupe davantage. Je vous ai signalé que le rapporteur spécial du budget de la communication, un député socialiste, avait fait voter contre l'avis de l'opposition, par la majorité de la commission des finances une recommandation dans laquelle il demande la suppression de l'article 39 bis du code général des impôts, un article que nous reconduisons depuis trente-sept ans bientôt. A l'origine, il avait été adopté pour aider la presse issue de la Résistance à faire face à ses difficultés d'investissement. La décision me paraît très grave.

Est-ce une menace ? La discipline du parti étant totale dans votre groupe — ce n'est pas une critique, mais un constat — le rapporteur a traduit probablement la volonté du parti socialiste de supprimer l'article 39 bis du code général des impôts. Et une fois de plus, vos fidèles alliés, les communistes, ont voté avec les socialistes !

Monsieur le ministre, le problème est très grave. Après les ponctions qui vont être effectuées sur le budget consacré à la publicité à cause de l'introduction sur FR3 de la publicité télévisée, et après la remise en cause des tarifs préférentiels pour le service de la presse par le ministère des P.T.T., si l'article 39 bis du code général des impôts venait jamais à être supprimé — son utilisation mérite d'ailleurs d'être examinée de près — c'est une fois de plus la presse qui serait en péril, vous ne l'ignorez pas !

Finalement, je me demande si la démarche est purement gratuite ou si on ne laisse pas volontairement peser cette menace sur la presse pour rendre celle-ci plus complaisante ! (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. Jacques Toubon. C'est très bien vu.

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Pour écourter les débats, je renonce à la parole, monsieur le président.

M. le président. L'article 27 est réservé jusqu'au vote sur l'état A.

MM. François d'Aubert, Alphanéry, et les membres du groupe Union pour la démocratie française, ont présenté un amendement n° 212 ainsi rédigé :

« I. — 1. Dans la première ligne (1°) du D du paragraphe I de l'état A, substituer au chiffre : « 58 666 000 », le chiffre : « 56 560 000 ».

« 2. En conséquence, majorer de 2 106 000 le total de la partie D et le total général de l'état A.

« III. — En conséquence, dans le tableau figurant à l'article 27, majorer de 2 106 millions de francs les ressources brutes et le plafond des dépenses brutes ordinaires civiles du budget général. »

La parole est à M. Alphanéry.

M. Edmond Alphanéry. Monsieur le président, afin de gagner du temps, que nous utiliserons ensuite pour expliquer le vote de l'union pour la démocratie française, comme l'a fait M. Marette au nom du groupe du rassemblement pour la République, sur cette première partie du projet de loi de finances, j'exposerai très brièvement l'idée qui a inspiré les amendements n° 212, 213, 214 et 211 que nous pourrions examiner ensemble.

Ces quatre amendements ont tout simplement pour objet de tenter de rétablir pour le projet de budget pour 1983 une structure comparable à celle retenue dans le budget de 1982. L'amendement n° 212 concerne les concours versés par l'Etat aux communes au titre du logement des instituteurs ; l'amendement n° 213 porte sur le financement par l'Etat du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle ; l'amende-

ment n° 214 est relatif au fonds de compensation de la T.V.A. payée par les collectivités locales ; enfin l'amendement n° 211, traite de la taxe sur les salaires due par l'Etat. Ils tendent tous à rétablir exactement la présentation de l'année dernière.

Je tiens tout de suite à souligner, monsieur le ministre, que nos propositions ne signifient nullement que nous voulons critiquer la présentation que vous avez choisie. Je ne suis d'ailleurs pas suffisamment au fait de toutes les subtilités de l'élaboration du budget pour contester le fait que vous avez décidé, plutôt que d'affecter une dépense, de diminuer les recettes d'une somme équivalente. Tout cela relève d'une cuisine budgétaire parfaitement compréhensible. Ainsi que vous l'avez souligné, des opérations semblables ont été réalisées dans le passé et nous ne critiquons absolument pas le changement de présentation.

Nous avons simplement déposé ces amendements afin de faire remarquer à l'opinion publique que, pour comparer les chiffres de 1983 à ceux de 1982 — pour connaître en particulier la progression réelle des dépenses publiques — il convient de les placer dans des structures budgétaires identiques. Cela est capital.

Ainsi, monsieur le ministre, vous avez annoncé dans la presse que les dépenses publiques progressaient de 11,8 p. 100 dans le budget de 1983 par rapport à celui de 1982. Or j'ai le regret de vous dire que cela est totalement inexact : l'augmentation des dépenses publiques en 1983 par rapport à 1982 sera en fait de 14,7 p. 100.

M. le ministre chargé du budget. C'est faux !

M. Edmond Alphanéry. Tel est le chiffre exact, à structure budgétaire inchangée. On ne peut en effet comparer le budget 1983 à celui de 1982 qu'en raisonnant sur une même structure budgétaire.

En d'autres termes, je le répète, nous ne condamnons nullement les modifications que vous apportez dans la présentation du projet de budget ; mais il eût été honnête de dire aux Français que les dépenses publiques progresseront, en fait, de 14,7 p. 100, ce qui modifie du tout au tout, chacun en est bien conscient, la réalité de la progression de la dépense publique.

Tel est le sens de ces quatre amendements, et je reviendrai, au cours de l'explication de vote que je ferai sur cet article d'équilibre, sur l'ensemble des autres — je ne dirai pas « manipulations », car le terme est trop fort — « arrangements » effectués à l'occasion de l'établissement de l'équilibre général du budget.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Je ne veux pas rouvrir le débat de fond sur cette question. Je me suis déjà exprimé au nom de la commission lors de mon intervention générale et M. le ministre chargé du budget a lui-même déjà répondu pour le Gouvernement aux critiques relatives à la présentation du budget. Or ces quatre amendements procèdent du même état d'esprit, M. Alphanéry vient de le souligner.

Compte tenu de l'évolution économique que nous connaissons depuis des années et des années, il n'est pas possible de toujours présenter le projet de budget dans les mêmes termes que l'année précédente. Cela est vrai aujourd'hui ; cela a été vrai sous le précédent septennat ; cela sera toujours vrai. L'évolution économique, l'évolution de la nature des interventions de l'Etat, l'évolution de la responsabilité économique de l'Etat, l'évolution de la crise font que la présentation du budget doit évoluer elle aussi.

M. Gilbert Gantier. Vous le reconnaissez !

M. Christian Pierret, rapporteur général. Après cette brève réponse à M. Alphanéry, je tiens à remercier M. Marette pour les propos qu'il a bien voulu tenir à l'égard de tous les collègues de la commission des finances.

Vous savez que la tâche du rapporteur général n'est pas toujours facile. Certains estiment en effet que le rapporteur général doit servir à faire admettre systématiquement les vues du Gouvernement, alors que d'autres pensent qu'il a une fonction essentiellement critique, voire d'opposition à l'intérieur de la majorité ; c'est la thèse que soutient un de nos collègues. J'essaie de me tenir à l'écart de ces deux excès et d'accomplir ma tâche de préparation et de présentation du budget efficacement afin de permettre à la commission des finances de fournir un travail de qualité.

Je crois que le principal acquis de cette semaine de débats est la très grande qualité de l'œuvre accomplie grâce, en particulier, à l'attention portée aux problèmes économiques et bud-

gétaires de la part de tous les membres de la commission des finances, à quelque sensibilité politique qu'ils se rattachent.

Il convient également de souligner l'esprit de tolérance qui a régné tout au long de la discussion. En effet, il n'y a eu au cours de cette semaine, ni d'un côté, ni de l'autre, d'agressions ou de propos qui auraient dépassé la pensée de leurs auteurs, car chacun s'est employé à éviter les accrochages. Tous les participants aux débats — et M. le ministre chargé du budget le premier — ont fait en sorte de donner aux travaux de l'Assemblée nationale une image de quiétude dans la réflexion, de conviction dans l'expression et, surtout, de tolérance et de respect de l'autre. Cela me paraît essentiel.

Je tenais, à travers cette brève réponse à M. Marette, à souligner combien cela m'a facilité la tâche et dire combien tous nos collègues de la commission des finances, quel que soit leur groupe, ont une haute conception des responsabilités qui sont les nôtres lorsque nous parlons du budget de l'Etat, c'est-à-dire lorsque, en discutant un texte austère et difficile, nous parlons de l'avenir de la France à travers sa politique économique. (Applaudissements sur tous les bancs.)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre chargé du budget. Je me suis déjà expliqué sur ce sujet, ainsi que M. le rapporteur général. Je demande le rejet de ces quatre amendements.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 212. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. François d'Aubert, Alphanéry et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 213 ainsi rédigé :

« 1. Dans le D du paragraphe I de l'état A, supprimer la ligne :

« 4° Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle — 4 150 000 ».

« 2. En conséquence, majorer de 4 150 000 le total de la partie D et le total général de l'état A.

« II. En conséquence, dans le tableau figurant à l'article 27, majorer de 4 150 millions de francs les ressources brutes et le plafond des dépenses brutes ordinaires civiles du budget général. »

Cet amendement a déjà été soutenu. La commission et le Gouvernement ayant donné leur avis, je le mets aux voix. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Alphanéry, François d'Aubert, et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 214 ainsi rédigé :

« I. 1. Dans le D du paragraphe I de l'état A, supprimer la ligne :

« 5° Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée... — 8 078 000 ».

« 2. En conséquence, majorer de 8 078 000 le total de la partie D et le total général de l'état A.

« II. En conséquence, dans le tableau figurant à l'article 27, majorer de 8 078 000 millions de francs les ressources brutes et le plafond des dépenses brutes civiles en capital du budget général. »

Cet amendement a déjà été soutenu. La commission et le Gouvernement ayant donné leur avis, je le mets aux voix. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 218 ainsi rédigé :

« 1. A l'état A, modifier comme suit les évaluations des recettes :

« I. — Budget général.

« a) Recettes fiscales.

« 1. Produit des impôts directs et taxes assimilées.

« Ligne 01. — Impôt sur le revenu : diminuer l'évaluation de 100 millions de francs.

« Ligne 04. — Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers : diminuer l'évaluation de 30 millions de francs.

« Ligne 19. — Recettes diverses : majorer l'évaluation de 10 millions de francs.

« 2. Produit de l'enregistrement.

« Ligne 22. — Mutations à titre onéreux. — Fonds de commerce : diminuer l'évaluation de 25 millions de francs.

« Ligne 31. — Autres conventions et actes civils : diminuer l'évaluation de 5 millions de francs.

« Ligne 33. — Taxe de publicité foncière : diminuer l'évaluation de 5 millions de francs.

« Ligne 39. — Recettes diverses et pénalités : majorer l'évaluation de 200 millions de francs.

« 3. Produit du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse.

« Ligne 41. — Timbre unique : majorer l'évaluation de 195 millions de francs.

« Ligne 45. — Actes et écrits assujettis au timbre de dimension : majorer l'évaluation de 290 millions de francs.

« 5. Produit de la taxe sur la valeur ajoutée.

« Ligne 71. — Taxe sur la valeur ajoutée : majorer l'évaluation de 360 millions de francs.

« 6. Produit des contributions indirectes.

« Ligne 81. — Droits de consommation sur le tabac et impôt spécial sur les allumettes : diminuer l'évaluation de 10 millions de francs.

« Ligne 83. — Droits de consommation sur les alcools : diminuer l'évaluation de 20 millions de francs.

« Ligne 87. — Taxe sur les vins ayant fait l'objet d'opération de coupage : diminuer l'évaluation de 250 millions de francs.

« 2. En conséquence, dans le texte de l'article 27 :

« Opérations à caractère définitif.

« Budget général :

« Majorer les ressources du budget général de 610 millions de francs.

« En conséquence, diminuer de 610 millions de francs l'excédent net des charges qui se trouve ainsi ramené à 117 152 millions de francs. »

La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Il s'agit de l'amendement technique qui tend à rectifier l'article d'équilibre pour tenir compte des modifications intervenues au cours du débat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. J'y suis favorable, à titre personnel. Cet amendement tire les conséquences des modifications que nous avons apportées aux différents articles et dont il convient de tenir compte dans l'état A.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 218.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'état A annexé, modifié par l'amendement n° 218.

(L'état A, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Nous en revenons à l'article 27, qui avait été précédemment réservé.

MM. Alphanéry, François d'Aubert et les membres du groupe Union pour la démocratie française ont présenté un amendement n° 211 ainsi rédigé :

« I. — Dans le tableau figurant à l'article 27, supprimer, tant en ressources qu'en dépenses, la ligne :

« Versements de l'Etat à lui-même... 4 959 ».

« II. — En conséquence, dans le même tableau, majorer de 4 959 millions de francs les ressources nettes et le plafond net des dépenses ordinaires civiles du budget général. »

Cet amendement a déjà été soutenu. La commission et le Gouvernement ayant donné leur avis, je le mets aux voix.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. La parole est à M. Jans.

M. Perfait Jans. Comme l'ont fait ou le feront certains de mes collègues, je vais saisir l'occasion du vote sur l'article 27 pour expliquer la position du groupe communiste sur la première partie du projet de loi de finances.

Il convient, en quelque sorte, de dresser un constat.

Certains choix, effectués en fonction de données et de prévisions précises, ont présidé à l'élaboration de ce projet de budget, et il nous appartient, à la fin de la discussion de cette première partie, d'examiner si ces choix ont été respectés. Nous répondons par l'affirmative à cette première interrogation.

Deuxième interrogation : notre travail a-t-il été fructueux ? Quelle part l'initiative parlementaire a-t-elle eue dans l'élaboration de ce projet de budget ?

La déduction des droits de garde a été adoptée pour les couples qui exercent une profession. Des dispositions importantes contre l'évasion des capitaux ont été prises à l'initiative du président de la commission des finances, M. Goux. Une mesure s'inscrivant dans le cadre de l'augmentation des responsabilités de la femme a été retenue ainsi que quelques autres mesures qui risquent d'être mises en cause avant le vote final de ce projet de budget. Nous estimons que cela est peu. Nous n'avons pas encore la possibilité de faire les comptes, mais j'ai le sentiment que la part de l'initiative parlementaire a diminué cette année par rapport à l'année dernière.

Vous avez tenu dur le frein, monsieur le ministre. Est-ce à cause de la rigueur inhérente à ce projet de budget ? Si tel est le cas, vous auriez dû nous faire davantage confiance, car nous avons bien indiqué, dès le départ, que nous acceptions tant les objectifs de ce projet de loi de finances — la reconquête de notre marché, la recherche, la formation des hommes — que sa rigueur. J'avais même précisé que nous faisons nôtre le principe de votre alliage, pourvu que l'élément justice y ait toute sa place. Nous avons essayé de renforcer la justice et d'améliorer les moyens mis au service de notre économie, mais vous avez refusé pratiquement tous nos amendements.

Je tiens cependant à tranquilliser M. Marette qui s'est inquiété de notre sort. Nous, les communistes, nous sommes des gens patients. Nous avons que la patience est révolutionnaire.

M. Robert-André Vivien. C'est vrai !

M. Parfait Jans. Cette année, plusieurs articles du projet de loi de finances comportent de dispositions dont nous réclamons l'adoption depuis un certain nombre d'années. Notre patience a été récompensée et nous sommes persuadés, monsieur le ministre, que les mesures proposées par les amendements que nous avons soutenus en vain cette année seront un jour acceptées au grand dam de vos protégés.

Au cours de la discussion de la première partie de la loi de finances, la droite a montré son refus de la solidarité, proféré des sarcasmes contre la situation économique de notre pays et témoigné d'un certain esprit de revanche, en préconisant la remise en cause des nationalisations et des avantages sociaux acquis depuis 1981.

M. Gilbert Gantier. On a proposé une augmentation de la décote, et vous l'avez refusée !

M. Parfait Jans. Je ne retiendrai, monsieur Gantier, qu'un exemple significatif, celui de l'amendement présenté par M. Alphanéry qui proposait, tout simplement, une augmentation du coût de la vignette supérieure à celle souhaitée par le Gouvernement pour toutes les tranches comprises entre 4 et 16 chevaux et une baisse de 200 francs pour les véhicules de plus de 17 chevaux.

M. Edmond Alphanéry. C'est inexact !

M. Parfait Jans. C'est un amendement de classe, monsieur Alphanéry, un amendement de classe qui dessert l'industrie nationale de l'automobile !

Vous reprochez souvent — cela a encore été le cas au cours de ce débat — au groupe communiste d'adopter des positions de classe pour mieux camoufler votre sectarisme de classe.

La droite crie fort, très fort, monsieur le ministre, et nous craignons que ses cris ne pénètrent dans les ministères. Or, il y a aussi en France beaucoup de souffrances silencieuses et il serait dommage qu'elles soient moins bien perçues que les cris de la bourgeoisie.

M. Paul Mercieca. Très bien !

M. Parfait Jans. Je sais bien que ce projet de budget comporte toute une série de mesures positives pour les petites gens, notamment en matière d'impôt sur le revenu, et cela est heureux. Elles sont cependant prises dans une période de blocage des

salaires et nous aurions souhaité que ce projet de budget soit encore plus juste. Cela était possible. Nous approuvons toutefois cette première partie du projet de loi de finances pour ses choix fondamentaux, pour sa progression vers la justice fiscale, même si elle nous semble faible. Au moment d'émettre un vote positif sur l'article 27, nous formulons le vœu suivant : en cette période où la justice sociale piétine en raison des circonstances économiques, il faut faire progresser davantage la notion de justice fiscale, qui repose sur la solidarité et l'équité. Les efforts, la rigueur ne seront pas acceptés si devait persister le sentiment que le fruit du travail est toujours, malgré nos efforts, accaparé par les plus aisés de ce pays. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Alphanéry.

M. Edmond Alphanéry. Monsieur le ministre, j'avais prévu d'intervenir longuement sur cet article 27 et j'avais même préparé, à votre intention, la rectification de chaque chiffre des colonnes et des lignes de cet article, car cela est nécessaire pour harmoniser la présentation du budget pour 1983 avec celle du budget de 1982. Ce travail a d'ailleurs été facile à réaliser, mais je ne vais pas vous l'exposer. Nous avons en effet suffisamment parlé, dans cette assemblée, sinon des manipulations — le terme est un peu fort — du moins des modifications qui altèrent sensiblement les progressions importantes entre 1983 et 1982, en particulier pour l'impasse budgétaire.

Je ferai abstraction de ces développements sur l'article 27 et, puisque l'occasion m'en est donnée, je vais, en quelques mots, comme M. Marette et M. Jans, vous exposer la position du groupe Union pour la démocratie française sur la première partie de cette loi de finances.

Monsieur le ministre, ce dont la France a le plus pressant besoin pour retrouver la voie de son redressement économique, c'est la confiance..

M. Joseph Pinard. Comme en Espagne !

M. Edmond Alphanéry. ... confiance dans ses dirigeants et confiance dans leur politique économique. Il faut que les Français croient en la stabilité future des prix, sous peine de rendre vains les sacrifices actuels du pays. Il faut que nos compatriotes et les étrangers croient dans le rétablissement de notre commerce extérieur sous peine de voir notre monnaie à nouveau menacée.

Or, monsieur le ministre, la confiance n'est accordée qu'à ceux qui ne vous ont ni trompé ni déçu. L'an dernier, vous nous avez proposé un budget avec un déficit et une progression V^e République. Vous nous aviez alors annoncé la relance de la croissance, dans un contexte de désinflation, sans que cette relance ne creuse le déficit du commerce extérieur. Telle était la quadrature du cercle pour économistes que vous aviez proposé de résoudre devant l'Assemblée et devant le pays.

Un an après, nous avons vu les résultats : deux dévaluations du franc et, après celle du mois de juin, un changement de cap à 180 degrés. Ce virage est en définitive la reconnaissance implicite par vous-même, monsieur le ministre, et par vos collègues de vos erreurs. Voilà qui entame dangereusement le capital de confiance dont tout gouvernement bénéficie à son arrivée au pouvoir.

Il était donc capital pour vous de restaurer cette confiance. Le besoin était d'autant plus pressant que vous aviez destabilisé l'économie française par vos imprudences et que l'effort de redressement nécessitait l'adhésion de tous.

Le budget de 1983 aurait pu constituer un jalon essentiel dans cette reconquête de la confiance des Français. Il est d'ailleurs clair que c'est tout à fait dans cet état d'esprit que vous l'avez élaboré. Malheureusement pour vous, mais malheureusement surtout pour notre pays, le budget que vous nous proposez en définitive a le résultat rigoureusement opposé, aussi bien dans sa forme que dans le fond.

Certa, cette loi de finances a les apparences de la rigueur, mais elle n'en a malheureusement que les apparences. En effet, voyons les choses en face, monsieur le ministre.

Pour que les pourcentages de progression annoncés aient un sens, il faut raisonner à structure budgétaire constante.

C'est ce que vous ne faites pas et c'est ce qui constitue le premier handicap sur la voie de la restauration de la confiance. Car dire que les dépenses n'augmentent que de 11,8 p. 100 alors qu'elles augmentent en fait de 14,7 p. 100 — et vous ne m'avez pas démenti — dire que l'impasse est de 117 milliards alors qu'à structure constante elle est de l'ordre de 130 milliards,

à un effet d'annonce rigoureusement opposé à celui que vous escomptez. Vous espérez une réaction favorable non seulement de l'opinion publique française, mais des marchés financiers internationaux pour défendre le franc et c'est la raison pour laquelle vous nous avez présenté ce budget aussi tôt au mois de septembre. Or sur le marché des changes, le résultat a été immédiatement négatif.

La confiance, monsieur le ministre, suppose la vérité, toute la vérité. Apparemment, d'après ce que j'ai pu entendre, vous êtes le disciple de Pierre Mendès France, mais appliquez-vous à la lettre son message essentiel qui est d'abord de ne pas tricher avec l'opinion publique ?

Mais il y a plus grave. Votre budget 1983 n'est pas à même de répondre aux problèmes économiques de la France.

En premier lieu, vous avez besoin de restaurer la confiance dans les milieux internationaux pour assurer le maintien du franc.

Dans ce but, que faut-il faire sinon rééquilibrer notre commerce extérieur ? Or votre budget n'apporte aucune contribution à ce rééquilibrage de nos comptes extérieurs.

En second lieu, vous avez besoin de relancer l'investissement des entreprises. Or non seulement l'investissement public est sacrifié, mais encore la politique monétaire que vous serez obligé de pratiquer pour financer ce considérable déficit public rendra pour les investisseurs l'argent plus rare et plus cher.

En troisième lieu, vous avez besoin de casser l'inflation. Et c'est ce que vous tentez d'ailleurs de faire à travers le blocage des prix et des salaires. Mais, malheureusement, les sacrifices que vous imposez ainsi aux Français vont se révéler vains parce que vous alimentez l'inflation à travers le déficit budgétaire et une progression des dépenses publiques supérieure de 3,5 p. 100 à celle du produit intérieur brut en valeur.

Tant dans sa forme que dans son fond, le budget de 1983 jette le discrédit sur l'ensemble de votre politique économique.

Aujourd'hui plus que jamais, monsieur le ministre, votre problème, qui est celui de la France — je le répète — est de retrouver la confiance tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Si l'U. D. F. vote contre votre budget, c'est parce qu'il contribuera à détériorer davantage la crédibilité que l'échec sanglant de votre politique de relance a déjà fortement ébranlée. (*Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française.*)

M. Alain Bonnet. « Sanglant ». On n'est pas aux assises, monsieur Alphandéry.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Notre collègue voulait dire « cinglant ».

M. Edmond Alphandéry. Bien sûr !

M. le président. La parole est à M. Douyère.

M. Raymond Douyère. Au moment où l'Espagne vient de se doter d'un pouvoir socialiste, nous devons, en tant que représentants de la majorité nationale, saluer, d'une part, cette victoire et, d'autre part, les espoirs que peuvent fonder tous les travailleurs espagnols pour que se concrétisent dans leur démocratie un certain nombre de préceptes que nous sommes en train de mettre en application en France.

Le budget que vous présentez, monsieur le ministre, s'articule autour de deux axes principaux : la justice fiscale et l'accroissement des concours de l'Etat aux collectivités locales. Il répond à votre souhait de voir les Français vivre au quotidien la démocratie.

La justice fiscale concerne d'abord les revenus du travail.

Vous avez voulu, d'une part, que la pression fiscale soit limitée à 18,3 p. 100 du P. I. B. et que, d'autre part, toutes les tranches d'imposition soient indexées. Ce faisant, vous appliquez une promesse qui avait été proclamée dans les années antérieures, mais qui n'avait jamais été réalisée dans les budgets de la précédente majorité. Au surplus, cette indexation s'applique aussi aux tranches de l'impôt sur les grandes fortunes.

Grâce à la modification des tranches du barème de l'impôt sur le revenu, vous pouvez, au terme de dix-huit mois d'action gouvernementale, dispenser 1 500 000 foyers français de cet impôt, ce qui ne s'était encore jamais vu. Entre 1975 et 1981 au contraire, le nombre des contribuables en France était passé de cinq à treize millions.

Toujours dans cet esprit de justice fiscale, vous avez mis en place cette tranche supplémentaire de 65 p. 100, qui correspond à un revenu annuel de 270 000 francs pour un célibataire et de 541 000 francs pour un couple de salariés. Cette mesure me paraît tout à fait raisonnable et correspond bien aux objectifs que nous nous étions fixés.

Vous avez aussi accepté certaines des améliorations aux conditions de vie des travailleurs que le groupe socialiste a proposées.

L'année dernière, nous avions déposé un amendement autorisant les veufs, les divorcés, les célibataires à déduire les frais de garde de leurs enfants. Vous avez accepté cette année, sur proposition du groupe socialiste, que cet effort que consent le budget de la nation soit étendu aux couples de salariés et même de non-salariés dès lors qu'ils peuvent justifier qu'ils travaillent hors de leur foyer. Il s'agit d'un important effort de solidarité.

Les associations, qui constituent le tissu même de notre vie, bénéficient aussi d'un effort de solidarité sous la forme d'une déduction de 3 000 francs de la taxe sur les salaires pour le premier salarié.

Quant aux dispositions de l'article 10, relatives aux contrats d'assurance, elles vont également dans le sens d'une plus grande justice fiscale.

Ce budget apporte aussi un concours important aux collectivités locales, par la création de la dotation globale d'équipement. L'effort consenti en leur faveur est en augmentation de 22,2 p. 100. Hier soir, vous avez accepté un amendement autorisant le remboursement des frais de mutation pour l'ensemble des collectivités locales. Cette disposition fiscale s'appliquera donc également aux régions, compte tenu de la mise en application de la loi du 2 mars 1982 portant décentralisation, qui est l'œuvre de la majorité.

Récapitulons : un déficit limité à 3 p. 100 du P. I. B., une augmentation des dépenses légèrement supérieure à 11 p. 100, une pression fiscale ne dépassant pas 18,3 p. 100 du P. I. B. Les chiffres que vous avez donnés pour 1982 montrent que les promesses qui avaient été faites l'année dernière ont été tenues et nous n'avons aucune raison de croire que celles relatives à 1983 ne le seront pas.

Nous sommes donc, à nouveau, en présence d'un budget orienté vers le développement de l'investissement, à terme créateur d'emplois, renforçant la justice fiscale, apportant aux collectivités locales un certain nombre d'améliorations qu'elles demandaient depuis longtemps et accroissant l'effort de l'Etat en leur faveur. Bref, c'est un budget de justice et de solidarité. C'est pourquoi, monsieur le ministre, le groupe socialiste vous apportera son entier soutien. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Mesdames, messieurs les députés, le fait d'avoir été enfermés pendant quelques jours et quelques nuits dans cet hémicycle ne nous a pas empêchés de continuer à sentir et à vivre ce qui se passait à l'extérieur, c'est-à-dire d'abord, comme l'a souligné M. Douyère, le résultat des élections en Espagne. Chacun peut avoir son sentiment à ce sujet et l'on comprendra que, compte tenu de mes convictions personnelles, ce n'est pas sans beaucoup d'émotion que j'en ai pris connaissance. Mais, quelles que soient nos opinions, nous pouvons souhaiter bonne chance à la nouvelle assemblée espagnole. Je suis sûr de me faire l'interprète de l'Assemblée, tout en m'exprimant au nom du Gouvernement de la France, si je rappelle la sympathie profonde et ancienne du peuple français envers son ami le peuple espagnol. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Revenant au débat budgétaire, je voudrais dresser un bilan du travail accompli pendant ces quelques jours puisque le Gouvernement est certainement le mieux placé pour le faire.

Comme l'a souligné avec justesse mon ami Christian Pierret, notre discussion a été très constructive et elle s'est déroulée dans un climat extrêmement courtois, même si l'on enregistre, à intervalles réguliers, chaque après-midi et chaque soir, une poussée de fièvre.

Ce phénomène, que j'observais déjà sous la précédente législature, n'est pas dû aux circonstances politiques mais probablement à la fatigue qui s'empare de nous après être restés assis dans de mauvais fauteuils...

M. Raymond Douyère. Pourtant fort convoités !

M. le ministre chargé du budget. Je note toutefois que les périodes de calme sont plus longues que les années précédentes : les montées d'adrénaline se produisent toutes les trois heures ou toutes les trois heures et demie environ, alors qu'auparavant elles survenaient toutes les deux heures.

M. le président. Nous sommes plus endurants ! (Sourires.)

M. le ministre chargé du budget. Sur le fond, j'ai noté que l'Assemblée avait adopté dix-huit amendements d'origine parlementaire et quatre amendements déposés par le Gouvernement. Je ne me livrerai pas à un compte d'apothicaire pour savoir si c'est davantage ou moins que les années précédentes. M. Jans a reconnu que les circonstances ne sont pas les mêmes. On n'a pas — faut-il s'en réjouir ou d'en désoler ? Je ne sais pas — à présenter chaque année le projet de création d'un impôt sur les grandes fortunes. Les dispositions fiscales étant cette année moins novatrices, le débat était sans doute moins approfondi et justifiait un moins grand nombre d'amendements.

Sur les dix-huit amendements parlementaires, trois amendements ont été déposés par l'opposition, dont deux par vous, monsieur Marette. Je citerai notamment celui concernant les comptes courants d'associés et celui déposé par M. Zeller.

D'autres amendements ont été déposés par les deux groupes de la majorité, et je souligne en particulier l'importance de l'amendement portant sur les frais de garde, et de celui qui a été adopté à la demande de M. Goux. D'autres éléments font que, même s'il n'y a pas bouleversement par rapport au projet initial du Gouvernement, qui d'ailleurs ne l'aurait pas accepté, il y a certainement amélioration de son texte. Le Gouvernement a, pour sa part, fait adopter quatre amendements qui améliorent sensiblement les dispositions initiales.

Malgré ma réserve coutumière, que M. Marette a soulignée, j'ai eu l'occasion de m'exprimer assez longuement sur le fond de ce budget. Je ne crois pas que les critiques émises par l'opposition, du fait même de leur excès — je pense, par exemple, aux propos que M. Alphonse vient de prononcer — soient fondées. Je l'ai démontré et je ne veux pas y revenir. J'ai en revanche voulu énumérer, comme toujours, celles de ces critiques qui me paraissent mesurées et bienvenues.

Je partage le sentiment de M. Douyère sur les progrès réalisés en matière de justice fiscale et de décentralisation. Si j'ai, monsieur Jans, « serré dur le frein », pour reprendre votre expression, c'est parce que c'est un peu mon rôle. Mais j'ai apprécié la collaboration de votre groupe. Si ses nombreuses propositions n'ont pas été toutes acceptées, il ne faut pas oublier — M. Jans l'a dit lui-même en d'autres termes — que le temps est galant homme. Certaines ne me paraissent ni politiquement ni techniquement acceptables ; d'autres devront être revues à la lumière du temps. C'est ce qui a été fait dans le passé ; c'est ce qui continuera d'être fait. J'ai toutefois tenu à m'opposer aux amendements qui n'étaient pas sérieusement gagés et, à conserver, tout en laissant jouer l'initiative parlementaire, sa cohérence au budget. En tout cas, je remercie M. Jans et ses collègues de la collaboration et du soutien qu'ils ont apportés au Gouvernement dans cette situation.

Je dirai enfin à M. Marette qu'à travers ses propos, humoristiques comme ils le sont souvent, j'ai été sensible au compliment indirect qu'il m'adressait.

En effet, ce n'est pas le rôle d'un ministre que d'être le porte-parole de ses collaborateurs, même s'il doit les écouter. Je les écoute toujours avec beaucoup d'intérêt, comme M. Marette le faisait sans doute lorsqu'il était au Gouvernement, mais, comme il le faisait sans doute aussi, c'est moi qui décide de parler, de ne pas parler et de dire ce que je souhaite dire. C'est ainsi que je conçois ma responsabilité politique.

Toutefois, je suis beaucoup moins sévère que lui-même avec l'opposition. C'est vrai que l'opposition parle beaucoup. Est-ce qu'elle parle trop ? Je n'en sais rien. Elle parle beaucoup et c'est très bien comme cela, mais je ne crois pas qu'elle manque de notes.

M. Jacques Marette. Hélas !

M. le ministre chargé du budget. D'ailleurs, il en était de même lorsque j'étais député de l'opposition : je parlais — moins ou plus, je n'en sais rien — et j'avais des notes.

M. Gilbert Gantier. Vous écriviez aussi.

M. le ministre chargé du budget. C'est vrai, et j'ai d'ailleurs constaté que vous aviez d'excellentes lectures. Je vous remercie pour vos citations, monsieur Gantier.

Maintenant que vous êtes dans l'opposition, vous parlez et vous avez des notes. Je ne dirai pas que les notes viennent des mêmes personnes, mais elles viennent peut-être du même endroit. (Sourires.)

En tout cas, notre dialogue a, comme toujours, été agréable. Et, entre gens de bonne volonté, je crois qu'il ne peut en être autrement.

Enfin, me tournant vers M. le rapporteur général, j'ajouterai mes compliments à ceux que chacun lui a très justement adressés. Si le ministre du budget, dans les débats, ne répond pas plus qu'il faut, c'est parce qu'il a la chance de pouvoir compter sur un rapporteur général qui, comme c'est normal, apporte des éléments de fond. Comme il existe une communauté de vues, qui n'est pas pour surprendre, entre M. le rapporteur général et moi-même puisque — je ne sais pas si on l'a noté — nous appartenons au même groupe politique (sourires) je n'ai jamais estimé utile de répéter ce qu'il avait excellemment dit avant moi.

C'est d'ailleurs une remarque générale que je veux faire à propos de nos débats. Lorsque quelqu'un prend la parole en commençant par ces mots : « je ne redirai pas ce qui a été dit excellemment avant moi », le mieux serait qu'il se rasseye immédiatement. Malheureusement, en général, ce n'est pas ce qui se passe. J'essaie, pour ma part, d'adopter une autre attitude ; puisque M. le rapporteur général accomplit un travail de fond, je ne parle qu'à bon escient. Ainsi, nous nous complétons.

De même, la présence, silencieuse très souvent, mais toujours vigilante de M. le président de la commission des finances plane — j'allais dire règne, mais il vaut mieux dire « républicanise » — sur nos débats.

Enfin, je remercie en votre nom tous ceux qui ont à nous supporter, dans les deux sens du terme, c'est-à-dire les collaborateurs de l'Assemblée nationale, des différents groupes et du Gouvernement, qui, par définition, ne sont pas exposés aux feux de la rampe, mais sans lesquels ces débats ne pourraient avoir lieu. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 27, modifié par l'amendement n° 218 précédemment adopté.

(L'article 27, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Nous venons d'achever l'examen des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 1983.

Seconde délibération de la première partie du projet de loi.

M. le président. En application de l'article 118, alinéa 3, du règlement, le Gouvernement demande qu'il soit procédé à une seconde délibération des articles 6 bis, 16, 16 ter et 27 de la première partie du projet de loi de finances.

La seconde délibération est de droit.

La commission est-elle prête à rapporter immédiatement ?...

M. Christian Pierret, rapporteur général. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je rappelle, qu'en application de l'article 101 du règlement, le rejet des nouvelles propositions de la commission ou du Gouvernement et des amendements vaut confirmation de la décision prise en première délibération.

Article 6 bis.

M. le président. L'Assemblée a adopté, en première délibération, l'article 6 bis suivant :

« Art. 6 bis. — I. — Les dispositions de l'article 87 de la loi de finances pour 1982 (n° 81-1160 du 30 décembre 1981) sont applicables aux associations de départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, reconnues d'utilité publique avant l'entrée en vigueur du code civil local.

« Un décret précise les conditions d'application du présent paragraphe.

« II. — La taxe sur les sucres utilisés pour le sucrage des vendanges, prévue par l'article 422 du code général des impôts, est majorée à due concurrence des pertes de recettes occasionnées par les dispositions du paragraphe I du présent article. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 1 ainsi rédigé :

« Supprimer le II de l'article 6 bis. »

La parole est à M. le ministre chargé du budget.

M. le ministre chargé du budget. Je défendrai ensemble les quatre amendements que le Gouvernement a présentés sur les articles faisant l'objet de la seconde délibération et qui ont pour but de porter remède à des imperfections.

Le gage proposé par M. Zeller, dans l'amendement qui est devenu l'article 6 bis, ne paraît pas opportun. Je rappelle qu'il s'agissait de la majoration de la taxe sur les sucres utilisés pour le sucrage des vendanges. Il s'agit là de l'amendement n° 1.

Le gage prévu à l'article 16 ter, et qui tend à appliquer aux prestations des agences matrimoniales le taux majoré de la T. V. A., ne semble pas davantage opportun. Il s'agit d'y remédier par l'amendement n° 2.

L'amendement de M. Gilbert Mitterrand à l'article 16 ne précise pas la date exacte d'application du relèvement du droit de timbre sur les chèques non barrés. Il convient donc d'apporter cette précision et tel est l'objet de l'amendement n° 3.

Enfin, le quatrième amendement, qui porte le numéro 4, tire les conséquences des trois amendements précédents sur l'équilibre du budget.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Christian Pierret, rapporteur général. Les modifications des gages, proposées par les amendements n° 1 et 2 répondent à des remarques qui avaient été présentées par la commission des finances. Je pense donc que l'Assemblée peut les accepter.

En ce qui concerne l'amendement de M. Gilbert Mitterrand, nous avions fait la même remarque que le Gouvernement, et son auteur avait lui-même reconnu qu'elle était fondée. Je crois donc qu'il n'y aura pas de difficulté.

Enfin, l'amendement n° 4, tire les conséquences des précédents.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 6 bis, modifié par l'amendement n° 1.

(L'article 6 bis, ainsi modifié, est adopté.)

Article 16.

M. le président. L'Assemblée a adopté, en première délibération, l'article 16 suivant :

« I. A l'article 26-1-2 de la loi de finances pour 1982 (n° 81-1160 du 30 décembre 1981) les mots « jusqu'au 31 décembre 1982 » sont supprimés.

« II. Les dispositions des articles 131 quater, 209-II, 210 A-1 deuxième alinéa, 268 ter-II, 298 quater-I troisième et dernier alinéa, 812-1-2°, 812-1-2° bis, 812-A-1, 816-I, 821-1° du code général des impôts sont reconduites pour cinq ans.

« III. Les dispositions des articles 39 quinquies E et 39 quinquies F du code général des impôts s'appliquent aux constructions achevées avant le 31 décembre 1986 à condition qu'elles s'incorporent à des installations de production existant au 31 décembre 1980.

« IV. Les dispositions de l'article 89-III de la loi de finances pour 1982 et des articles 208 quater et 1655 bis du code général des impôts sont prorogés jusqu'au 31 décembre 1983.

« Les dispositions de l'article 893 du code général des impôts sont reconduites pour les actes de formation ou d'augmentation de capital des sociétés exerçant leur activité dans les secteurs industriel, hôtelier ou de la pêche, enregistrés avant le 1^{er} janvier 1984.

« Les dispositions des articles 238 quater et 823 du code général des impôts sont reconduites pour un an.

« Les dispositions prévues pour l'exercice 1982 en faveur des entreprises de presse par l'article 39 bis du code général des impôts sont reconduites pour l'exercice 1983.

« Les dispositions de l'article 1384 A du code général des impôts, s'appliquent aux constructions neuves pour lesquelles une demande de prêt aidé par l'Etat est déposée avant le 31 décembre 1983 à condition que le prêt soit effectivement accordé.

« Les dispositions des articles 39 quinquies D et 39 quinquies FA du code général des impôts sont reconduites jusqu'au 31 décembre 1983. Les dispositions de l'article 39 quinquies FA s'appliquent aux immobilisations acquises ou créées au moyen de primes d'aménagement du territoire.

« V. Pour 1983, le relèvement du tarif résultant du 4 de l'article 266 du code des douanes est reporté à la deuxième semaine de mai.

« VI. L'article 13 de la loi de finances pour 1982 est abrogé.

« VII. 1. — Les dispositions de l'article 820-1 du code général des impôts qui prévoient la réduction à 1 p. 100 du taux du droit d'apport majoré en cas d'incorporation au capital des coopératives agricoles et de leurs unions des réserves libres d'affectation sont reconduites pour cinq ans.

« 2. — Le droit de timbre prévu à l'article 916-A du code général des impôts est porté de 2,50 F à 4 F.

« VIII. L'article 35 de la loi de finances pour 1982 est abrogé. Cette abrogation prend effet à la date à laquelle la taxe était devenue applicable. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 3 ainsi rédigé :

« Au début du 2 du VII de l'article 16, insérer les mots :

« A compter du 15 janvier 1983... » (le reste sans changement).

Cet amendement a déjà été soutenu et la commission s'est exprimée.

La commission est d'accord.

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 16, modifié par l'amendement n° 3.

(L'article 16, ainsi modifié, est adopté.)

Article 16 ter.

M. le président. L'Assemblée a adopté en première délibération l'article 16 ter suivant :

« Art. 16 ter. — I. — Le chiffre de 50 000 francs prévu aux articles 719, 724 et 725 du code général des impôts est porté à 100 000 francs.

« II. — Le prélèvement institué par l'article 16-I de la loi de finances pour 1982 (n° 81-1160 du 30 décembre 1981) est reconduit à compter du 1^{er} janvier 1983. Il est, chaque année, égal à 20 p. 100 du montant excédant 200 000 francs de la fraction du bénéfice de l'exercice écoulé calculée dans les conditions fixées à l'article susvisé. Il doit être acquitté au plus tard le 15 juin de chaque année.

« III. — A compter du 1^{er} janvier 1983, le taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée s'applique aux prestations des agences matrimoniales. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 2 ainsi rédigé :

« Supprimer le paragraphe III de l'article 16 ter. »

Cet amendement a déjà été soutenu et la commission s'est exprimée.

Je le mets aux voix.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 16 ter, modifié par l'amendement n° 2.

(L'article 16 ter, ainsi modifié, est adopté.)

Article 27 et état A.

M. le président. L'Assemblée a adopté, en première délibération, l'article 27 et l'état A annexé ci-après :

Art. 27. — I. — Pour 1983, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux chiffres suivants :

	RESSOURCES (En millions de francs.)		DÉPENSES	DÉPENSES	DÉPENSES	TOTAL	PLAFOND	S O L D E
			ordinaires civiles.	civiles au capital.	militaires.	des dépenses à caractère définitif.	des dépenses à caractère temporaire.	
		(En millions de francs.)						
A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF								
<i>Budget général.</i>								
Ressources brutes	837 666	Dépenses brutes	719 087					
<i>A déduire :</i>								
Remboursements et dégrèvements d'impôts	66 040	Remboursements et dégrèvements d'impôts	66 040					
Versements de l'Etat à lui-même	4 959	Versements de l'Etat à lui-même	4 959					
Ressources nettes	766 667		648 058	74 479	158 686	881 403		
Comptes d'affectation spéciale	9 523		7 776	1 315	195	9 286		
Totaux du budget général et des comptes d'affectation spéciale	776 190		655 834	76 794	159 061	890 689		
<i>Budgets annexes.</i>								
Imprimerie nationale	1 442		1 420	22		1 442		
Journaux officiels	349		327	22		349		
Légion d'honneur	89		82	7		89		
Ordre de la Libération	3		3			3		
Monnaies et médailles	591		578	13		591		
Postes et télécommunications	142 909		105 974	36 935		142 909		
Prestations sociales agricoles	57 256		57 256			57 256		
Essences	5 103				5 103	5 103		
Totaux des budgets annexes	207 742		165 640	36 999	5 103	207 742		
Excédent des charges définitives de l'Etat (A)								- 114 499
B. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE								
<i>Comptes spéciaux du Trésor.</i>								
Comptes d'affectation spéciale	104							307
<i>Ressources. Charges.</i>								
<i>Comptes de prêts :</i>								
Habitations à loyer modéré	686							
Fonds de développement économique et social	1 776 1 000							
Autres prêts	475 4 940							
Totaux des comptes de prêts	2 936 5 940							5 940
Comptes d'avances	109 510							109 640
Comptes de commerce (charge nette)	>							
Comptes d'opérations monétaires (ressources nettes)	>							(-) 419
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (charge nette)	>							(-) 274
Totaux (B)	112 550							115 203
Excédent des charges temporaires de l'Etat (B)								- 2 653
Excédent net des charges								- 117 152

- « II. — Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à procéder, en 1983, dans des conditions fixées par décret :
 - « — à des emprunts à long, moyen et court terme pour couvrir l'ensemble des charges de la trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;
 - « — à des conversions facultatives d'emprunts et à des opérations de consolidation de la dette publique.
- « III. — Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à donner, en 1983, la garantie de refinancement en devises pour les emprunts communautaires.
- « IV. — Le ministre de l'économie et des finances est, jusqu'au 31 décembre 1983, habilité à conclure avec des établissements de crédit spécialisés dans le financement à moyen et long terme des investissements, des conventions établissant pour chaque opération les modalités selon lesquelles peuvent être stabilisées les charges du service d'emprunts qu'ils contractent en devises étrangères. »

ETAT A

(Art. 27 du projet de loi.)

Se reporter au document annexé à l'article 27 du projet de loi, adopté sans modification, à l'exception de :

TABLEAU DES VOIES ET MOYENS APPLICABLES AU BUDGET DE 1983

I. — BUDGET GENERAL

NUMERO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs	NUMERO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	EVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs
	A. — RECETTES FISCALES				
	I. — PRODUIT DES IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES		5.	Produit de la taxe sur la valeur ajoutée.	385 695 000
01	Impôt sur le revenu	188 117 000	6.	Produit des contributions indirectes	23 695 000
04	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers	27 170 000	7.	Produit des autres taxes indirectes	1 583 000
19	Recettes diverses	11 000		Total pour la partie A	890 440 000
	Total	356 329 000		B. — RECETTES NON FISCALES	
	II. — PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT			I. — EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS A CARACTÈRE FINANCIER	
22	Fonds de commerce	2 120 000		II. — PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT	
31	Autres conventions et actes civils	4 255 000		III. — TAXES, REDEVANCES ET RECETTES ASSIMILÉES	
33	Taxe de publicité foncière	8 895 000		IV. — INTÉRÊTS DES AVANCES, DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL	
39	Recettes diverses et pénalités	750 000		V. — RETENUES ET COTISATIONS SOCIALES AU PROFIT DE L'ÉTAT	
	Total	39 265 000		VI. — RECETTES PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR	
	III. — PRODUIT DU TIMBRE ET DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE			VII. — OPÉRATIONS ENTRE ADMINISTRATIONS ET SERVICES PUBLICS	
41	Timbre unique	2 635 000		VIII. — DIVERS	
45	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	910 000		C. — FONDS DE CONCOURS ET RECETTES ASSIMILÉES	
	Total	15 505 000		I. — FONDS DE CONCOURS ORDINAIRES ET SPÉCIAUX	
	IV. — DROITS D'IMPORTATION, TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS ET DIVERS PRODUITS DE DOUANE			H. — COOPÉRATION INTERNATIONALE	
	V. — PRODUIT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE				
71	Taxe sur la valeur ajoutée	385 695 000			
	Total	385 695 000			
	VI. — PRODUIT DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES				
81	Droits de consommation sur les tabacs et impôt spécial sur les allumettes	11 990 000			
83	Droits de consommation sur les alcools	9 135 000			
87	Taxe sur les vins ayant fait l'objet d'opérations de coupage	0			
	Total	23 695 000			
	VII. — PRODUIT DES AUTRES TAXES INDIRECTES				
	RECAPITULATION DE LA PARTIE A				
	1. Produit des impôts directs et taxes assimilées	356 329 000		D. — PRÉLEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT AU PROFIT DES COLLECTIVITÉS LOCALES	
	2. Produit de l'enregistrement	39 265 000		E. — PRÉLEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES EUROPÉENNES	
	3. Produit du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	15 505 000			
	4. Droits d'importation, taxe intérieure sur les produits pétroliers et divers produits des douanes	88 368 000			

DÉSIGNATION DES RECETTES	ÉVALUATIONS pour 1983. Milliers de francs
RECAPITULATION GÉNÉRALE	
A. — Recettes fiscales :	
1. — Produit des impôts directs et taxes assimilées	356 329 000
2. — Produit de l'enregistrement	39 265 000
3. — Produit du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	15 505 000
4. — Droits d'importation, taxe intérieure sur les produits pétroliers et divers produits des douanes	68 368 000
5. — Produit de la taxe sur la valeur ajoutée	385 685 000
6. — Produit des contributions indirectes	23 695 000
7. — Produit des autres taxes indirectes	1 583 000
Total pour la partie A	890 440 000
B. — Recettes non fiscales :	
1. — Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier	9 998 000
2. — Produits et revenus du domaine de l'Etat	3 202 950
3. — Taxes, redevances et recettes assimilées	7 625 650
4. — Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	9 937 500
5. — Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat	10 293 250
6. — Recettes provenant de l'extérieur	2 135 000
7. — Opérations entre administrations et services publics	144 483
8. — Divers	2 533 400
Total pour la partie B	45 870 233
C. — Fonds de concours et recettes assimilées	Mémoire.
Total A à C	936 300 233
D. — Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	- 71 334 000
E. — Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes	- 27 310 000
Total général	837 666 233

II. — BUDGETS ANNEXES

III. — COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

IV. — COMPTES DE PRETS

V. — COMPTES D'AVANCES DU TRESOR

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 4 ainsi rédigé :

« 1° A l'état A, modifier comme suit les évaluations de recettes :

- « I. — Budget général :
- « A. — Recettes fiscales :

« 5. Produit de la taxe sur la valeur ajoutée :

« Ligne 71. — Taxe sur la valeur ajoutée : diminuer l'évaluation de 10 millions de francs.

« 2° Dans le texte de l'article 27 :

« Opérations à caractère définitif du budget général.

« Diminuer les ressources du budget général de 10 millions de francs.

« En conséquence, majorer de 10 millions de francs l'excédent net des charges qui se trouve ainsi porté à 117 162 millions de francs. »

Cet amendement a déjà été soutenu et la commission s'est exprimée.

Je le mets aux voix.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'article 27 et l'état A annexé, modifiés par l'amendement n° 4.
(L'article 27 et l'état A, ainsi modifiés, sont adoptés.)

M. le président. Nous venons ainsi d'achever l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 1983.

L'Assemblée abordera mardi l'examen de la deuxième partie de ce projet de loi.

— 2 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE LOI CONSTITUTIONNELLE

M. le président. J'ai reçu de M. Georges Mesmin une proposition de loi constitutionnelle tendant à ramener de sept à six ans la durée du mandat du Président de la République.

La proposition de loi sera imprimée sous le numéro 1195, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mardi 2 novembre 1982, à neuf heures trente, première séance publique :

Discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1983, n° 1083 (rapport n° 1165 de M. Christian Pierret, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan).

Commerce et artisanat :

Annexe n° 7 (Commerce). — M. Germain Sprauer, rapporteur spécial ;

Annexe n° 8 (Artisanat). — M. René Souchon, rapporteur spécial ; avis n° 1170, tome III, de M. Jean-Pierre Destrade, (au nom de la commission de la production et des échanges).

Services du Premier ministre : Droits de la femme :

Annexe n° 30. — M. Emmanuel Hamel, rapporteur spécial ; avis n° 1166, tome XXIV, de Mme Ghislaine Toutain, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération :

Annexe n° 48. — M. Christian Bergelin, rapporteur spécial.

Justice et article 64 :

Annexe n° 21. — M. Jean Natiez, rapporteur spécial ; avis n° 1169, tome I (administration centrale et services judiciaires) de M. Louis Maisonnat, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; avis n° 1160, tome II (administration pénitentiaire et éducation surveillée), de M. Jean-Pierre Michel, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

A seize heures, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à treize heures quinze.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

Mise au point au sujet d'un vote.

A la suite du scrutin (n° 405) sur l'amendement n° 94 de M. Pierret à l'article 2 du projet de loi de finances pour 1983 (impôt sur le revenu : extension de la déduction pour frais de garde des enfants aux foyers fiscaux dont les deux conjoints occupent un emploi à temps plein et, en contrepartie, application du taux majoré de la T.V.A. sur les pelleteries autres que celles provenant du lapin et du mouton) (Journal officiel, Débats A.N., du 28 octobre 1982, page 6401), M. Hamel, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », a fait savoir qu'il avait voulu voter « pour ».

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉT. ÉTR.	DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 19. Téléphone } Renseignements : 575-43-31 Administration : 578-61-39 TÉLEX } 201176 F DIRJO-PARIS
Codes.	Titres.	France.	France.	
	Assemblée nationale :			
	Débats :			
08	Compte rendu	84	320	
33	Questions	84	320	
	Documents :			
07	Série ordinaire	468	882	
27	Série budgétaire	168	304	
	Sénat :			
08	Débats	102	240	
09	Documents	468	828	

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : 2 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)